

A11A32
E881
1997/98
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

1997-1998

PROGRAMME 02 DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉLÉMENT 01 AFFAIRES AUTOCHTONES

CAHIER EXPLICATIF

SECTION 1

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE :**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

SECTION 2

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SECTION 3

SECTION 1

CAHIER EXPLICATIF

Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Développement des régions et Affaires autochtones
Élément	01	Affaires autochtones
Responsable	Monsieur André Magny	

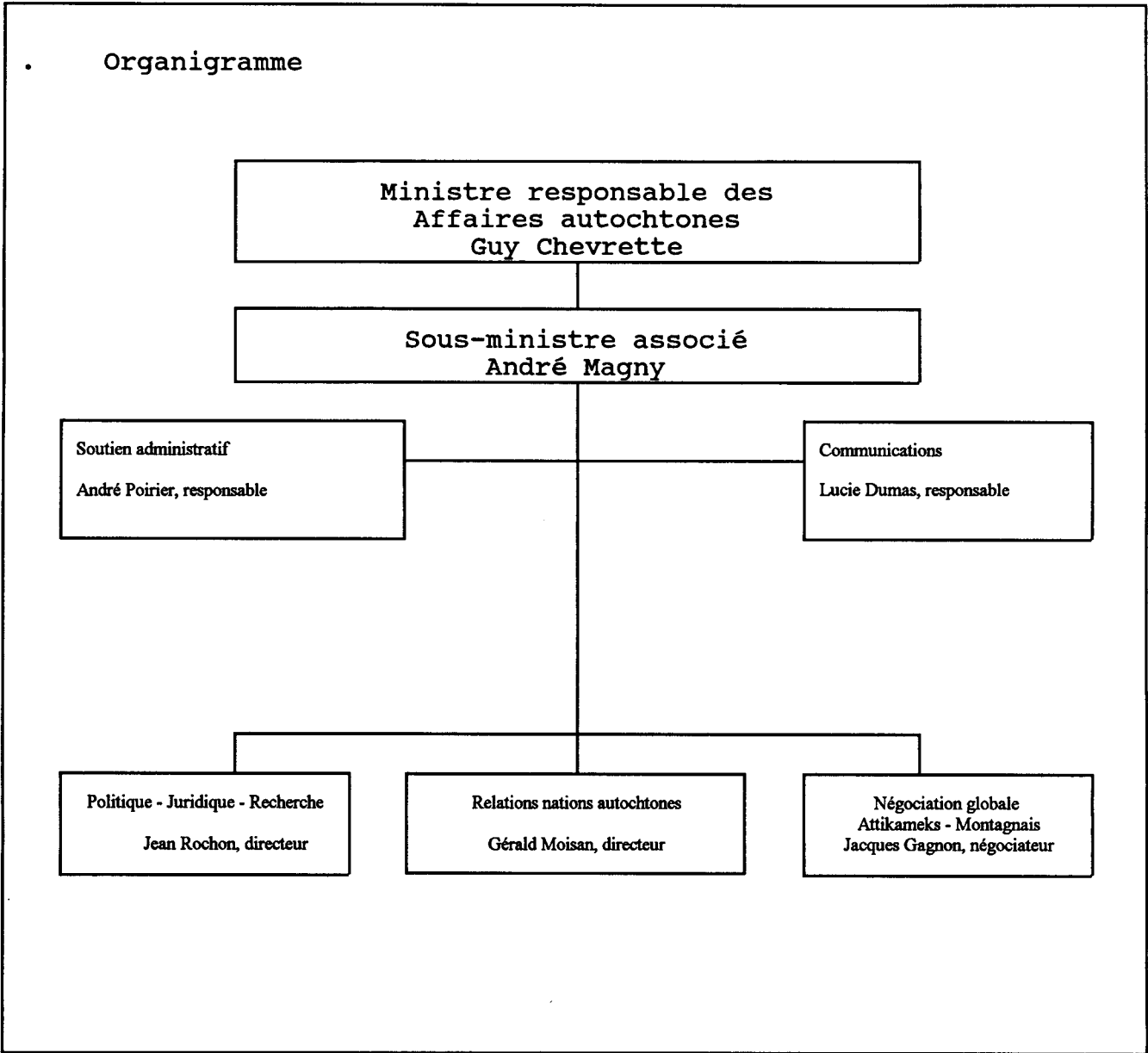
MANDAT

Deux décrets du gouvernement, adoptés respectivement le 18 janvier 1978 et le 14 janvier 1987, régissent les activités du Secrétariat aux affaires autochtones (décrets 154-78 et 17-87).

En vertu de ces décrets, le mandat du Secrétariat aux affaires autochtones consiste à:

- assurer la coordination et la cohérence des interventions gouvernementales et paragouvernementales en milieu autochtone;
- élaborer, en concertation avec les intéressés, la politique d'ensemble du gouvernement devant s'appliquer en milieu amérindien et inuit;
- fournir au milieu autochtone une information générale et faire connaître les politiques gouvernementales pertinentes à l'ensemble de la population québécoise;
- conduire la négociation des ententes globales en collaboration avec les ministères concernés, conseiller les ministères dans la négociation des ententes sectorielles et veiller à la mise en oeuvre des ententes conclues.

ORGANISATION



SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 02 - Développement des régions et Affaires autochtones

ÉLÉMENT: 01 - Affaires autochtones

RESPONSABLE: Monsieur André Magny

Supercatégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	2 042,3	2 373,8	(331,5)	(14,0)
Fonctionnement-autres dépenses	1 319,3	1 397,0	(77,7)	(5,6)
Capital- autres dépenses	16,5	16,2	0,3	1,9
Transfert	829,9	814,4	15,5	1,9
Prêts, placements et avances				
TOTAL	4 208,0	4 604,4	(393,4)	(8,5)
Effectif régulier autorisé	33	34	(1)	(2,9)
Effectif total autorisé	33	34	(1)	(2,9)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	2 042,3	2 373,8	(331,5)	(14,)
Fonctionnement-autres dépenses	1 319,3	1 397,0	(77,7)	(5,6)
Capital	16,5	16,2	,3	1,9
Transfert	829,9	814,4	15,5	1,9
Prêts, placements et avances	-	-		
TOTAL	4 208,0	4 601,4	(393,4)	(8,9)

. Explication des écarts par supercatégorie

Fonctionnement-personnel - (331,5)\$ (14,0)%

Ajustement coût de reconduction

6,3 \$ = cadres

8,2 \$ = autre personnel

0,1 \$ = contribution de l'employeur

Transfert d'un poste et crédit de l'Assemblée nationale au SAA.

45,7 \$

Mesures de départs assistés 1996-1997

(281,8)

Ventilation mesures de départs assistés 1997-1998

(110,0)

Fonctionnement-autres dépenses - (77,7) \$ (5,6)%

Rationalisation des dépenses aux chapitres des catégories de dépenses de communications (03) et des services professionnels (04)

Capital ,3 \$ - 1,9%

Ajustement coût de reconduction

Transfert 15,5 \$ - 2 %

Ajustement coût de reconduction

SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

PR. 02 ÉL. 01 PAGE 1

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	Adm. d'État, cadres supérieurs	Cadres Intermédiaires	Professionnels	Techniciens, employés de bureau	Agents de la paix	Ouvriers	TOTAL 1996-1997	TOTAL 1997-1998
Bureau du sous-ministre associé	(A) 2		1	1			4	4
Communications			2	2			4	4
Soutien administratif				3			3	3
Affaires juridiques, recherche et développement des politiques	1		5	1			7	7
Négociations	2		1				3	3
Relations avec les nations autochtones	1		(B) 8	4			13	13
Total:	6		17	11			34	34

(A) Incluant M. Georges Beauchemin dont les services sont prêtés au ministère du Conseil exécutif.
 (B) Incluant M. François Dupuis, prêt de service de la SQDM.

SECTION 2

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire. **(Annexe 1)**
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) : **(Annexe 2)**
 - tirage;
 - coût;
 - distribution;
 - imprimeur;
 - copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1996.
3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1996 : **(Annexe 3)**
 - endroit et dates du départ et du retour;
 - but du voyage;
 - personnes rencontrées;
 - coût;
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - bilan et résultat des rencontres.
4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels : **(Annexe 4)**
 - les sommes dépensées pour l'exercice 1996-1997 et les prévisions pour 1997-1998;
 - ventilation des dépenses par type de média;
 - les noms des fournisseurs;
 - le but visé par chaque dépense.
5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1996-1997 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent: **(Annexe 5)**
 - liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie du questionnaire et du résultat.
6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1996-1997 à la demande du ministère ou de l'organisme : **(Annexe 6)**
 - liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études.

7. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1996 au 31 mars 1997 en indiquant: **(Annexe 7)**
- le nom du professionnel (le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique sur invitation ou contrat négocié).
8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1996 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. **(Annexe 8)**
9. Le montant, pour l'année 1996-1997 de chacune des dépenses suivantes: **(Annexe 9)**
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.
10. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun: **(Annexe 10)**
- la marque et le modèle du véhicule;
 - le coût d'acquisition ou de location de l'année de transaction;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
 - le nom et le poste du bénéficiaire;
 - appels d'offres faits en 1996-1997 et les prévisions 1997-1998.
11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1996-97 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations? **(Annexe 11)**
- Quelles est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère ou et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années 1996-1997 ainsi que les prévisions pour 1997-1998. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. **(Annexe 12)**

13. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1996-1997) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) **(Annexe 13)**
 - a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
 - b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel.

14. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994: **(Annexe 14)**
 - a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

15. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux: **(Annexe 15)**
 - l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée et la copie du bail.

16. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1996-1997 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles: **(Annexe 16)**
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée et la copie du bail.
17. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1996-1997 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant: **(Annexe 17)**
- le nom de la firme (était-ce le plus soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat du contrat;
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
18. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1996-1997 en indiquant: **(Annexe 18)**
- a. la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b. le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c. pour l'année 1997-1998, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.
19. a) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1996-1997 en indiquant: **(Annexe 19)**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique.
- b) Le montant total des salaires, des honoraires, et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice financier 1996-1997.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.
20. a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1996-1997 en indiquant pour chaque individu: **(Annexe 20)**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;

- la classification;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.

b) Le montant total des salaires, des honoraires, par la suite sous-ministérielle pour l'exercice financier 1996-1997.

c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

21. Liste des sommes versées en 1996-1997 à même le budget discrétionnaire du: a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant:
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
 (Annexe 21)
22. Liste des crédits périmés par programmes et par éléments pour l'exercice financier 1996-1997. (Annexe 22)
23. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1996-1997 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention. (Annexe 23)
24. Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction. (Annexe 24)
25. Prévisions pour 1997-1998 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole. (Annexe 25)
26. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux deux Sommets socio-économiques et aux activités de suivi, en indiquant:
 - le poste occupé;
 - le port d'attache;
 - le salaire ou honoraires;
 - la durée et la nature du mandat ou du contrat;
 - les frais de déplacement, d'hébergement et de repas.
 (Annexe 26)
27. Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique:
 - la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jours par employé prévus.
 (Annexe 27)
28. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) en indiquant:
 - le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - date de la mise en disponibilité.
 (Annexe 28)

29. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère: **(Annexe 29)**
- nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale;
 - date de l'assignation hors structure;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
30. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres: **(Annexe 30)**
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.
31. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère: **(Annexe 31)**
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.
32. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied: **(Annexe 32)**
- salaire;
 - date du changement;
 - primes de séparation;
 - assignation initiale;
 - assignation actuelle.
33. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant: **(Annexe 33)**
- salaire de la personne;
 - montant reçu du régime de retraite.
34. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle) dont ils se sont départis au cours de l'année 1995-1996 et 1996-1997 et, dans chacun des cas, préciser où ce matériel a été acheminé (recyclage, destruction, vente, don, etc). **(Annexe 34)**

35. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités des commissions Doyon, Nicolet, Corbo, Bellemarre, O'Bready, Poitras, Fiscalité et le financement des services publics, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :

(Annexe 35)

- le poste occupé;
- Le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

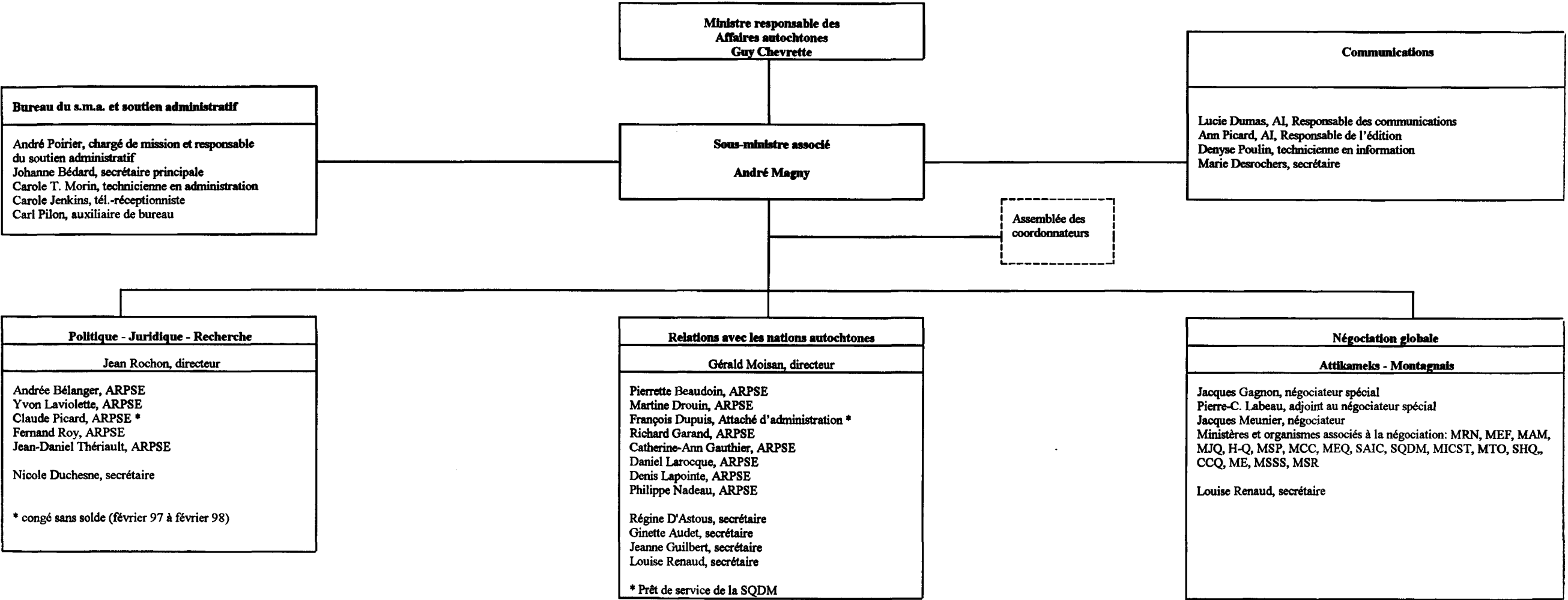
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

1. **Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire.**

RÉPONSE: Voir document joint

ORGANIGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES



ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :
- tirage;
 - coût;
 - distribution;
 - imprimeur;
 - copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1996.

RÉPONSE:

Publication de la revue Rencontre

Tirage: 26 500 copies en français
12 500 copies en anglais
39 000

Coût: 83 000 \$ pour l'année incluant les coûts de traduction et les pigistes

Distribution: Envois individualisés et en vrac préparés par Postecnik Québec Inc.

Imprimeur: Imprimerie Canada Inc.
Imprimerie Québecor L'Éclaireur

Contrat de traduction

Traduction du français à l'anglais: ces travaux sont confiés à "Traduction Roger Ryan enr.", firme inscrite au fichier central des fournisseurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1996 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres.

RÉPONSE:

Ottawa, 21 novembre 96	Comission royale sur les peuples autochtones	500, \$	Yvon Laviolette	Agent de recherche
Calgary, 28 octobre 96	Réunion des p.m. et leaders autochtones	2 115, \$	André Magny	Sous-ministre associé

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice 1996-1997
et les prévisions pour 1997-1998;
- ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

RÉPONSE:

Fournisseur: Association d'affaires des Premiers peuples

Sommes dépensées en 1996-1997: 1 000 \$

Mandat: Publication de la liste des programmes d'aide financière des divers ministères
telle que préparée par le SAA à l'intention des Autochtones (4 pages)

Le SAA n'est pas en mesure de fournir de prévisions pour 1997-1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1997-1998 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent:
- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie du questionnaire et du résultat.

RÉPONSE:

Aucun sondage n'a été effectué pour le Secrétariat durant l'exercice financier 1996-1997.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

-
6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1996-1997 à la demande du ministère ou de l'organisme :
- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études.

RÉPONSE:

Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

7. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1996 au 31 mars 1997 en indiquant:
- le nom du professionnel (le) ou de la firme
(était-ce le plus bas soumissionnaire?)
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique
sur invitation ou contrat négocié).

RÉPONSE: Voir document joint.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

NOMS	MANDAT	MONTANT
Anglocom	Traduction en anglais de lettres et communiqués	258,00 \$
Assemblée Mamu Pakatatau Mamit	Service de traduction table centrale de négociations Atikamekw/Montagnais pour les mois de janvier à août 1996	6 572,06 \$
Beaulieu, Solange	Réaliser un reportage sur le colloque traitant des problèmes sociaux chez les jeunes cris tenu à Mistissini du 9 au 15 août 1996 (Rencontre, volume 8 numéro 2)	100,00 \$
Beaulieu, Solange	Réaliser un reportage sur le cinéaste Arthur Lamothe	225,00 \$
Bouchard, Yves (photographe)	Prise et développement de photos, réf: Conférence de presse sur Hydro-Ilnu tenue à Mashteuiatsh (Rencontre)	150,00 \$
Groupe Cartier	Réalisation de quatre identifications visuelles du Secrétariat aux affaires autochtones	240,00 \$
Groupe Conseil GSP inc.	Présentation du plan d'aménagement de la réserve Essipit aux membres du comité Essipit-Escoumins	1 231,23 \$
Jourdain, Lucien-Gabriel	Agir en tant qu'artisan dans le stand du SAA lors du Salon Info-Services de Sept-Iles de mai 1996 à l'aréna Guy-Carbonneau	500,00 \$
Garneau, Louis	Publication de deux photographies (Rencontre, volume 18, numéro 2)	75,00 \$
Gill, Lise	Réaliser un texte sur la situation des Amérindiennes en milieu urbain au Québec (Rencontre)	225,00 \$
Graphidée	Réaliser la conception graphique de la publication sur la situation des Amérindiens et des Inuits du Québec, versions française et anglaise	2 235,00 \$
Groupe conseil T.D.A.	Médiation Essipit-Escoumins	375,08 \$

NOMS	MANDAT	MONTANT
Groupe Interlex du Canada inc.	Agit à titre d'expert conseil dans le processus de solution au différend opposant le sous-ministre du Revenu du Québec et monsieur Philip Deering (projet de développement économique "Aksotha" de Kahnawake).	800,00 \$
Lafontaine, Annie	Réaliser un reportage sur le camp d'été des jeunes inuits de Kuujjuaq (Rencontre, volume 8 numéro 2)	100,00 \$
Leblanc, Louise (photographe)	Prise de photos d'une oeuvre montagnaise pour couverture de Rencontre, volume 18, numéro 2)	75,00 \$
Mongeon, Michel	Réaliser un reportage décrivant les liens culturels et économiques avec l'espace occupé par les Autochtones et les autres Québécois	1 200,00 \$
Mono-Lino inc.	Services variés reliés à la réalisation de velox, de divers travaux d'édition, de films finaux.	140,00 \$
Ouellet, Yves	Réaliser un reportage sur le nouveau CLSC de Kuujjuarapik.	720,00 \$
Sarrazin, Marisol	Réalisation d'un jeu (Rencontre, volume 18, numéro 2)	310,00 \$
Sarrazin, Marisol	Réalisation d'un jeu (Rencontre, volume 18, numéro 1)	310,00 \$
Sarrazin, Marisol	Réalisation d'un jeu (Rencontre, volume 18, numéro 3)	310,00 \$
Thibault, François	Rédiger un article sur l'éducation sexuelle (Rencontre, volume 18, numéro 2)	325,00 \$
Traductions Roger Ryan enr.	Traduire en langue anglaise, des lettres, documents, textes de la revue Rencontre	12 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1996 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

RÉPONSE:

Les contrats du SAA n'ont fait l'objet d'aucun versement supplémentaire par rapport au montant initial.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01

9. Le montant, pour l'année 1996-1997 de chacune des dépenses suivantes:

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE:

• Photocopie:	6 108,00 \$
• Télécopie:	682,53 \$
• Téléphonie cellulaire et coût d'installation:	1612,17 \$
• Téléavertisseurs:	230,00 \$
• Mobilier de bureau :	1 387,00 \$
• Fournitures tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton:	8 012,00 \$
• Distributeurs d'eau de source:	300,00 \$
• Remboursement des frais de transport :	42 940,00 \$
• Remboursement des frais d'hébergement, de repas:	46 115,00 \$
• Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:	9 685,50 \$
a) Québec	
b) à l'extérieur du Québec :	Nil

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

10. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun:

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location de l'année de transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- le nom et le poste du bénéficiaire;
- appels d'offres faits en 1996-1997 et les prévisions 1997-1998.

RÉPONSE:

Le Secrétariat ne fournit pas de véhicule.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1996-97 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
- Quelles est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

RÉPONSE:

Aucune cotisation à des fins personnelles ne fut payée par le Secrétariat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère ou et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années 1996-1997 ainsi que les prévisions pour 1997-1998. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE:

Voir document joint.

Note explicative

Personnel masculin

1 anglophone: Georges Beauchemin, adm. d'État II

1 autochtone: 1 employé régulier: Claude Picard

Personnel féminin

1 autochtone: 1 employée régulière : Ann Picard

2 anglophones: Carole Jenkins: téléphoniste-réceptionniste
Carole Tremblay Morin: technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Question : 12

Programme : 02

Unité administrative : Secrétariat aux affaires autochtones

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN												PERSONNEL FÉMININ NOMBRE TOTAL												1996-1997			
	JEUNES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPES		AUTOCHTONES		TOTAL		JEUNES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPES		AUTOCHTONES		TOTAL		NOMBRE TOTAL			%
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O		
					1							2														2		
HORS-CADRES												4														4		
CADRES																												
PROFESSIONNELS										1		10										1		6		16		
FONCTIONNAIRES												1					2						10	1	11	1		
OUVRIERS																												
GRAND TOTAL					1					1		17					2					1		16	1	33	1	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

13. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1996-1997) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)
- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
 - b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel.

RÉPONSE:

Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997- 1998
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

Question 13
 Secrétariat aux affaires autochtones

Cadre supérieur

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COUT (\$)
Vacances annuelles	8.0		5.5	35.0	23.0	3.0		5.5	6.5	19.0	15.0		123.5	
Heures supplémentaires compensées														
Heures supplémentaires payées														
Maladies	0.5			1.0		3.0		1.0					5.6	

Professionnel

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COUT (\$)
Vacances annuelles	21.5	27.0	39.5	126.5	105.5	8.0	7.5	1.5	17.0	22.0	2.5	1.5	380.0	
Heures supplémentaires compensées	113 :0	120 :12	7 :5	17 :0	18 :0	26 :75	107 :50	80 :75	67 :0	30 :75	2 :50		590 :87	18 356,08
Heures supplémentaires payées		4 :0		6 :0	14 :0		10 :50	37 :50		12 :0			84 :0	2 192,50
Maladies	3.5	3.0	2.5	5.0	1.5	1.5	6.0	1.5	6.5	15.5	6.0		52.5	

Personnel de bureau et technicien

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COUT (\$)
Vacances annuelles	3.5	9.5	7.0	143.0	77.0	2.0	12.5	2.0	20.0	25.0	1.0	5.5	308.0	
Heures supplémentaires compensées	4 :25		2 :00				4 :00			1 :25	2 :50		14 :00	377,39
Heures supplémentaires payées														
Maladies	7.5	7.0	10.5	1.5	12.0	9.5	11.5	7.0	3.0	7.5	12.5		89.5	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

14. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994:
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

RÉPONSE:

Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

QUESTION : 14

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRE DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES	1			1		
CADRES SUPÉRIEURS	5			5		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	16	4	1	16		
TECHNICIENS	2		1	2		
PERSONNEL DE BUREAU	9		2	9	1	
OUVRIERS						
TOTAL	33	4	4	33	1	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 800

Programme 02 Élément 01

15. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux:

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997,
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

RÉPONSE:

Le Secrétariat du Conseil du trésor et la SIQ répondront à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

16. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1996-1997 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996,
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

RÉPONSE:

Aucun contrat de location d'espace avec des firmes privées en 1996-1997.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

-
17. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1996-1997 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant:
- le nom de la firme (était-ce le plus soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat du contrat;
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

RÉPONSE:

Voir annexes 4 et 6.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

-
18. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1996-1997 en indiquant:
- a. la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b. le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c. pour l'année 1997-1998, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

RÉPONSE:

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

19. a) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1996-1997 en indiquant:
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas,
les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie
de la fonction publique.

RÉPONSE:

Cette réponse sera fournie par le ministère des Ressources naturelles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

20. a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1996-1997 en indiquant pour chaque individu:
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.
- b) Le montant total des salaires, des honoraires, par la suite sous-ministérielle pour l'exercice financier 1996-1997.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

RÉPONSE:

a)

<u>NOM</u>	<u>TITRE</u>	<u>PORT D'ATTACHE</u>	<u>DATE ENTRÉE EN FONCTION</u>	<u>TRAITEMENT</u>
Magny, André	Sous-ministre associé (617)	Québec	7 novembre 1994	108 736 \$
Leblond, Armand (retraite 30-09-96)	Sous-ministre adjoint (618)	Québec	13 février 1995	101 395 \$
Poirier, André	Chargé de mission (105-0-18)	Québec	21 février 1995	*
Bédard, Johanne	Secrétaire principale (297-5-5)	Québec	Mai 1992	*

- b) Le montant total des salaires de la suite sous-ministérielle pour l'année 1996-1997 est de: **264 180 \$**
- c) Le nombre total d'employés: **4**
- * Information confidentielle au sens de la Loi d'accès à l'information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 800

Programme 02 Élément 01

-
21. Liste des sommes versées en 1996-1997 à même le budget discrétionnaire du: a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

RÉPONSE:

Voir document joint.

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
SUBVENTIONS 1996–1997**

ORGANISMES	RAISON	MONTANT
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	Traduction d'un manuel de formation pour juges inuits	2 000,00
ALGONQUINS DE LAC BARRIERE	Mise en oeuvre de l'Entente	100 000,00
ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. – RÉGION 01	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. – RÉGION 02	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. – RÉGION 03	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. – RÉGION 04	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. – RÉGION 05	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
ASSOCIATION MAMO ATOSKEWIN ATIKAMEK	Gestion des territoires familiaux atikamekw	10 000,00
ASSOCIATION MÉTIS ET INDIENS HORS RÉSERVES DU QC	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
BANDE NASKAPIE DU QUÉBEC	Jeux interbandes de Sept–Iles	1 000,00
CEFRIO (Centre francophone de recherche en informatisation)	Projet économique Vision Nunavik 1996	24 950,00
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL	Participation au festival culturel autochtone de Mtl	2 000,00
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL–D'OR	Souper–spectacle bénéfice annuel	1 000,00
CENTRE D'ÉDUCATION INTER. DE COMPRÉHENSION INTERN.	Plan d'action CÉICI relations Autochtones/Québécois	2 000,00
CHANTIERS JEUNESSE	Programme pour les jeunes cris	8 000,00
COLLEGE SAINT–ALEXANDRE	Projet d'immersion chez les Algonquins	1 000,00
COMITÉ LES AMITIÉS INTERCULTURELLES	Colloque sur les relations entre autochtones et allochtones	1 000,00
COMITÉ ORGANISATEUR DU TOURNOI AMÉRINDIEN	Tournoi de hockey et de ballon–balai amérindien	3 000,00
CONSEIL DE BANDE DE KITCISAKIK	Projet de patinoire	1 200,00
CONSEIL DE BANDE DE KITCISAKIK	Projet de rénovation de l'église du Grand Lac Victoria	1 500,00
CONSEIL DE BANDE DE LISTUGUI	Projet de CD–ROM dictionnaire multi–média	1 000,00
CONSEIL DE BANDE DE LISTUGUI	Rassemblement culturel à Listugui	1 000,00
CONSEIL DE BANDE DE MINGAN	Tournoi Orange, de volleyball féminin, 2 au 5 mai	500,00
CONSEIL DE BANDE D'ODANAK	Projet de construction d'un centre traditionnel	2 000,00
CONSEIL DE BANDE D'ODANAK	Projet de communiatio pour promouvoir le musée	2 000,00
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	Formation en gestion atikamekw	24 936,00
CONSEIL DES INNU TAKUAIKAN	Réalisation du projet de la maison de la culture	50 000,00

CONSEIL DES INNU TAKUAIKAN	Plan directeur du projet de la maison de la culture	10 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE MINGAN	Inauguration de l'École primaire et sec. Teuaikan	500,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE MINGAN	Participation de jeunes autochtones des tournois d'hockey	2 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS DE MINGAN	Rassemblement des Aînés – 17 au 24 août 1996	1 000,00
CONSEIL DES MONTAGNAIS D'ESSIPIT	Pow Wow annuel d'Essipit des 12–13 et 20–21 juillet	1 000,00
CONSEIL MICMAC DE GASPÉ	Projet de recherche généalogique sur les familles	1 500,00
CORBEAU MÉDIA INC.	Réalisation du projet de développement d'un cédérom	3 000,00
CORPORATION CULTURELLE MAMU	Concours de musique autochtone	15 000,00
CORPORATION DU VILLAGE NORDIQUE DE KUUIJUAPIK	Jeux du Québec hiver et été 1997	2 000,00
CORPORATION DU VILLAGE NORDIQUE DE TASIUAQ	Tournoi de hockey féminin de Tasiujaq	1 000,00
CORPORATION ENTREPRENEURS DOMAINE TRANSPORTS	Part. Corp d'entrepreneurs autochtones – transports Qc	1 000,00
CORPORATION MÉDIATIQUE TEUEHIKAN	Achat d'équipements informatiques	2 000,00
CORPORATION OF THE NORTHERN VILLAGE KUUIJUQAQ	Participation au festival de musique «Aqpik Jam»	2 000,00
DIANE SAVARD	Aide à une expositions d'oeuvre – art	1 500,00
DOMINIQUE RANKIN	Participation des Autochtones au Salon Grand Air – Mtl	2 000,00
EAGLE VILLAGE FIRST NATION BAND COUNCIL	Rencontre annuelle traditionnelle de Kipawa	1 000,00
ÉCOLE JIMMY SANDY MEMORIAL	Visite groupe d'étudiants de Kawawachikamach à Hopi	1 000,00
ÉCOLE MIGWAN	Projet de construction d'un gymnase	1 000,00
ÉCOLE SECONDAIRE ANDRÉ LAURENDEAU	Projet de sensibilisation à la culture autochtone	500,00
ERNEST DOMINIQUE	Exposition d'oeuvres au Festival autochtone de Montréal	1 000,00
FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DU NOUVEAU-QUÉBEC	Participation des Autochtones au Salon Grand Air – Mtl	3 000,00
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	Violence familiale	56 000,00
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	Dépenses de fonctionnement	110 000,00
FESTIVAL DE FILMS AUTOCHTONES "INNU KANU"	Festival de films en mai 1996 à Mani – Utenam	2 000,00
FETES AMÉRINDIENNES INTER – BANDES	Fête culturelle et sportive – Mashteuiatsh	1 500,00
GAÉTAN SIOUI	Festival de musique et de chansons à San Francisco	1 000,00
GID DESIGN	Production d'un album de prestige sur la Côte – Nord	2 000,00
GILBERT HERVIEUX/ÉVALUATION IMMO. RICHARD ET ASS.	Étude d'évalu, de la pourvoirie Domaine du Lac Dionne	2 500,00
GROUPE CLEARY	Projet "La piste amérindienne"	35 000,00
INSTITUT CULTUREL AVATAQ	Conférence des aînés inuits de 1996 à Tasiujaq	1 800,00
INSTITUT CULTUREL ET ÉDUCATIF MONTAGNAIS	Organisation d'un événement spécial – Daniel Vachon	500,00
INSTITUT DE FORMATION AUTOCHTONE DU QUÉBEC	Publication d'un guide touristique	1 000,00
INSTITUT D'ÉTUDES CANADIENNES DE MCGILL	Conférence sur le rapport de la Commission royale	2 500,00
JEUX AUTOCHTONES INTERBANDES 1996	Part. Jeux autochtones interbandes – Pikogan	2 500,00
JEUX AUTOCHTONES INTER – BANDES 1996	6e édition des Jeux Uashat Mak Mani – Utenam	2 000,00
KAHNAWAKE ECONOMIC DEVELOPMENT AUTHORITY	Centre d'information touristique	2 000,00
LEFEBVRE, CLAUDE, SCULPTEUR	Participation du sculpteur à une expo en France	500,00
LISTUGUJ GATHERING COMMITTEE	Grand rassemblement de Listuguj	1 000,00

LONG POINT FIRST NATIONS	Projet de formation de main-d'oeuvre – coupes forestières	5 000,00
MARIE – MARTHE GABRIEL	Participation des Autochtones au Salon Grand Air – Mtl	4 000,00
MARTIN INTERNATIONAL	Pavillon du tourisme autochtone au Salon des Affaires	2 000,00
MARTIN INTERNATIONAL	Participation au 21e Salon inter. du Monde des Affaires	500,00
MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES	Gala excellence en sport à Chibougamau	2 000,00
MUSÉE AMÉRINDIEN DE POINTE-BLEUE	Projet de production d'un volume de contes et légendes	1 000,00
MUSÉE DE LA CIVILISATION	Réalisation de l'expo sur les cultures autochtones – Rennes	10 000,00
MUSÉE DES ABÉNAKIS	Rencontre des jeunes Abénaquis et des Bretons de France	250,00
MUSÉE DES ABÉNAQUIS D'ODANAK	Projet de création d'un village amérindien	1 500,00
NATION ALGONQUINE ANISHINABEG	Jeux olympiques algonquins 1996	3 000,00
NESSIPI KANTUET A/S MME MARIE – MARTHE GABRIEL	Forum des pratiques de guérison – Université Laval	750,00
NORTH AMERICAN INDIAN TRAVELLING COLLEGE	Activité culturelle "All Iroquois Nations Festival"	2 000,00
OIJÉ – BOUGOUMOU CREE NATION	Jeux d'été cris	3 000,00
QULLUTUK SUMMER CAMP COMMITTEE	Camp d'été pour la communauté de Quaqaq	1 500,00
REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCH. DU QC	Dépenses de fonctionnement	80 000,00
RETRouvailles du PENSIONNAT DE MALIOTENAM (LES)	Événement socio – culturel du 28 au 30 juin	500,00
SECRÉTARIAT DE L'ASS. DES PREMIÈRES NATIONS	Préparation au sommet socio – économique	3 000,00
SERVICE DE TRANSPORT ET DE TAXI PIKOGAN ENR.	Étude de faisabilité d'un projet de dév. économique	1 500,00
SERVICE DES LOISIRS – VILLE D'AMOS	Projet pilote pour favoriser l'employabilité	2 000,00
SOCIÉTÉ DE BIEN-ÊTRE KITCISAKIK	Participation à un travail de recherche	1 500,00
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT CULTURE ET ARTS MOHIGAN	Festival de musique algonquine du 28 au 30 juin	2 000,00
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES NASKAPIS	Projet de traduction d'une brochure sur la famille	1 500,00
SOCIÉTÉ DE DEV. DE LA CULTURE ET DES ARTS MOHIGAN	Projet Anishnabe/Nigamo – réalisation d'un mini – album	1 000,00
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARTHÉOLOGIE	Projet d'un document vidéo au Musée de Mashteuiatsh	2 000,00
SOCIÉTÉ MATCITE8EIA	Projet "Peuple à découvrir"	1 500,00
SOCIÉTÉ MATCITE8EIA	Projet d'accueil aux touristes à Pikogan	1 500,00
SOCIÉTÉ MATCITE8EIA	Exposition Abitibiwinni: 6 000 ans d'histoire	500,00
SOCIÉTÉ TOURISTIQUE INNU	Projet de développement du produit touristique	7 750,00
TAQRAMIUT NIPINGAT INC.	Projet de production d'une série de trois émissions	2 500,00
TERRES EN VUES	Soutien dépenses de fonctionnement	20 000,00
TERRES EN VUES	Festival du film et de la vidéo – 18 au 22 juin	5 000,00
TROUPE FOLKLORIQUE SANDOKWA	Participation huronne au festival d'Udine – Italie	1 000,00
WEMOTACI KITOTAKAN INC.	Fête de la chanson atikamekw	1 000,00
YOLANDE OKIA PICARD	Participation au Congrès international des Amérindiens	750,00

26 MARS 1997

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 800

Programme 02 Élément 01

-
22. Liste des crédits périmés par programmes et par éléments pour l'exercice financier 1996-1997.

RÉPONSE:

Le Secrétariat aux affaires autochtones prévoit des crédits périmés de l'ordre de 420 200 \$ pour l'exercice financier 1996-1997.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

-
23. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1996-1997 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

RÉPONSE:

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

-
24. Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

RÉPONSE:

La réponse sera fournie par le ministre d'État à la Métropole.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

25. Prévisions pour 1997-1998 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole.

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

26. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux deux Sommets socio-économiques et aux activités de suivi en indiquant :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

27. Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique:

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jours par employé prévus.

RÉPONSE:

Le secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

28. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) en indiquant:

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

RÉPONSE:

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

29. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE:

Beauchemin, Georges
Administrateur d'État II (619)
86 639 \$
Directeur des négociations
03.95

Monsieur Beauchemin est prêté au ministère du Conseil exécutif

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

30. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

31. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

RÉPONSE:

M. François Dupuis est prêté au SAA par la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM) depuis le 19 juin 1995.

Durée maximale de 2 ans.

Salaire: Selon la classification d'attaché d'administration (corps 111, échelon 18)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

32. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied:

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

RÉPONSE:

En ce qui concerne les administrateurs occupant des emplois supérieurs, i.e. sous-ministres, sous-ministres adjoints, sous-ministres associés, dirigeants d'organisme, la réponse sera donnée par le ministère du Conseil exécutif.

Leblond, Armand	101 395 \$	30-09-96	Programme départ assisté - SAA
Richard, Roger	70 396 \$	30-09-96	Programme départ assisté - SAA
Despatie, Claude	70 396 \$	09-12-96	Muté du SAA au Secrétariat au développement des régions

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

33. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:
- salaire de la personne;
 - montant reçu du régime de retraite.

RÉPONSE:

Information confidentielle au sens de la Loi d'accès à l'information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

-
34. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle) dont ils se sont départis au cours de l'année 1995-1996 et 1996-1997 et, dans chacun des cas, préciser où ce matériel a été acheminé (recyclage, destruction, vente, don, etc).

RÉPONSE :

Voir formulaires de déclaration de surplus joints nos 152109-152110-152111-152112 transmis aux Services gouvernementaux en date du 21 février 1997.

LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE
DÉCLARÉ SURPLUS

No. déclaration de surplus	Quantité	Description
152109-1	1	Micro-ordinateur 286/640k avec 2 lecteurs 5 ¼ (360ko, moniteur monichrome focus elect. (S:1143972) - Clone A2016959
152109-2	1	Micro-ordinateur 386SX, 25MHZ, 4MO, disque rigide 31 mo caviar wdac-280 lecteur 3 ½, clavier PS/2 philips, moniteur monochrome 14" VGA ttx-3402 Philips P3348 D9027363
152109-3	1	Micro-ordinateur 286 avec 2 lecteurs 5¼ (1.2MO et 360KO) moniteur monochrome 14" Ega Comterm Samsung SM-200 Clavier BTC53 Comterm MA8309545 MA 830545
152110-1	1	Micro-ordinateur 286, 8 MHZ, 2 MO avec disque rigide 20 MO miniscribe 8425, lecteur 3½ et 5¼, moniteur monochrome vert ega Philips computer monitor 80, clavier comterm P2S14-00 - Philips P3230 A80000253
152110-2	1	Micro-ordinateur 286 avec lecteurs 3½ et 5 ¼, clavier 5339 et moniteur monochrome 14" VGA Comter MON 8130-203 - Comterm C3 - NA870081
152111-1	1	Micro-ordinateur 286 8 MHZ 1 MO avec disque ridige 40 MO Seagate 157 A, lecteurs 3 ½ et 5 ¼, clavier BTC 85, moniteur monnochrome 14' VGA Magnavo - Philips P33238 C104765
152111-2	1	Micro-ordinateur 286 10 MHZ avec 2 lecteurs 5¼, clavier Focus élect. FK 2001, Moniteur monochrome et Ega Comterm Samsung SM200 - Comterm C3 MA830505
152112-1	1	Micro-ordinateur 286 avec lecteurs 3½ et 5¼, disque rigide 101 MO Rodine, Clavier BTC 5339, moniteur Enhanced display Ega magnavox 9CM10530 - Philips P 3230 B 3008285
152112-3	1	Micro-ordinateur 286 12.5 MHZ, 1 MO avec disque rigide 41 MO, lecteur 3½ et 5 ¼, clavier Philips P2814-018, moniteur monochrome 14" VGA Magnavox - Philips P3228 C1027173

DÉCLARATION DE SURPLUS
(Voir explications et modèle avant de remplir)

Numéro de référence : 152109

Direction des acquisitions
Secteur de la gestion des surplus

LE DÉLAI DE DISPOSITION DE CES BIENS
ET NOTRE CHOIX DE MARCHÉS
ONT DIRECTEMENT RIEN À LA QUALITÉ
DES INFORMATIONS INSCRITES
SUR CETTE DÉCLARATION.

1. IDENTIFICATION DU MINISTÈRE OU ORGANISME

Nom (au complet):
Secrétariat des Affaires indiennes

Numéro:
01010

Unité administrative responsable des biens déclarés en surplus:

Nom du représentant:
André Paré

Téléphone:
514 943 1212

Adresse:
875 Grande Allée Est

Code postal:
H2N 2Y0

Ville:
Québec

Code postal:
H2N 2Y0

2. IDENTIFICATION DU LIEU D'ENTREPOSAGE ET DU REPRÉSENTANT (si différent de 1)

Nom:
(A/proc)

Téléphone:
2316

Adresse:
L'Esplanade

Code postal:
H2N 2Y0

Ville:
Québec

Code postal:
H2N 2Y0

20. À l'usage des Services gouvernementaux

LES INFORMATIONS DOIVENT ÊTRE EXACTES, COMPLÈTES, PRÉCISES ET LISIBLES.

Art.	4. Groupe et classe	5. Quantité	6. NOM ET DESCRIPTION DU BIEN *	7. Marque	8. Modèle	9. No série	10. Identification ou matricule	11. Valeur à l'achat	12. Valeur marchande estimée *	13. État *	Description de l'état du bien
		1	Micro Ordinateur 286 / 640K	Clone		A2011957				3	
		2	Lecteur 5 1/4 (360K)							3	1 Neuf
		1	Moniteur Monochrome 14 (1280)	FTX	141	A102324				3	
		1	Clavier			1142912				3	2 Neuf altéré par le vieillissement
		1	Micro Ordinateur 386 5x/250mm / 7 Mb	Philips	P244	D1021362				3	
		1	Disque Rigidité 81 Mo	Clone	WDAC 300					3	3 Usagé utilisable tel quel ou désuet dont le fonctionnement est adéquat
		1	Lecteur 3 1/2							3	
		1	Clavier PS/2		P2814 013	A 2110011				3	
		1	Moniteur Monochrome 14 (VGA)	FTX	3402	164007127				3	4 Usagé utilisable avec réparation
		1	Micro Ordinateur 286	FTX	MAB30545	MAB30545				3	
		1	Lecteur 5 1/4 (1280)							3	5 Usagé non utilisable ou récupérable pour les pièces ou le recyclage
		1	Lecteur 5 1/4 (360K)							3	
		1	Moniteur Monochrome 14 (1280)	FTX	3402	164007127				3	

1. Le ministère ou l'organisme désire vendre lui-même ces biens :
☐ oui ☒ non

2. Nous référer des noms d'acquéreurs :
☐ oui ☒ non

16. Recommandation *

Signature: _____ Date: _____

17. Approbation *

Signature: _____ Date: 17 02 91

3. RECOMMANDATION DU MINISTÈRE ET LISTE DES ACQUÉREURS ÉVENTUELS (s'il y a lieu)*

19. À L'USAGE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DECLARATION DE SURPLUS
(Voir explications et modèle avant de remplir)

Numéro de référence : 152110

Direction des acquisitions
Secteur de la gestion des surplus

LE DÉLAI DE DISPOSITION DE CES BIENS
ET NOTRE CHOIX DE MARCHÉS
ONT DIRECTEMENT RELIÉS À LA QUALITÉ
DES INFORMATIONS INSCRITES
SUR CETTE DÉCLARATION.

1. IDENTIFICATION DU MINISTÈRE OU ORGANISME

Nom (au complet) :
Secrétariat aux Affaires Indiennes

Numéro :
01010

Unité administrative responsable des biens déclarés en surplus :

Nom du représentant :
André Poirier

Téléphone :
418-1614121-1216

Adresse :
875, Grande Allée Est, 12^e H

Ville :
Québec

Code postal :
G1S 2W5

2. IDENTIFICATION DU LIEU D'ENTREPOSAGE ET DU REPRÉSENTANT (si différent de 1)

Nom :
(M. me)

Téléphone :
111-1111

Adresse :
12^e H

Ville :
Lévis

Code postal :
2 316

29. À l'usage des Services gouvernementaux

LES INFORMATIONS DOIVENT ÊTRE EXACTES, COMPLÈTES, PRÉCISES ET LISIBLES.

Art.	4. Groupes et classes	5. Quantité	6. NOM ET DESCRIPTION DU BIEN *	7. Marque	8. Modèle	9. No série	10. Identification ou matricule	11. Valeur à l'achat	12. Valeur marchande estimée *	13. État *	Description de l'état du bien
		1	Chaise	PIC	BTC33	1111514				3	
		1	Micro Ordinateur 286 / 8 Mo / 2 Mo	Philus	P3230	A500253				3	1 Neuf
		1	Disque Rigid 20 Mo	Philus	8425					3	2 Neuf altéré par le vieillissement
		1	Lecteur 3 1/2							3	
		1	Lecteur 5 1/4							3	
		1	Moniteur Monochrome (Vert) 12" A	Philus	MT10	0634				3	3 Usagé utilisable tel quel ou défectueux dont le fonctionnement est adéquat
		1	Clavier	Philus	MT10	0634				3	
		1	Micro Ordinateur 286	Comterm	C3	MA81001				5	4 Usagé utilisable avec réparation
		1	Lecteur 3 1/2							5	
		1	Lecteur 5 1/4							5	
		1	Moniteur Monochrome (Vert) 12" A								
		1	Clavier	PIC	5429	89041472				3	5 Usagé non utilisable ou récupérable pour les pièces ou le recyclage
		1	Moniteur Monochrome 12" VCA	Comterm	MT10	0634				3	

1. Le ministère ou l'organisme désire vendre lui-même ces biens :
☐ Oui ☒ Non

16. Recommandation *
Signature : _____ Date : _____

17. Approbation *
Signature : _____ Date : 7-02-91

3. RECOMMANDATION DU MINISTÈRE ET LISTE DES ACQUÉREURS ÉVENTUELS (s'il y a lieu)*

19. À L'USAGE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Direction des acquisitions
Secteur de la gestion des surplus

DECLARATION DE SURPLUS
(Voir explications et modèle avant de remplir)

Numéro de référence : 152111

1. IDENTIFICATION DU MINISTÈRE OU ORGANISME		2. IDENTIFICATION DU LIEU D'ENTREPOSAGE ET DU REPRÉSENTANT (si différent de 1)		29. À l'usage des Services gouvernementaux
Nom (au complet) : <u>Secrétariat du M. de l'Énergie</u> Numéro : <u>8100</u>		Nom : <u>Ministère</u> Téléphone : <u>11111111</u>		
Unité administrative responsable des biens déclarés en surplus		Adresse : <u>Local 2316</u>		
Nom du représentant : <u>André Perron</u> Téléphone : <u>1111111111</u>		Ville : <u>Montréal</u> Code postal : <u>H2H</u>		
Adresse : <u>815, Grande Allée Est</u>		LES INFORMATIONS DOIVENT ÊTRE EXACTES, COMPLÈTES, PRÉCISES ET LISIBLES.		
Ville : <u>Québec</u> Code postal : <u>G1R 5W5</u>				

LE DÉLAI DE DISPOSITION DE CES BIENS
ET NOTRE CHOIX DE MARCHÉS
ONT DIRECTEMENT RELIÉS À LA QUALITÉ
DES INFORMATIONS INSCRITES
SUR CETTE DÉCLARATION.

Art.	4. Groupe et classe	5. Quantité	6. NOM ET DESCRIPTION DU BIEN *	7. Marque	8. Modèle	9. No série	10. Identification ou matricule	11. Valeur à l'achat	12. Valeur marchande estimée *	13. État *	Description de l'état du bien
		1	Micro Ordinateur 286 / 8 MHz / 1 M	Intel	P3228	C104075				3	
		1	Disque Rigide 40 Mo	Seagate	157A					3	1 Neuf
		1	Lecteur 3 1/2							3	
		1	Lecteur 5 1/4							3	2 Neuf altéré par le vieillissement
		1	Clavier	BIC		2491791				3	
		1	Moniteur Monochrome 14" VGA	Viewsonic	14" VGA	9500071				3	3 Usagé utilisable tel quel ou défectueux dont le fonctionnement est adéquat
		1	Micro Ordinateur 286 / 8 MHz	Seagate	C2	MA8005				3	
		2	Lecteurs 5 1/4 (1.2 Mb, 500 Kb)							3	4 Usagé utilisable avec réparation
		1	Clavier			1013114				3	
		1	Moniteur Monochrome LCA	Viewsonic	14" 240	60000714				3	5 Usagé non utilisable ou récupérable pour les pièces ou le recyclage

Le ministère ou l'organisme désire vendre lui-même ces biens : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	16. Recommandation *	17. Approbation *
Nous référer des noms d'acquéreurs : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Signature _____ Date _____	Signature <u>[Signature]</u> Date <u>07/02/11</u>

18. RECOMMANDATION DU MINISTÈRE ET LISTE DES ACQUÉREURS ÉVENTUELS (s'il y a lieu) *	19. À L'USAGE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

DÉCLARATION DE SURPLUS
(Voir explications et modèle avant de remplir)

Numéro de référence : 152112

Direction des acquisitions
Secteur de la gestion des surplus

E DÉLAI DE DISPOSITION DE CES BIENS
ET NOTRE CHOIX DE MARCHÉS
ONT DIRECTEMENT RELIÉS À LA QUALITÉ
DES INFORMATIONS INSCRITES
SUR CETTE DÉCLARATION.

1. IDENTIFICATION DU MINISTÈRE OU ORGANISME		2. IDENTIFICATION DU LIEU D'ENTREPOSAGE ET DU REPRÉSENTANT (si différent de 1)		20. À l'usage des Services gouvernementaux
Nom (au complet) : SECRETARIAT AUX MINISTRES TECHNIQUES		Nom : C. H. H.		
Unité administrative responsable des biens déclarés en surplus : H. H. H.		Téléphone : H. H. H.		
Nom du représentant : ANDRÉ POINIER		Adresse : H. H. H. 2.316		
Téléphone : H. H. H.		Ville : H. H. H.		LES INFORMATIONS DOIVENT ÊTRE EXACTES, COMPLÈTES, PRÉCISES ET LISIBLES.
Adresse : H. H. H. H. H. H.		Code postal : H. H. H.		
Ville : QUEBEC		Code postal : H. H. H.		

Art.	4. Groupe et classe	5. Quantité	6. NOM ET DESCRIPTION DU BIEN *	7. Marque	8. Modèle	9. No série	10. Identification ou matricule	11. Valeur à l'achat	12. Valeur marchande estimée *	13. État *	Description de l'état du bien
		1	Micro Ordinateur 286	Philips	286	8285					1 Neuf
		1	lecteur 3 1/2								2 Neuf altéré par le vieillissement
		1	lecteur 5 1/4								3 Usagé utilisable tel quel ou défectueux dont le fonctionnement est adéquat
		1	Disque Rigide 101 Mo	Ric							4 Usagé utilisable avec réparation
		1	Clavier	Ric	39	8902089					5 Usagé non utilisable ou récupérable pour les pièces ou le recyclage
		1	Moniteur couleur 21" (E)	Philips	21"	111111					
		1	Micro Ordinateur 286 / 1 Mo	Philips	286	111111					
		1	Disque Rigide 41 Mo	Philips	41"						
		1	lecteur 3 1/2								
		1	lecteur 5 1/4								
		1	Clavier	Philips	39	8902089					
		1	Moniteur Monochrome 15" (VGA)	Philips	15"	111111					

Le ministère ou l'organisme désire vendre lui-même ces biens : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	16. Recommandation * Signature _____ Date _____	17. Approbation * Signature _____ Date _____
--	--	---

RECOMMANDATION DU MINISTÈRE ET LISTE DES ACQUÉREURS ÉVENTUELS (s'il y a lieu)*	19. À L'USAGE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX



AVIS DE LIBÉRATION

Numéro: 740 - 814

Page 1 de 1

DATE 21-mar-97

Expéditeur (Adresse d'entreposage)	Destinataire
SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES 875 GRAND'ALLÉE EST EDIFICE LOCAL 2316 QUÉBEC, QUÉ. G1R 5W5	MAGASIN SURPLUS QUÉBEC 400 RUE DES ROCHES QUÉBEC QUÉBEC G1C 4N2
Responsable: R ANDRE Téléphone: (418) 643-3166	Responsable: R MOISAN Téléphone: (418) 640-0400

N° de la déclaration de surplus	Quantité	Description	État
152109 - 1	1	MICRO-ORDINATEUR 286 640 K AVEC 2 LECTEURS 5 1/4 (360K), MONITEUR MONOCHROME 14" EGA TTX 1400F (S: A0303384), CLAVIER FOCUS ELECT. (S: 1143972) CLONE A2016959	3
152109 - 2	1	MICRO-ORDINATEUR 386 SX, 25 MHz, 4 MO, LECTEUR 3 1/2, CLAVIER PS/2 PHILIPS. (S: A3274EC9012, 1640009127) PHILIPS P3348 D9027363	3
152109 - 3	1	MICRO-ORDINATEUR 286 AVEC 2 LECTEURS 5 1/4 (1.2 MO ET 360K), MONITEUR MONOCHROME 14" EGA COMTERM SAMSUNG SM-200 (S: 11A190568) COMTERM MA830545 MA830545	3
152110 - 1	1	MICRO-ORDINATEUR 286 8 MHz, 2 MO, DIS- QUE RIGIDE 20 MO MINISCRIBE 8425, LECTEUR 3 1/2 ET 5 1/4, MONITEUR MONOCHROME VERT EGA PHILIPS COMPUTER MONITOR 30, CLAVIER COMTERM P2814-000 (S: 00634001410, F6570DC89031) PHILIPS P3230 A8000253	3
152110 - 2	1	MICRO-ORDINATEUR 286 AVEC LECTEURS 3 1/2 ET 5 1/4, CLAVIER BTC 5359 (S: 0041612) ET MONITEUR MONOCHROME 14" VGA COMTE MON810-20 (S: 9034109904) (ÉTAT 1) COMTERM C3 NA870081	3
152111 - 1	1	MICRO-ORDINATEUR 286 8 MHz 1 MO AVEC LECTEURS 3 1/2 ET 5 1/4, CLAVIER BTC 85. (DM7481741 (S: 22493797, 78665591) PHILIPS P3238 C1040765	3
152111 - 2	1	MICRO-ORDINATEUR 286 10 MHz AVEC 2 LECTEURS 5 1/4 (1.2 MO ET 360K), CLA- VIER FOCUS ELECT. FK2001, MONITEUR MONO- CHROME EGA COMTERM SAMSUNG SM200 (S: 90013716, 3504911716) COMTERM C3 MA830505	3
152112 - 1	1	MICRO-ORDINATEUR 286 AVEC LECTEURS 3 1/2 ET 5 1/4, DISQUE RIGIDE 101 MO RODELL, CLAVIER BTC 5359 (S: 0020769) MONITEUR ENHANCED DISPLAY EGA MAGNASTAR 9CM (S: 5020739, 72616107) PHILIPS P3230 B3008265	3
152112 - 2	1	MICRO-ORDINATEUR 286 12.5 MHz 1 MO AVEC 5 1/4, CLAVIER PHILIPS P314-618 7DM7491741 (S: A4547DX, 78664504) PHILIPS P3238 C1027173	3

Remarques:

Apposer l'autocollant correspondant à chaque bien

Approbation par le Service de la Gestion des surplus	
<i>Therese Desjardins</i>	
Signature	Date: 21/03/97
643-9696	
Téléphone	
Signature de l'expéditeur: _____ Date: _____	
Signature du transporteur: _____ Date: _____	
Signature du destinataire: _____ Date: _____	

Pour plus de détails voir au verso

Suivi du transporteur	Indiquer l'information	Initiales Transporteur	Initiales autorisées
Heure départ			
Durée transport			
Heure début			
Heure fin			
Heure départ			
Durée transport			
Heure début			
Heure fin			
Total			
Temps d'arrêt			

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

35. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités des commissions Doyon, Nicolet, Corbo, Bellemarre, O'Bready, Poitras, Fiscalité et le financement des services publics, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

RÉPONSE :

Aucun

SECTION 3

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- | | |
|---|--------------|
| 93. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1996-1997. | (Annexe 93) |
| 94. Ventilation des budgets 1996-1997 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones. | (Annexe 94) |
| 95. Liste des négociations actuelles entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, notamment en ce qui concerne les Atikamekw, les Montagnais, les Mohawks et les Inuit, et détails sur:

a) l'objet des négociations;
b) dates des rencontres;
c) l'échéancier des négociations;
d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
e) nom du négociateur pour le gouvernement, et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement aux négociations. | (Annexe 95) |
| 96. Liste et dates des rencontres qui ont eu lieu en 1996-1997 entre le gouvernement et les différentes communautés autochtones, dossiers discutés et liste des personnes présentes. | (Annexe 96) |
| 97. Ventilation des sommes investies en 1996-1997, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones et inuit, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socio-culturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire. | (Annexe 97) |
| 98. Dépôt des ententes conclues par les différents ministères et les nations autochtones ou les Conseils de bande en 1996-1997. | (Annexe 98) |
| 99. Dépôt des contrats de services des négociateurs avec, pour chacun, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport. | (Annexe 99) |
| 100. Liste et copie des études et sondages commandés par le gouvernement concernant les nations autochtones, sommes dépensées pour chaque étude ou sondage et indiquer quel ministère ou organisme a payé pour l'étude ou sondage. | (Annexe 100) |
| 101. Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones. | (Annexe 101) |
| 102. Implication du Secrétariat dans le dossier du mega-complexe de serres de 30 acres à Kahnawake :
a) état des négociations;
b) programme financier;
c) évaluation du projet. | (Annexe 102) |

103. Implication du Secrétariat dans le dossier du complexe touristique à Kahnawake : **(Annexe 103)**
- a) état des négociations;
 - b) programme financier;
 - c) évaluation du projet.
104. Implication du Secrétariat dans les dossiers de casino présentés par différentes communautés, principalement celle de Kahnawake : **(Annexe 104)**
- a) état des négociations;
 - b) programme financier;
 - c) évaluation du projet.
105. Politique du Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux transports. Existe-t-il une approche multisectorielle? **(Annexe 105)**
106. État de situation du dossier concernant le prolongement de la voie réservée au transport en commun entre le rond-point Bédard, sur la réserve de Kahnawake et le boulevard Saint-Francis, à Châteauguay. **(Annexe 106)**
107. Actions posées et crédits dépensés suite au rapport Coutu sur la justice en milieu autochtone. Échéancier et prévisions budgétaires. **(Annexe 107)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

93. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1996-1997.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 800

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

94. Ventilation des budgets 1996-1997 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones.

RÉPONSE:

Voir document annexé pour la ventilation des budgets 1996-1997, les dépenses de transfert sont à l'annexe 21.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
VENTILATION DES BUDGETS 1996-1997 (PR 02 ÉLÉM 01)

<u>Fonctionnement - Personnel</u>		<u>Budget 1996-1997</u>
01	Traitements:	<u>2 373 800 \$</u>
<u>Total:</u>		2 373 800 \$
<u>Fonctionnement - Autres dépenses</u>		
03	Communications: frais de voyage, publications gouvernementales, expositions, réunions, frais de représentation, etc.	500 000 \$
04	Services: traducteurs, réceptions, pigistes, contractuels, impression, etc.	571 000 \$
05	Entretien et réparations du matériel de bureau	5 000 \$
06	Location: photocopieur, appareils de bureau et locaux	300 000 \$
07	Fournitures et approvisionnement: articles et matériel de bureau	20 000 \$
11	Autres dépenses	<u>1 000 \$</u>
<u>Total:</u>		1 397 000 \$
<u>Capital</u>		
08	Matériel et équipement: équipement de bureautique	16 200 \$
<u>Transfert</u>		
10	Dépenses de transfert	<u>814 400 \$</u>
<u>Total:</u>		4 601 400 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

95. Liste des négociations actuelles entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, notamment en ce qui concerne les Atikamekw, les Montagnais, les Mohawks et les Inuit, et détails sur:

- a) l'objet des négociations;
- b) dates des rencontres;
- c) l'échéancier des négociations;
- d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
- e) nom du négociateur pour le gouvernement, et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement aux négociations.

RÉPONSE: au 14 mars 1997:

1) **Les Atikamekw et les Montagnais**

Objet: Revendication territoriale globale

Dates: Montagnais - Bloc Est (Mamit Innuat) =
26,27,29 mai 1996 - 19,20 juin 1996
27,28,19 août 1996 - 12,13,14 novembre 1996
27,28,29 novembre 1996 - 16,17 décembre 1996
21,22,23,24 janvier 1997 - 25,26,27 février 1997

Montagnais - Bloc Centre (Mamuitun) =
14,15,16 mai 1996 - 11,12,13 juin 1996
14 février 1997 - 12 mars 1997

Conseil de la nation Atikamekw =
3, 4 octobre 1996
21 novembre 1996 - 18 décembre 1996
11,12 février 1997

Échéancier: Entente de principe en 1998

Négociateur: Jacques Gagnon

Autres personnes du gouvernement:

Pierre-Christian Labeau, Jacques Meunier, Yvon Laviolette, Michel Blais (H.-Q.)

2) **Les Hurons- Wendat**

Objet: Autonomie gouvernementale et Traité Murray

Dates: 3,4, 9,10 et 11 avril 1996, 4,5,9,10,11,15,16,18 et 19 juillet 1996.

Échéancier:

L'entente-cadre signée en août 1995 prévoyait la signature d'une entente de principe au plus tard le 31 mars 1996 et d'une entente finale au plus tard le 31 mars 1997. L'entente-cadre prend fin le 31 mars 1997.

Négociateur: Armand Leblond (SAA)

Autres personnes du gouvernement:

Me Jean-Daniel Thériault (SAA), Me Liane Dostie (MJQ) et autres personnes du gouvernement selon les besoins de la négociation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

96. Liste et dates des rencontres qui ont eu lieu en 1996-1997 entre le gouvernement et les différentes communautés autochtones, dossiers discutés et liste des personnes présentes.

RÉPONSE:

- Cette information n'est pas disponible au niveau du gouvernement. Le SAA n'est pas en mesure d'effectuer cette recherche au niveau de tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec, et ne peut donc pas répondre à cette question.
- En ce qui concerne le Secrétariat aux affaires autochtones, ces rencontres sont des activités courantes et journalières qui ne sont pas colligées pour statistiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

97. Ventilation des sommes investies en 1996-1997, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones et inuit, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socio-culturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire.

RÉPONSE:

Voir documents annexés pour l'année financière 1995-1996.

- Déboursés, aides et dépenses "autochtones" pour l'année 1995-1996 selon les programmes gouvernementaux.
- Déboursés, aides et dépenses "autochtones" pour l'année 1995-1996 selon les communautés autochtones.

La compilation des données pour l'année financière 1996-1997 ne sera disponible qu'à l'automne 1997.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

98. Dépôt des ententes conclues par les différents ministères et les nations autochtones ou les Conseils de bande en 1996-1997.

RÉPONSE:

Entente sur les services policiers entre Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (Uashat-Maliotenam) et les gouvernements du Québec et du Canada.

Entente sur les services policiers entre le conseil de bande de Lac-Simon et les gouvernements du Québec et du Canada.

Amendement par la prolongation de l'entente concernant les services de police sur le territoire de Kahnawake signée le 11 septembre 1995.

(Note: cette entente d'amendement porte la date du 29 mars 1996 mais n'a été signée par la partie autochtone qu'en juin 1996)

Entente sur l'encadrement, le soutien et la formation entre le Conseil de la police amérindienne et les gouvernements du Québec et du Canada.

13 ententes sur les services policiers entre les gouvernements du Québec et du Canada et les communautés autochtones suivantes:

- Gesgapegiag (Maria);
- Longue-Pointe (Winneway);
- Timiskaming (Témiscamingue);
- Odanak;
- Manawan (Manouane);
- Weymontachie;
- Mashteuiatsh (Pointe-Bleue);
- Essipit (Les Escoumins);
- Mingan;
- La Romaine;
- Natashquan;
- Schefferville (Matimekosh);
- Pakuashipi (Saint-Augustin).

Entente provisoire concernant le maintien de l'ordre à Kanesatake entre les Mohawks de Kanesatake et les gouvernements du Québec et du Canada.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

INNU TAKUAIKAN
UASHAT MAK MANI-UTENAM
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
et le ministre responsable des Affaires autochtones
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Canada, le Québec et le Conseil s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Uashat mak Mani-Utenam, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif qui est compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, et qui conserve au Québec sa compétence et sa responsabilité en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire québécois, et au Conseil, sa compétence sur son territoire.

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers.

ATTENDU qu'il y a lieu, à cet effet, de conclure une entente entre le Canada, le Québec et le Conseil.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que l'annexe font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la

communauté de Uashat mak Mani-Utenam, sur le territoire ci-après désigné:

Sur la Baie des Sept-Iles, Canton de Letellier, tel qu'illustré sur un plan d'arpentage produit par M. J. Émile Le François a.g. à Québec le 28 mars 1904 et déposé aux archives du Service de l'arpentage du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec et les lots 4A, 4B et 5-2 du rang 1, Village des Sept-Iles et les lots 5 (1/2 sud), 6 (parties), 7 (partie), 8 (partie) du rang 1.

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet l'organisation et la prestation des services de police dans la communauté de Uashat mak Mani-Utenam.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 La responsabilité première du service de police est de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam, conformément aux lois et aux règlements applicables.
- 5.02 La Sûreté du Québec et la Gendarmerie Royale du Canada conservent tous les pouvoirs et responsabilités qui leur sont dévolus par leurs lois constitutives respectives sur l'ensemble du territoire québécois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires

au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Uashat mak Mani-Utenam, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

- 6.04 La Sûreté du Québec, par l'intermédiaire de son agent de liaison, participera, sur demande, aux réunions du comité de sécurité publique afin de lui fournir l'information nécessaire à l'exécution de son mandat.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, le niveau de gestion du service de police du Conseil a été fixé à la phase d'autonomie.
- 7.02 Au cours de l'année 1996-1997 et afin de finaliser leur formation respective, le constable-chef et les policiers autochtones bénéficieront du support opérationnel d'un agent de liaison de la Sûreté du Québec dont le rôle est décrit à l'article 11 de la présente entente.
- 7.03 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.04 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.05 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.06 Entre le 1^{er} avril 1996 et le 31 mars 1999, le Conseil a la pleine autonomie de gestion de ses services policiers et les objectifs suivants devront avoir été atteints, à la satisfaction des parties:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques que le Conseil se sera donnés, dans la première année de l'entente, comme guide d'activités policières et de gestion;
 - d) les policiers autochtones auront terminé leur formation de base.
- 7.07 Six (6) mois avant la fin de cette entente, une évaluation conjointe sera faite par les parties sur la qualité et la gestion des services policiers. Les mécanismes de cette évaluation seront établis par un accord entre les parties. Cette évaluation servira aux fins de la négociation d'une nouvelle entente.

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé de huit policiers autochtones incluant le constable-chef. L'embauche de surnuméraires est également possible à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire allouée.

- 8.02 Le recrutement et la sélection des constables sont sous l'entière responsabilité du Comité de sélection établi par le Conseil.
- 8.03 L'enquête de caractère est effectuée par la Sûreté du Québec et les résultats sont transmis au Conseil.
- 8.04 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Uashat mak Mani-Utenam se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le Conseil demande, par voie de résolution, au ministère de la Sécurité publique, de recommander la nomination et l'assermentation des personnes mentionnées dans la résolution, à titre de policier autochtone, pour une durée à être déterminée.
 - 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam;
 - d) lors d'une enquête dans la municipalité de Sept-Iles, pour un crime commis sur le territoire de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité de Sept-Iles soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité de Sept-Iles;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
 - 3) Les policiers autochtones de Uashat mak Mani-Utenam peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste de Sept-Iles en fasse la demande expresse au constable-chef de Uashat mak Mani-Utenam, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

- 8.05 Les policiers autochtones de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les fonds versés en vertu de la présente entente aux seules fins des services de police.
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget des services de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:

- a) le coût unitaire alloué pour chacun des huit (8) policiers des services de police s'élève à 76 000 \$;
- b) le budget pour chaque année financière de la présente entente est de:

1996-1997:	570 000,00 \$ *
1997-1998:	608 000,00 \$
1998-1999:	608 000,00 \$

Ces budgets incluent tous les coûts de la prestation des services policiers.

* Il est convenu entre les parties que la contribution financière pour un huitième policier pour l'année 1996-1997 ne sera que pour la moitié de cette année.

- 10.02 De plus, le Canada et le Québec reconnaissent un coût indirect total de 44 300 \$ afin de couvrir les coûts de l'agent de liaison prévu à l'article 7.02.
- 10.03 Le budget maximal prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.04 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

a) Pour l'exercice de 1996-1997

i) le premier versement de 43 400 \$ est effectué le 7 avril 1996;

ii) les onze autres versements de 23 000 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.

b) Pour l'exercice de 1997-1998

i) le premier versement de 41 160 \$ est effectué le 7 avril 1997;

ii) les onze autres versements de 25 000 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.

c) Pour l'exercice de 1998-1999

i) le premier versement de 41 160 \$ est effectué le 7 avril 1998;

ii) les onze autres versements de 25 000 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.

Pour les fins de cette entente, les versements de la contribution du Canada pour les services de police sont subordonnés à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.06 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 b) pour une année financière sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 b) pour une année financière sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 b) pour une année financière sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 b) pour une année financière sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour les services de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.07 Les budgets prévus à l'article 10.01 b) doivent servir uniquement aux fins des services policiers.

10.08 Le Canada versera au Québec, en deux versements, un montant total de 23 036 \$, représentant 52% des ressources prévues à l'article 10.02.

10.09 Le Conseil doit:

a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien

des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;

- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le directeur de police soumettra au ministère de la Sécurité publique dans les quinze (15) jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;
- d) s'assurer que le directeur de police soumettra au ministère de la Sécurité publique, dans les quatre (4) mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Québec et au Canada, dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de l'année financière, un rapport financier vérifié par un expert-comptable, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget;
- f) le Québec et le Canada peuvent, pour des motifs raisonnables et sur préavis écrit adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts des services de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès audit registre financier.

- 10.10 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police sont inférieurs au total des contributions versées par le Québec et le Canada, l'excédent de ces sommes sera conservé et devra être utilisé uniquement aux fins des services policiers de la communauté de Uashat mak Mani-Utenam. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.11 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.12 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.13 Le Conseil s'engage à assumer toute la responsabilité et indemniser le Canada et le Québec ainsi que leurs employés et mandataires respectifs en cas de réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses, actions et poursuites, actuels ou futurs, contre le Canada ou le Québec, ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison d'une blessure ou du décès d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels causés par un acte, une omission ou un retard volontaires ou une négligence de la part du Conseil, de ses employés ou de ses mandataires, dans l'exécution de la présente

entente. L'indemnisation survit à l'expiration de la présente entente.

- 10.14 Le Canada ne peut être tenu responsable d'aucune lésion corporelle ni d'aucun dommage matériel, de quelque nature que ce soit, qui peut être causé au Conseil, à ses employés, ses mandataires ou à des tiers, dans l'exécution de la présente entente, à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - AUTRES DISPOSITIONS

- 11.01 Le Québec s'engage, par l'entremise de la Sûreté du Québec, à:
- 1) mettre à la disposition du Conseil les politiques et guides d'activités policières et de gestion;
 - 2) fournir le support opérationnel requis au bon fonctionnement du service de police:
 - a) par la visite régulière d'un agent de liaison dont les fonctions sont décrites à l'annexe "A";
 - b) par la formation opérationnelle sur place ou à un autre endroit;
 - c) par l'assistance au constable-chef dans la planification, l'organisation et le contrôle des opérations policières de son service de police;
 - d) par l'assistance au constable-chef dans la préparation et l'application des programmes de prévention.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les sommes non utilisées par le Conseil seront retournées au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

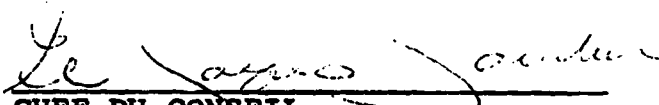
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} avril 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

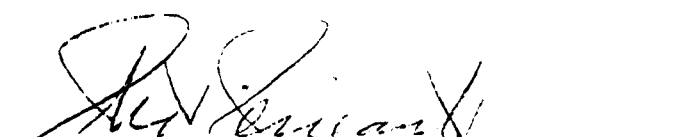
EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 3 juin 1996


 CHEF DU CONSEIL
 par résolution adoptée
 par le Conseil



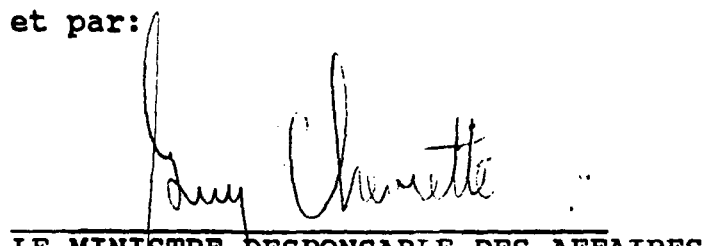
POUR LE CANADA, représenté par
 LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
 CANADA


 POUR LE QUÉBEC, représenté par
 LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


 LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
 INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

et par:


 LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
 AUTOCHTONES

ANNEXE "A"

DESCRIPTION D'EMPLOI AGENT DE LIAISON

Description des tâches:

- 1. Assister le constable-chef dans la gestion du service de police autochtone.**
- 2. Assister et conseiller le service de police autochtone, tant dans son travail opérationnel qu'administratif, en effectuant un suivi des travaux, en prodiguant des conseils et des suggestions, en agissant à titre de personne ressource auprès du ou des policiers autochtones en ce qui a trait à leur formation policière (ex.: rapports, enquêtes, etc.), afin de leur transmettre l'expertise acquise par la Sûreté du Québec.**
- 3. Vérifier les dossiers opérationnels et administratifs avec l'aide du policier autochtone ou du constable-chef et l'assister dans l'épuration des dossiers, afin de vérifier si les politiques et les procédés administratifs sont bien suivis.**
- 4. Assister le policier autochtone ou le constable-chef dans la planification, l'organisation et le contrôle de la quantité et de la qualité du travail, l'évaluation du personnel, la planification des vacances annuelles, la préparation des horaires de travail, en se référant à son expérience ainsi qu'aux connaissances acquises, afin d'obtenir le meilleur rendement possible.**
- 5. Procéder à l'échantillonnage des rapports soumis par le ou les policiers autochtones avant de les soumettre soit à l'agent de liaison, à la cour ou au Substitut du procureur général, en s'assurant que tous les éléments sont inscrits aux rapports, afin de disposer de rapports complets, de qualité en répondant aux normes édictées, ainsi que d'informer le constable-chef des correctifs à apporter.**
- 6. Exécuter les enquêtes de caractère lors du processus d'embauche en cueillant des renseignements sur les antécédents des candidats et de leur entourage, afin de s'assurer de la probité des personnes sélectionnées.**
- 7. Signaler au comité de sécurité publique les écarts de comportement du ou des policiers autochtones.**
- 8. Agir à titre de personne ressource, si requis, pour l'évaluation du constable-chef.**
- 9. Assister le constable-chef dans la préparation des statistiques mensuelles du service de police autochtone.**
- 10. Informer la Division des communautés autochtones de la Sûreté du Québec de l'avancement de l'implantation du service de police autochtone en préparant et soumettant un état de situation, afin d'assurer un suivi et suggérer les correctifs nécessaires.**
- 11. Assister le constable-chef dans la préparation du rapport annuel sur les activités du service de police, en identifiant la nature des informations à colliger, en effectuant diverses recherches et en retenant les informations pertinentes, afin de produire le rapport annuel à l'intérieur des délais prévus.**
- 12. Effectuer toute autre tâche connexe que peut lui confier son supérieur.**

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DU LAC SIMON
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
et le ministre responsable des Affaires autochtones
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Canada, le Québec et le Conseil s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté du Lac Simon, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif qui est compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, et qui conserve au Québec sa compétence et sa responsabilité en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire québécois, et au Conseil, sa compétence sur son territoire.

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers.

ATTENDU qu'il y a lieu, à cet effet, de conclure une entente entre le Canada, le Québec et le Conseil.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté du Lac Simon, sur le territoire ci-après désigné:

Situé dans le Canton de Vauquelin, à l'ouest du lac Simon tel qu'illustré sur un plan d'arpentage produit par Robert Pelchat a.g. à Montréal le 2 octobre 1964 et déposé aux archives du Service de l'arpentage du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet l'organisation et la prestation des services de police dans la communauté du Lac Simon.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 La responsabilité première du service de police est de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté du Lac Simon, conformément aux lois et aux règlements applicables.
- 5.02 La Sûreté du Québec et la Gendarmerie Royale du Canada conservent tous les pouvoirs et responsabilités qui leur sont dévolus par leurs lois constitutives respectives sur l'ensemble du territoire québécois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté du Lac Simon, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

- 6.04 La Sûreté du Québec, par l'intermédiaire de son agent de liaison, participera sur demande aux réunions du comité de sécurité publique afin de lui fournir l'information nécessaire à l'exécution de son mandat.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la durée de la présente entente, la gestion des services policiers sera partagée entre les autorités du Conseil et le ministère de la Sécurité publique.
- 7.02 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.03 Le Conseil de bande du Lac Simon n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.04 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.05 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Si les objectifs décrits ci-après sont atteints à la satisfaction des parties, le Conseil pourra assumer la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b). la gestion de la masse salariale sera entièrement assurée par le Conseil;
 - c) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - d) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la première année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - e) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - f) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".
- 7.06 L'évaluation portera sur les effectifs en place sans égard à toutes modifications en ce qui concerne le personnel policier.

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé de trois policiers autochtones incluant le constable-chef. Une masse forfaitaire tel que décrit à l'annexe B permettra l'embauche de surnuméraires.

8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:

- a) les autorités du Conseil présentent, sous forme de résolution, au Québec, une liste de candidats sélectionnés conformément à la politique d'embauche du Conseil; dans cette résolution, le Conseil demande au Québec de procéder à l'enquête de caractère de ceux-ci;
- b) l'enquête de caractère est effectuée par la Sûreté du Québec et les résultats sont transmis au Conseil;
- c) si le nombre de candidats retenus, après l'enquête de caractère, dépasse le nombre de policiers autochtones indiqués à 8.01, le Conseil procédera à la sélection finale.

8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones du Lac Simon se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:

- 1) Le Conseil demande, par voie de résolution, au ministère de la Sécurité publique, de recommander la nomination et l'assermentation des personnes mentionnées dans la résolution, à titre de policier autochtone, pour une durée à être déterminée.
- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté du Lac Simon. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté du Lac Simon;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté du Lac Simon;
 - d) lors d'une enquête, hors des limites du territoire du Lac Simon, sur un crime commis à l'intérieur de ce territoire, et ce, à condition:
 - i) que le Conseil adopte une procédure à ce sujet dûment établie par une politique et connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - ii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iii) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police du Lac Simon;
 - iv) que ces enquêtes en dehors des limites du territoire du Lac Simon soient dûment consignées dans un registre tenu spécialement à cet effet;

v) que les enquêtes en dehors des limites du territoire du Lac Simon soient menées conjointement avec la Sûreté du Québec ou le corps de police local, s'il y a lieu.

- 3) Les policiers autochtones du Lac Simon peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste de Val-d'Or en fasse la demande expresse au constable-chef du Lac Simon, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

- 8.04 Les policiers autochtones de la communauté du Lac Simon exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.
- 8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté du Lac Simon ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'annexe "B".
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Le budget du service de police pour chacune des années financières, tel que décrit à l'annexe "B", est de:
- | | |
|------------|------------|
| 1996-1997: | 319 949 \$ |
| 1997-1998: | 297 551 \$ |
| 1998-1999: | 275 649 \$ |
- 10.02 Le budget maximal prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) le Canada versera sa contribution directement au Québec qui assumera la totalité de la gestion des argents versés;

- 3) les montants payés par le Canada et prévus à l'annexe B se feront en quatre versements en conformité avec la Politique fédérale de la gestion de la Trésorerie;
- 4) le Québec effectuera trois versements au Conseil selon les besoins indiqués par ce dernier;
- 5) pour les fins de la présente entente, les paiements de fonds faits par le Canada pour les services policiers sont sujets à l'approbation des crédits nécessaires par le Parlement;
- 6) pour les fins de la présente entente, les paiements de fonds faits par le Québec pour les services policiers sont sujets à l'approbation du Conseil du trésor;
- 7) les fonds versés en vertu de la présente entente doivent servir uniquement aux fins des services policiers.

10.04 Le Conseil doit:

- 1) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- 2) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- 3) fournir au Québec un rapport mensuel et cumulatif des dépenses;
- 4) présenter au Québec un rapport d'évolution du budget (analyse et écarts);
- 5) permettre au Québec l'accès aux registres comptables, pièces justificatives, écrits approuvant les dépenses et tout autre acte ou document relié au maintien du service de police;
- 6) fournir sur demande du Québec une copie certifiée conforme par les autorités du conseil de toute pièce justificative d'une dépense;
- 7) transmettre au Québec, dans les quatre (4) mois qui suivent l'année financière, un rapport financier vérifié par un expert-comptable, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses;
- 8) transmettre au Québec un état détaillé de l'utilisation des sommes allouées dans le budget établi à l'annexe B, au plus tard le 30 septembre de chaque année.

10.05 Tous les rapports transmis au Québec conformément à l'article 10.04 seront transmis par le Québec au Canada dans les trente (30) jours de leur réception.

10.06 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police sont inférieurs au total des

contributions versées par le Québec et le Canada, l'excédent de ces sommes sera conservé et devra être utilisé uniquement aux fins des services policiers de la communauté du Lac Simon. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.

- 10.07 Le Québec s'engage à fournir au Canada un relevé annuel permettant d'assurer un suivi des dépenses reliées aux frais de formation.
- 10.08 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.09 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.10 Le Conseil s'engage à assumer toute la responsabilité et indemniser le Canada et le Québec ainsi que leurs employés et mandataires respectifs en cas de réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses, actions et poursuites, actuels ou futurs, contre le Canada ou le Québec, ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison d'une blessure ou du décès d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels causés par un acte, une omission ou un retard volontaires ou une négligence de la part du Conseil, de ses employés ou de ses mandataires, dans l'exécution de la présente entente. L'indemnisation survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.11 Le Canada ne peut être tenu responsable d'aucune lésion corporelle ni d'aucun dommage matériel, de quelque nature que ce soit, qui peut être causé au Conseil, à ses employés, ses mandataires ou à des tiers, dans l'exécution de la présente entente, à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - AUTRES DISPOSITIONS

- 11.01 Le Québec s'engage, par l'entremise de la Sûreté du Québec, à:
 - 1) fournir l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués;
 - 2) fournir l'expertise nécessaire à la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables;
 - 3) mettre à la disposition du Conseil les politiques et guides d'activités policières et de gestion;
 - 4) fournir le support opérationnel requis au bon fonctionnement du service de police:
 - a) par la visite régulière d'un agent de liaison dont les fonctions sont décrites à l'annexe "C";
 - b) par la formation opérationnelle sur place ou à un autre endroit;

- c) par l'assistance de diverses unités de support opérationnel telles le bureau d'enquête sur les crimes majeurs, les spécialistes en drogue, alcool et moralité, les techniciens en identité judiciaire et d'autres spécialistes notamment dans le domaine des mesures d'urgence, de la sécurité routière, des relations communautaires et de la prévention du crime;
- d) par l'assistance de diverses unités de support administratif telles que la gestion des immeubles, les télécommunications, l'administration financière, le quartier-maître et les transports;
- e) par l'assistance au constable-chef dans la planification, l'organisation et le contrôle des opérations policières de son service de police;
- f) par l'assistance au constable-chef dans la préparation et l'application des programmes de prévention;
- g) par des sessions de planification stratégique et tactique entre le service de police et la Sûreté du Québec;
- h) par l'assistance au Conseil de l'évaluation du personnel du service de police;
- i) par toute autre tâche convenue entre le Conseil et la Sûreté du Québec.

11.02 Les sommes prévues à l'annexe B pour les fonctions de l'agent de liaison et le soutien administratif seront utilisées pour les services identifiés à l'article 11.01.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les sommes non utilisées par le Québec et versées par le Canada doivent être retournées au Canada.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

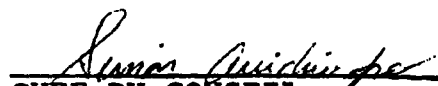
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.


ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE


- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} avril 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT SIGNÉ:


FAIT A QUÉBEC, le 3 juin 1996


 CHEF DU CONSEIL
 par résolution adoptée
 par le Conseil

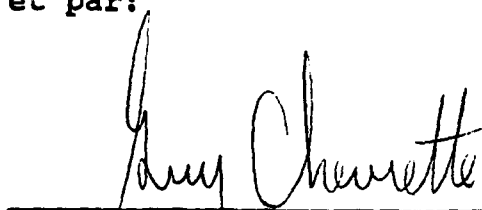

 POUR LE CANADA, représenté par
 LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
 CANADA


 POUR LE QUÉBEC, représenté par
 LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


 LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
 INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

et par:


 LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
 AUTOCHTONES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS AUTOCHTONES

Pour les candidats réguliers, ils devront avoir complété 16 semaines de formation de niveau cégep qui touchent l'attestation d'études collégiales en matière policière et avoir complété le stage de 13 semaines à l'Institut de Police du Québec dont les cours sont les suivants:

- Règles de la preuve	Manoeuvres policières
- Discretion policière	Devoirs judiciaires
- Statuts provinciaux	Offenses criminelles
- Organisation et fonction policière	Manipulation sécuritaire des armes à feu
- Éducation physique	Techniques particulières
- Lois applicables aux mineurs	Garde et contrôle des prisonniers
- Rédaction de rapport	Règlements municipaux
- Administration	Drogues
- Enquêtes criminelles	Chicanes familiales
- Premiers soins	Techniques de patrouille
- Tribunal	Communication
- Intervention policière en situation de crise	Rencontre avec la Sûreté du Québec
- Prévention du crime	Fouille de personne
- Rapport d'accident	Télémandats
- Témoignage devant les tribunaux	Préparation à la remise des diplômes

Pour le policier-chef, un cours de 120 heures de gestion policière.

Pour les candidats surnuméraires, ils devront avoir complété un profil de 40 heures à l'Institut de Police du Québec dont les cours sont les suivants:

- Accueil
- Techniques d'intervention physique
- Pouvoirs d'arrestation
- Règles de la preuve
- Premiers soins
- Techniques de patrouille
- Rétroaction

ANNEXE "B"
BUDGET DU SERVICE DE POLICE (LAC SIMON)

	1996-1997	1997-1998	1998-1999
FRAIS DIRECTS			
Salaires et bénéfices marginaux			
Salaires *	120 555	120 555	120 555
Prime du constable-chef	3 215	3 215	3 215
Primes, surnuméraires, temps supplémentaire	30 000	30 000	30 000
Secrétaire	15 000	15 000	15 000
Assurance-chômage	7 254	7 254	7 254
C.S.S.T.	3 325	3 325	3 325
SOUS-TOTAL DES SALAIRES	179 349	179 349	179 349
Autres dépenses opérationnelles			
TRANSPORT, COMMUNICATIONS	1 500	1 500	1 500
SERVICES PROFESSIONNELS			
Assurance-auto	4 000	4 000	4 000
Vérification et audition	900	900	900
Assurance responsabilité publique	1 000	1 000	1 000
Immatriculation	400	400	400
Gardiennage	700	700	700
Frais bancaires	100	100	100
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	2 000	2 000	2 000
LOCATION			
Loyer	6 000	6 000	6 000
Télécommunications	0	0	0
ÉQUIPEMENTS ET APPROVISIONNEMENT			
Pneus et pièces -	2 000	2 000	2 000
Habillement	5 000	5 000	5 000
Essence et huile	9 600	9 600	9 600
Matériel de bureau	2 000	2 000	2 000
TOTAL DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES	35 200	35 200	35 200
Capital			
Véhicules	0	25 500	0
Radar	0	0	0
Ivressomètre	0	0	0
TOTAL DU CAPITAL	0	25 500	0
TOTAL DES FRAIS DIRECTS	214 549	240 049	214 549
FRAIS INDIRECTS			
Formation	5 000	0	5 000
Salaire et bén. marginaux agent liaison	88 600	44 300	44 300
Frais de soutien administratif (5.5% des frais directs)	11 800	13 203	11 800
TOTAL DES FRAIS INDIRECTS	105 400	57 503	61 100
TOTAL DU BUDGET	319 949	297 551	275 649
CANADA (52%):	166 373	154 727	143 337
QUÉBEC (48%):	153 575	142 825	132 311

* La masse salariale inclut les bénéfices marginaux.

ANNEXE "C"

DESCRIPTION D'EMPLOI AGENT DE LIAISON

Description des tâches:

1. Assister le constable-chef dans la gestion du service de police autochtone.
2. Assister et conseiller le service de police autochtone, tant dans son travail opérationnel qu'administratif, en effectuant un suivi des travaux, en prodiguant des conseils et des suggestions, en agissant à titre de personne ressource auprès du ou des policiers autochtones en ce qui a trait à leur formation policière (ex.: rapports, enquêtes, etc.), afin de leur transmettre l'expertise acquise par la Sûreté du Québec.
3. Vérifier les dossiers opérationnels et administratifs avec l'aide du policier autochtone ou du constable-chef et l'assister dans l'épuration des dossiers, afin de vérifier si les politiques et les procédés administratifs sont bien suivis.
4. Assister le policier autochtone ou le constable-chef dans la planification, l'organisation et le contrôle de la quantité et de la qualité du travail, l'évaluation du personnel, la planification des vacances annuelles, la préparation des horaires de travail, en se référant à son expérience ainsi qu'aux connaissances acquises, afin d'obtenir le meilleur rendement possible.
5. Procéder à l'échantillonnage des rapports soumis par le ou les policiers autochtones avant de les soumettre soit à l'agent de liaison, à la cour ou au Substitut du procureur général, en s'assurant que tous les éléments sont inscrits aux rapports, afin de disposer de rapports complets, de qualité en répondant aux normes édictées, ainsi que d'informer le constable-chef des correctifs à apporter.
6. Exécuter les enquêtes de caractère lors du processus d'embauche en cueillant des renseignements sur les antécédents des candidats et de leur entourage, afin de s'assurer de la probité des personnes sélectionnées.
7. Signaler au comité de sécurité publique les écarts de comportement du ou des policiers autochtones.
8. Agir à titre de personne ressource, si requis, pour l'évaluation du constable-chef.
9. Assister le constable-chef dans la préparation des statistiques mensuelles du service de police autochtone.
10. Informer la Division des communautés autochtones de la Sûreté du Québec de l'avancement de l'implantation du service de police autochtone en préparant et soumettant un état de situation, afin d'assurer un suivi et suggérer les correctifs nécessaires.
11. Assister le constable-chef dans la préparation du rapport annuel sur les activités du service de police, en identifiant la nature des informations à colliger, en effectuant diverses recherches et en retenant les informations pertinentes, afin de produire le rapport annuel à l'intérieur des délais prévus.
12. Effectuer toute autre tâche connexe que peut lui confier son supérieur.

**AMENDEMENT PAR LA PROLONGATION
DE L'ENTENTE CONCERNANT LES SERVICES DE POLICE
SUR LE TERRITOIRE DE KAHNAWAKE**

CONSIDÉRANT que le Gouvernement du Canada (ci-après désigné "le Canada"), le Gouvernement du Québec (ci-après désigné "le Québec") et le Conseil mohawk de Kahnawake (ci-après désigné "les Mohawks de Kahnawake") ont pris connaissance et accepté les recommandations du Rapport du Kahnawake Policing Agreement Liaison Committee, lequel leur a été soumis le 18 mars 1996;

CONSIDÉRANT que le Canada, le Québec et les Mohawks de Kahnawake consentent à prolonger les termes de l'Entente concernant les services de police sur le territoire de Kahnawake (ci-après désignée "l'Entente"), en application des articles 36 et 37 de ladite entente; et

CONSIDÉRANT que le Canada, le Québec et les Mohawks de Kahnawake veulent amender l'Entente de façon à traduire cette prolongation;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 4 de l'Entente est par la présente amendé en enlevant le sous-alinéa (c) dans son entier et en le remplaçant par les phrases suivantes:

"Le budget pour la période du 1 avril 1996 au 31 mars 1997 est, par la présente, établi au montant de \$2,329,000. Ce budget sera administré par les Mohawks de Kahnawake selon une entente de financement global."

2. L'article 25 de l'Entente est par la présente amendé en enlevant les montants et en les remplaçant par ce qui suit:

"Québec: 48% = \$1,117,920
Canada: 52% = \$1,211, 080
Total: = \$2,329,000"

3. L'article 26 de l'Entente est par la présente amendé en y remplaçant dans les sous-alinéas (a) et (b) les expressions "1 septembre 1995" et "année financière 1995-1996" par ce qui suit:

"1 avril 1996"

"année financière 1996-1997"

4. L'article 27 de l'Entente est par la présente amendé en remplaçant l'expression "31 mars 1996" par ce qui suit:

"31 mars 1997"

5. L'article 31 de l'Entente est par la présente amendé par l'ajout de la phrase suivante:

"Conformément à la recommandation no. 4 du *Kahnawake Policing Agreement Liaison Committee Report*, les Mohawks de Kahnawake s'engagent à procéder aux actions suivantes: la confirmation des exigences et de la prestation de serment; la confirmation du Code d'éthique; la confirmation du régime de traitement des plaintes du public; et la confirmation du mandat des représentants de Kahnawake au sein du Comité de liaison."

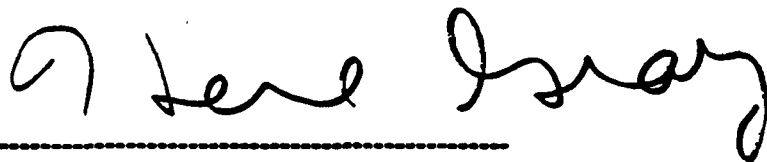
6. L'article 34 de l'Entente est par la présente amendé en remplaçant l'expression "31 mars 1996" par ce qui suit:

"31 mars 1997"

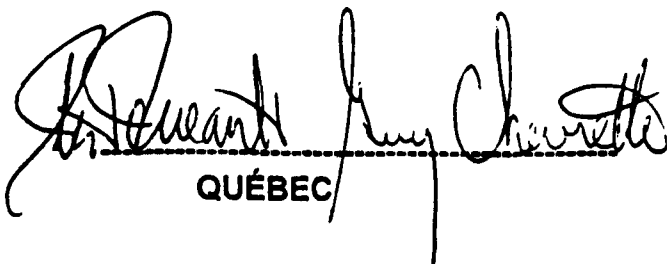
7. L'Annexe III de l'Entente est abrogé en entier.

8. Ce document doit être lu et compris avec l'Entente, et ladite Entente, amendée par la présente, demeure en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les parties dûment autorisées ont signé cet amendement en trois exemplaires, ce MAR 29 1996



CANADA



QUÉBEC



QUÉBEC



KAHNAWAKE

**EXTENSION BY AMENDMENT OF THE AGREEMENT RESPECTING
POLICE SERVICES IN THE KAHNAWAKE TERRITORY**

WHEREAS the Government of Canada (hereinafter called "Canada") the Government of Québec (hereinafter called "Québec") and the Mohawk Council of Kahnawake (hereinafter called "the Mohawks of Kahnawake") have reviewed and accepted the recommendations of the Kahnawake Policing Agreement Liaison Committee Report, which was submitted on March 18, 1996; and

WHEREAS Canada, Québec and the the Mohawks of Kahnawake agree to extend the terms of the Agreement Respecting Police Services in the Kahnawake Territory (hereinafter called "Agreement") pursuant to articles 36 and 37 of the Agreement; and

WHEREAS Canada, Québec and the the Mohawks of Kahnawake wish to amend the Kahnawake Agreement to reflect this extension;

NOW THEREFORE Canada, Québec and the Council agree as follows:

1. Article 4 of the Agreement is hereby amended by deleting sub-paragraph (c) in its entirety and replacing it by the following sentences:

"The budget for the period April 1, 1996 to March 31, 1997, is hereby established in the amount of \$2,329,000. This budget will be administered by the Mohawks of Kahnawake under a block funding arrangement."

2. Article 25 of the Agreement is hereby amended by deleting the amounts and replacing them by the following:

"Québec: 48% = 1,117,920 \$
Canada: 52% = 1,211,080 \$
Total = 2,329,000 \$"

3. Article 26 of the Agreement is hereby amended by replacing in sub-paragraphs (a) and (b) the expressions "September 1, 1995" and "fiscal year 1995-1996" by the following:

"April 1, 1996"

"fiscal year 1996-1997"

4. Article 27 of the Agreement is hereby amended by replacing the expression "March 31, 1996" by the following:

"March 31, 1997"

5. Article 31 of the Agreement is hereby amended by the addition of the following sentence:

"In accordance with Recommendation no. 4 of the Kahnawake Policing Agreement Liaison Committee Report, the Mohawks of Kahnawake are committed to undertake the following activities: confirmation of swearing-in and oath requirements; confirmation of the Code of Ethics; confirmation of the public complaints procedure; and confirmation of the mandate for the Kahnawake representation on the Liaison Committee".

6. Article 34 of the Agreement is hereby amended by replacing the expression "March 31, 1996" by the following:

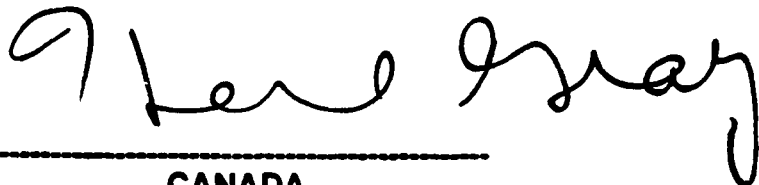
"March 31, 1997"

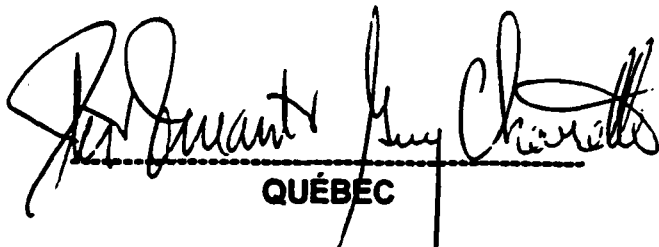
7. Schedule III of the Agreement is deleted in its entirety.

8. This document shall be read and construed with the Agreement and the Agreement, as hereby amended, shall remain in full force and effect.

IN WITNESS WHEREOF, the parties being duly authorized have signed this Amendment in triplicate, this

MAY 29 1996


CANADA


QUÉBEC


QUÉBEC


KAHNAWAKE

**ENTENTE SUR L'ENCADREMENT,
LE SOUTIEN ET LA FORMATION**

ENTRE

LE CONSEIL DE LA POLICE AMÉRINDIENNE
représenté par son Président et son Vice-président,
(ci-après appelé «le CPA»)

PARTIE DE PREMIÈRE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé «le Canada»)

PARTIE DE DEUXIÈME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé «le Québec»)

PARTIE DE TROISIÈME PART

ATTENDU que le Conseil de la Police Amérindienne a reçu par résolutions des Premières Nations de Gesgapegiag, Longue-Pointe (Winneway), Timiskaming, Odanak, Manawan, Weymontachie, Mashteuiatsh, Essipit, Mingan, La Romaine, Natashquan, Schefferville et Pakua Shipi, le mandat de négocier en leur nom la prestation des services policiers pour chacune d'entre elles;

ATTENDU que le Canada et le Québec ont convenu de conclure une entente tripartite sur les services policiers avec chacune des communautés précédemment citées;

ATTENDU que le Canada et le Québec reconnaissent que le Conseil de la Police Amérindienne a reçu des communautés mentionnées le mandat de fournir l'encadrement, le soutien et la formation des services policiers à chacune de ces communautés;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec aux fins de fournir l'encadrement, le soutien et la formation des services de police à chacune de ces communautés;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les mots et les expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada, ayant son siège social au 1771, rue Amishk, à Mashteuiatsh, mandatée aux fins de fournir aux communautés ci-après désignées l'encadrement, le soutien et la formation:
- Gesgapegiag,
 - Longue-Pointe (Winneway),
 - Timiskaming,
 - Odanak,
 - Manawan,
 - Weymontachie,
 - Mashteuiatsh,
 - Essipit,
 - Mingan,
 - La Romaine,
 - Natashquan,
 - Schefferville,
 - Pakua Shipi.
- 2.02 Service de police: désigne les différents services de police dispensés par les policiers de chacune des communautés précédemment citées et pour lesquelles des ententes tripartites sur les services policiers ont été conclues avec le Canada et le Québec.
- 2.03 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée à titre de constable spécial, conformément aux dispositions des articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) incluant le constable-chef et les surnuméraires des services de police.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet la détermination et le financement de la prestation des services d'encadrement, de soutien et de formation auprès des communautés visées à l'article 2.01.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU CONSEIL DE LA POLICE AMÉRINDIENNE

4.01 Le CPA fournit au service de police de chacune des communautés visées à l'article 2.01, l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation:

Conformément au mandat dûment accordé, le CPA représente les intérêts de chacune des communautés visées à l'article 2.01 en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle:

Le CPA fournit aux communautés l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le CPA assiste et conseille les communautés visées à l'article 2.01 dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines:

Le CPA fournit aux communautés l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Il s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. À cette fin, il coordonne et participe au programme de formation de base de même qu'aux cours de recyclage, de perfectionnement et de spécialisation en cours d'emploi.

Il collabore au processus d'évaluation des membres des services de police. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel:

Le CPA assiste et conseille, au besoin, les membres des services de police dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment en agissant à titre de personne-ressource en ce qui a trait à leur formation policière.

Il assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Il conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Il assiste le constable-chef dans la production de tout rapport au conseil relativement à l'efficacité des membres des services de police et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) **Statistiques:**

Le CPA assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) **Soutien juridique:**

Le CPA fournit aux services de police le soutien juridique requis afin de s'assurer que leurs activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

4.02

Le CPA assure aux membres des services de police de chacune des communautés visées à l'article 2.01, la coordination du programme de formation. A cette fin, il s'engage à conclure une entente avec le Collège d'Alma pour assurer les activités de formation de base qui seront dispensées selon le partage des responsabilités suivant:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis

- . reconnaissance de la formation policière autochtone (Attestation d'Études Collégiales du Collège d'Alma)

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes mœurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

4.03 Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

- 310-320-85 Droit pénal I
- 310-420-85 Droit pénal II
- 310-520-85 Droit pénal III
- 310-620-85 Droit pénal IV
- 310-717-87 Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

- 310-210-85 Criminologie et réaction sociale
- 310-410-85 Criminologie juvénile
- 310-906-88 Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

- 310-624-88 Éléments de matières policières
- 310-102-85 Code de sécurité routière
- 310-608-88 Intervention en situation de crise
- 310-551-88 Enquête criminelle
- 310-507-88 Drogues
- 956-005-87 Rédaction de rapport
- 310-344-85 Techniques de communication
- 107-901-79 Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

- 109-906-88 Judo-karaté
- 109-908-88 Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

- 310-604-88 Stage

- . Maniement d'armes
- . Méthode de patrouille

- . Conduite préventive
- . Dépannage automobile
- . Mesures de sécurité en situation d'urgence
- . Projet d'intervention en relations communautaires

- 4.04 S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.
- 4.05 Le CPA s'engage à transmettre au Québec et au Canada l'entente intervenue entre lui et le Collège d'Alma dans les trente jours de la signature de la présente entente.

ARTICLE 5 - PERSONNEL

Pour les fins des services d'encadrement et de soutien technique et administratif, le CPA met à la disposition du service de police de chacune des communautés visées à l'article 2.01 la structure et le personnel suivants:

Une direction générale, dont le rôle principal est de s'assurer que le CPA s'acquitte de l'ensemble de ses obligations conformément aux normes et procédures applicables et de coordonner la prestation des divers services d'encadrement, de soutien technique et administratif et de formation décrits à l'article 4.

Un minimum de quatre (4) agents de liaison, agissant auprès des policiers autochtones en leur prodiguant les conseils, l'assistance et la formation sur place leur permettant d'exécuter efficacement et de façon autonome leurs tâches opérationnelles;

ils assistent et conseillent le constable-chef dans l'exécution de ses tâches reliées à la direction du service de police.

Un minimum de cinq (5) techniciens, dont le rôle principal est d'initier le personnel administratif de chacune des communautés à la gestion des ressources financières et matérielles qui leur sont confiées pour la prestation des services policiers;

ils assistent le constable-chef dans les différentes tâches reliées à la gestion des ressources humaines.

Un conseiller juridique, dont le rôle principal est de conseiller, former, informer et guider les policiers autochtones dans l'exécution de leurs tâches, afin que celle-ci soit conforme aux lois, règlements et procédures en vigueur;

il conseille et assiste les gestionnaires du service de police quant aux aspects juridiques de leur fonction;

il participe aux négociations des ententes sur les services policiers pour les communautés visées à l'article 2.01.

Un coordonnateur à la formation, dont le rôle principal est de s'assurer que les policiers autochtones reçoivent la formation prévue aux articles 4.02 et 4.03, de même que toute autre formation requise en cours d'emploi.

Du personnel clérical, dont le rôle principal est de soutenir le travail du personnel d'intervention du CPA.

ARTICLE 6 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 6.01 Le budget total du CPA pour l'encadrement et le soutien aux services de police des communautés visées à l'article 2.01 est de:

Du 1^{er} juillet 1996
 au 31 mars 1997: 523 500,00 \$
 1997-1998: 698 000,00 \$
 1998-1999: 698 000,00 \$

- 6.02 Le budget total du CPA pour la formation des membres des services de police des communautés visées à l'article 2.01 est de:

Du 1^{er} juillet 1996
 au 31 mars 1997: 213 750,00 \$
 1997-1998: 285 000,00 \$
 1998-1999: 285 000,00 \$

- 6.03 a) Pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, constituant la période transitoire, le CPA administrera entièrement les budgets des services de police de chacune des communautés identifiées à l'article 2.01, qui se répartissent comme suit:

Du 1^{er} juillet 1996
 au 31 mars 1997

Gesgapegiag	127 500,00 \$
Longue-Pointe (Winneway)	152 250,00 \$
Timiskaming	217 500,00 \$
Odanak	112 500,00 \$
Manawan	236 250,00 \$
Weymontachie	202 500,00 \$
Mashteuiatsh	393 750,00 \$
Essipit	112 500,00 \$
Mingan	120 000,00 \$
La Romaine	202 500,00 \$
Natashquan	180 000,00 \$
Schefferville	202 500,00 \$
Pakua Shipi	135 000,00 \$

TOTAL: 2 394 750,00 \$

- b) Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997 et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- c) Le CPA doit fournir à chaque communauté participante, au Québec et au Canada un rapport détaillé de l'utilisation des fonds pour les services de police qu'il a géré pendant la période transitoire.
- d) Advenant le cas où les coûts réels pour le maintien des services de police de l'ensemble des communautés sont inférieurs au total des

fonds versés par le Canada et le Québec, les surplus budgétaires demeurent la propriété du CPA. Ils doivent être utilisés exclusivement aux fins de l'encadrement et du soutien et sont applicables sur les années financières subséquentes. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du CPA.

6.04 Les budgets visés aux articles 6.01 et 6.02 couvrent tous les coûts reliés à l'encadrement, au soutien et à la coordination de la formation.

6.05 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué aux articles 6.01, 6.02 et 6.03 selon les modalités suivantes:

a) Pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997

- i) le total du budget prévu à l'article 6.01 sera de 523 500,00 \$;
- ii) le total du budget prévu à l'article 6.02 sera de 213 750,00 \$;
- iii) le total du budget prévu à l'article 6.03 sera de 2 394 750,00 \$;
- iv) le grand total du budget versé au CPA sera de 3 132 000,00 \$;
- v) la contribution totale du Canada sera de 1 628 640,00 \$, représentant 52% de la contribution totale versée au CPA;
- vi) la contribution totale du Québec sera de 1 503 360,00 \$, représentant 48% de la contribution totale versée au CPA.

b) Pour l'exercice 1997-1998

- i) le total du budget prévu à l'article 6.01 sera de 698 000,00 \$;
- ii) le total du budget prévu à l'article 6.02 sera de 285 000,00 \$;
- iii) le grand total du budget versé au CPA sera de 983 000,00 \$;
- iv) la contribution totale du Canada sera de 511 160,00 \$, représentant 52% de la contribution totale versée au CPA;
- v) la contribution totale du Québec sera de 471 840,00 \$, représentant 48% de la contribution totale versée au CPA.

c) Pour l'exercice 1998-1999

- i) le total du budget prévu à l'article 6.01 sera de 698 000,00 \$;
- ii) le total du budget prévu à l'article 6.02 sera de 285 000,00 \$;
- iii) le grand total du budget versé au CPA sera de 983 000,00 \$;
- iv) la contribution totale du Canada sera de 511 160,00 \$, représentant 52% de la contribution totale versée au CPA;
- v) la contribution totale du Québec sera de 471 840,00 \$, représentant 48% de la contribution totale versée au CPA.

6.06 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 6.05 sont les suivantes:

- a) Pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997
 - i) le premier versement de 268 640,00 \$ est effectué une semaine après la signature de l'entente;
 - ii) les huit autres versements de 170 000,00 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.
- b) Pour l'exercice 1997-1998
 - i) le premier versement de 71 160,00 \$ est effectué le 7 avril 1997;
 - ii) les onze autres versements de 40 000,00 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.
- c) Pour l'exercice 1998-1999
 - i) le premier versement de 71 160,00 \$ est effectué le 7 avril 1998;
 - ii) les onze autres versements de 40 000,00 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.

Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

6.07 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 6.05 sont les suivantes:

- a) Pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997
 - i) le premier versement de 501 120,00 \$ est effectué une semaine après la signature de l'entente;
 - ii) le deuxième versement de 501 120,00 \$ est effectué la première semaine de novembre 1996;
 - iii) le troisième versement de 501 120,00 \$ est effectué la première semaine de février 1997;
- b) Pour l'exercice 1997-1998
 - i) le premier versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine de juin 1997;
 - ii) le deuxième versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine d'août 1997;
 - iii) le troisième versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine de novembre 1997;

- iv) le quatrième versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine de février 1998.
- c) Pour l'exercice 1998-1999
 - i) le premier versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine de juin 1998;
 - ii) le deuxième versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine d'août 1998;
 - iii) le troisième versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine de novembre 1998;
 - iv) le quatrième versement de 117 960,00 \$ est effectué la première semaine de février 1999.

Pour les fins de cette entente, le versement de la contribution du Québec pour les services de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

- 6.08 Les fonds versés en vertu des articles 6.01 et 6.02 de cette entente doivent servir uniquement aux fins de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis aux services de police de l'ensemble des communautés.
- 6.09 Le CPA s'engage à souscrire à une assurance responsabilité employeur-employé.
- 6.10 Le CPA s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au CPA, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le CPA s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 6.11 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

6.12

Le CPA doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu des articles 6.01, 6.02 et 6.03 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le CPA relativement aux services prévus aux articles 4 et 6.03 ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) transmettre au Québec et au Canada, dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de l'année financière, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget;
- d) soumettre au Canada et au Québec, dans les quatre (4) mois après le début de chaque année financière, un rapport de ses activités d'encadrement, de soutien et de formation pour l'année antérieure.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables et sur préavis écrit adressé au CPA précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le CPA en ce qui concerne les coûts d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation des services de police de l'ensemble des communautés et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le CPA s'engage à permettre l'accès à ces registres financiers, en tout temps.

6.13

Advenant le cas où les coûts réels pour l'encadrement, le soutien et la formation des services de police de l'ensemble des communautés sont inférieurs au total des fonds versés par le Canada et le Québec, les surplus budgétaires demeurent la propriété du CPA. Ils doivent être utilisés exclusivement aux mêmes fins (encadrement, soutien et coordination de la formation) et sont applicables sur les années financières subséquentes. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du CPA.

6.14

Les budgets prévus aux articles 6.01 et 6.02 ne peuvent faire l'objet de virements de postes budgétaires.

ARTICLE 7 - COMITÉ DE MISE EN OEUVRE

7.01

Le comité sera composé d'au moins quatre membres dont:

- deux représentants du CPA;
- un représentant du Québec;
- un représentant du Canada.

Dans les trente (30) jours qui suivent la signature de la présente entente, les parties s'échangeront les noms des représentants désignés sur le comité.

- 7.02 Le comité surveille la mise en oeuvre de la présente entente et agit comme intermédiaire pour la négociation et le règlement des différends entre les parties.
- 7.03 Les décisions du comité sont prises par consensus.
- 7.04 Chaque partie au sein du comité peut convoquer, au besoin, une réunion par tout moyen formel ou informel.
- 7.05 A la demande du CPA, le comité lui prête assistance dans ses négociations avec les autres organismes publics.
- 7.06 Le comité mène ses activités pendant toute la durée de la présente entente et n'est dissous qu'à la fin de celle-ci.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 8.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 8.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 8.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le CPA seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

- 9.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 10 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

- 10.01 Cette entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 10.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de la présente entente.
- 10.03 Six mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

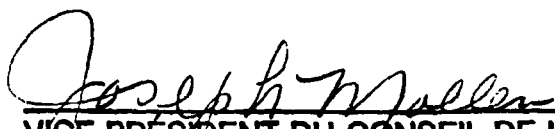
EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES À CET EFFET ONT SIGNÉ:

FAIT À QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.

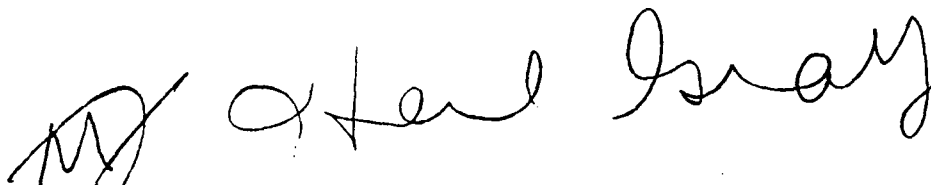


PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA POLICE AMÉRINDIENNE

et par:



VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA POLICE AMÉRINDIENNE
par résolution adoptée
par le Conseil de la Police Amérindienne



POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA



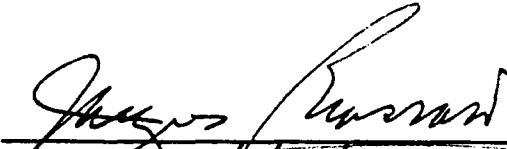
POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:



LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:



LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE MICMAC DE GESGAPEGIAG
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Gesgapegiag, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Micmacs de Gesgapegiag possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Gesgapegiag, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve constituée d'une partie du lot 69, du Rang 1, Cascapédia, du Canton de Maria; ainsi qu'une partie du lot 1, du Rang II, Cascapédia, Canton de Maria, ayant une superficie de 450.39 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Gesgapegiag ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Gesgapegiag ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Gesgapegiag, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Gesgapegiag, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Gesgapegiag pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Gesgapegiag, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins deux (2) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Gesgapegiag se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Gesgapegiag. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:

- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Gesgapegiag;
- b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
- c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Gesgapegiag;
- d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Gesgapegiag;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.

3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Gesgapegiag exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Gesgapegiag ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:

- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des deux (2) policiers du service de police s'élève à 85 000 \$;
- b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1^{er} juillet 1996
 au 31 mars 1997: 127 500 \$
 1997-1998: 170 000 \$
 1998-1999: 170 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.

- c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.

- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.

- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:

- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
- 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.

- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:

i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 22 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 22 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 22 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 22 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 20 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 20 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 20 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 20 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Gesgapegiag. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Gesgapegiag bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Gesgapegiag reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 100 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE


- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

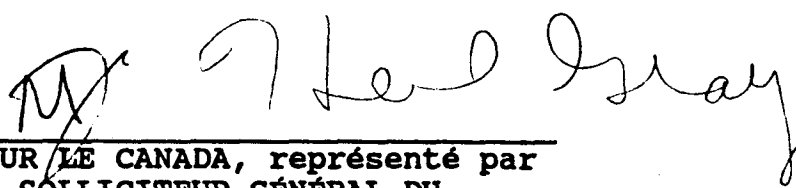
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE


- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHIEF DU CONSEIL DE BANDE MICMAC
DE GESGAPEGIAG
par résolution adoptée
par le Conseil

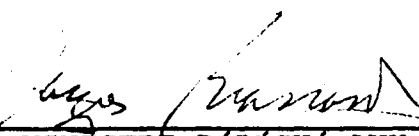

POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Gesgapegiag la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Gesgapegiag l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Gesgapegiag en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Gesgapegiag l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Gesgapegiag l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Gesgapegiag dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Gesgapegiag le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE LA PREMIERE NATION DE LONGUE POINTE
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Longue Pointe - Winneway, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Algonquins de Longue Pointe possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Longue Pointe - Winneway, sur le territoire ci-après désigné:

"Lots 50 (partie) et 51 (partie) du Rang VIII;
lot 46 du Rang IX, Canton de Devlin, d'une
superficie de 91 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Longue Pointe - Winneway ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Longue Pointe - Winneway, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Longue Pointe, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Longue Pointe pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Longue Pointe - Winneway, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.

- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins deux (2) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Longue Pointe - Winneway se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et

pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Longue Pointe - Winneway. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Longue Pointe - Winneway;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Longue Pointe - Winneway;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Longue Pointe - Winneway exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:

- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des deux (2) policiers du service de police s'élève à 101 500 \$;
- b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	152 250 \$
1997-1998:	203 000 \$
1998-1999:	203 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.

- c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.

- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.

- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:

- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
- 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.

- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:

- i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 26 390 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;

- ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 26 390 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;

- iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 26 390 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 26 390 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 24 360 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 24 360 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 24 360 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 24 360 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 100 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

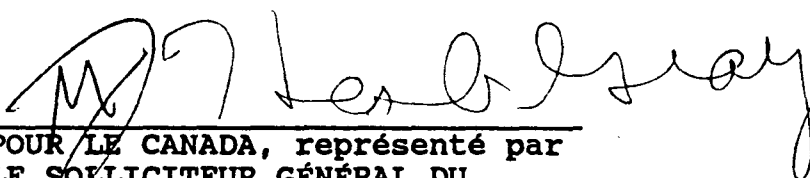
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

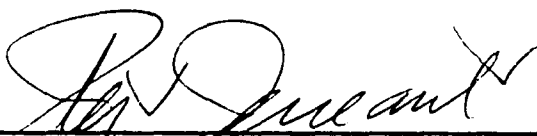
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DE LA PREMIERE NATION
DE LONGUE-POINTE
par résolution adoptée
par le Conseil



POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes mœurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Longue Pointe - Winneway en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Longue Pointe - Winneway l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Longue Pointe - Winneway l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Longue Pointe - Winneway le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

**LE CONSEIL DE BANDE DE TIMISKAMING
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")**

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")**

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")**

PARTIE DE TROISIEME PART

**ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec
s'entendent pour maintenir les services policiers dans la
communauté de Timiskaming, à l'intérieur d'un cadre juridique et
administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des
Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la
compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien
de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec,
et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;**

**ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la
plus large autonomie administrative possible en matière de services
policiers;**

**ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son
service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue
de faire reconnaître cette autonomie;**

**ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et
le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil
de la Police Amérindienne;**

**ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil
de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir
les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la
formation requis par le Conseil;**

**ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente
relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le
Québec;**

**ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet
de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou
des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit
pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou
un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de
1982;**

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Algonquins de Timiskaming possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Timiskaming, sur le territoire ci-après désigné:

"Lots 23 (partie), 24 (partie) 26, 28, 29, 31 et 32 (partie) Rang Front-Rivière-des-Quinze, Canton de Nédelec; lots 15 (partie), 16 et 17, bloc Y; lots 18 (partie) 19, 20, 21 (partie), 22 (partie) et 23, Bloc Z; lots A, C, D, E et 5 à 10 inclusivement, concession 1; lots A, B (partie), C (partie), et 1 à 10 inclusivement, concession 2; lots 1, 2 (partie), 3 (partie), et 5 à 10 inclusivement, concession 3, lots 1 (partie), 2, 4 et 6 à 10 inclusivement, concession 4; lots 2, 4 et 6 à 10 inclusivement, concession 5, canton de Nédelec. Le tout d'une superficie de 5,999.75 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Timiskaming ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Timiskaming ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Timiskaming, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Timiskaming, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Timiskaming pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Timiskaming, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.

- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
 - a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins quatre (4) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
 - a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Timiskaming se feront conformément aux

articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:

- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.
- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Timiskaming. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Timiskaming;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Timiskaming;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Timiskaming;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Timiskaming exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Timiskaming ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des quatre (4) policiers du service de police s'élève à 72 500 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	217 500 \$
1997-1998:	290 000 \$
1998-1999:	290 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 37 700 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 37 700 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 37 700 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 37 700 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 34 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 34 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 34 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 34 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;

- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;
- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Timiskaming. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou

mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.

- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Timiskaming bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Timiskaming reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 100 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE


- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

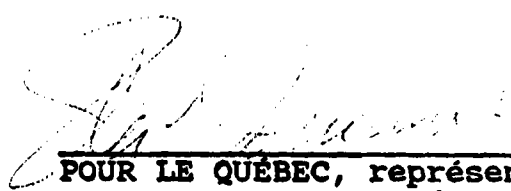
EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.



CHEF DU CONSEIL DE BANDE DE
TIMISKAMING
par résolution adoptée
par le Conseil


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Timiskaming la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Timiskaming l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Timiskaming en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Timiskaming l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Timiskaming l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Timiskaming dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Timiskaming le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

**LE CONSEIL DE BANDE D'ODANAK
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")**

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")**

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")**

PARTIE DE TROISIEME PART

**ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec
s'entendent pour maintenir les services policiers dans la
communauté d'Odanak, à l'intérieur d'un cadre juridique et
administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des
Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la
compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien
de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec,
et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;**

**ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la
plus large autonomie administrative possible en matière de services
policiers;**

**ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son
service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue
de faire reconnaître cette autonomie;**

**ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et
le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil
de la Police Amérindienne;**

**ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil
de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir
les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la
formation requis par le Conseil;**

**ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente
relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le
Québec;**

**ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet
de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou
des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit
pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou
un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de
1982;**

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Abénaquis d'Odanak possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté d'Odanak, sur le territoire ci-après désigné:

"Les lots 874, 875 et 880, de la Seigneurie de Saint-François-du-Lac, paroisse de Saint-François-du-Lac; les lots 972 et 1217 (partie) de la Seigneurie de Saint-François-du-Lac, paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, le tout d'une superficie de 1,252.4 acres.

Les lots 482 et 850, de la Seigneurie de Pierreville, paroisse de Saint-François-du-Lac; les lots 1218 et 1219 de la Seigneurie de Pierreville, paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, le tout d'une superficie de 245.07 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté d'Odanak ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté d'Odanak ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté d'Odanak, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police d'Odanak, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police d'Odanak pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté d'Odanak, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.

- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
 - a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins deux (2) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
 - a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.

8.03

La nomination et l'assermentation des policiers autochtones d'Odanak se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:

- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.
- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté d'Odanak. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté d'Odanak;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté d'Odanak;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté d'Odanak;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04

Les policiers autochtones de la communauté d'Odanak exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05

Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté d'Odanak ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des deux (2) policiers du service de police s'élève à 75 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	112 500 \$
1997-1998:	150 000 \$
1998-1999:	150 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 19 500 \$, sera

versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans

suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;

- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;
- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté d'Odanak. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence

quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.

- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté d'Odanak bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté d'Odanak reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 100 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE


- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.

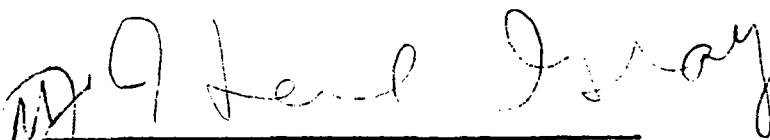
14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.

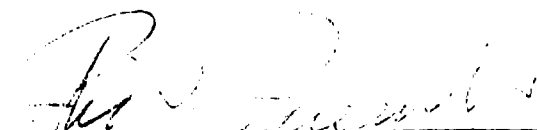
14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996 .


 CHEF DU CONSEIL DE BANDE D'ODANAK
 par résolution adoptée
 par le Conseil


 POUR LE CANADA, représenté par
 LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
 CANADA


 POUR LE QUÉBEC, représenté par
 LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


 LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
 AUTOCHTONES

et par:


 LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
 INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté d'Odanak la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté d'Odanak l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté d'Odanak en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté d'Odanak l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté d'Odanak l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté d'Odanak dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté d'Odanak le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

**LE CONSEIL DE BANDE DES ATIKAMEKW DE MANAWAN
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")**

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")**

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")**

PARTIE DE TROISIEME PART

**ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec
s'entendent pour maintenir les services policiers dans la
communauté de Manawan, à l'intérieur d'un cadre juridique et
administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des
Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la
compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien
de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec,
et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;**

**ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la
plus large autonomie administrative possible en matière de services
policiers;**

**ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son
service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue
de faire reconnaître cette autonomie;**

**ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et
le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil
de la Police Amérindienne;**

**ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil
de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir
les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la
formation requis par le Conseil;**

**ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente
relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le
Québec;**

**ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet
de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou
des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit
pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou
un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de
1982;**

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Atikamekw de Manawan possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Manawan, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve située sur la rive sud du Lac Métabeskéga à 72 km au nord de Saint-Michel-des-Saints, Comté de Maskinongé, telle qu'illustrée sur le plan 56718 C.L.S.R., le tout d'une superficie de 1,970 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.
- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Manawan ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Manawan ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Manawan, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Manawan, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Manawan pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Manawan, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins quatre (4) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Manawan se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Manawan. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Manawan;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Manawan;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Manawan;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

- 8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Manawan exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.
- 8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Manawan ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:

- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des quatre (4) policiers du service de police s'élève à 78 750 \$;
- b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	236 250 \$
1997-1998:	315 000 \$
1998-1999:	315 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.

- c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.

- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.

- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:

- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
- 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.

- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:

- i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 40 950 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;

- ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 40 950 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;

- iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 40 950 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 40 950 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 37 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 37 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 37 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 37 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Manawan. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Manawan bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Manawan reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 160 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.


ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

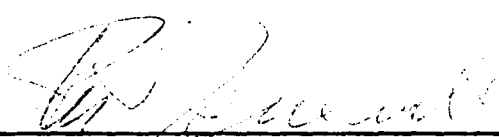
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996 .


CHEF DU CONSEIL DE BANDE DES ATIKAMEKW
DE MANAWAN
par résolution adoptée
par le Conseil


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Manawan la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes mœurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Manawan l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Manawan en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Manawan l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Manawan l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Manawan dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Manawan le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DE WEYMONTACHIE
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Weymontachie, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Atikamekw de Weymontachie possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Weymontachie, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve située sur la rive nord de la rivière Saint-Maurice à environ 100 km au nord-ouest de La Tuque, composée d'une partie non divisée des Cantons de Weymontachingue, Hamel et Dessane, le tout d'une superficie de 7,374.99 acres, de même que d'une partie du bloc A du canton de Weymontachingue, le tout d'une superficie de 727.59 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.
- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Weymontachie ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Weymontachie ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits

issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Weymontachie, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Weymontachie, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Weymontachie pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Weymontachie, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997,

et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.

- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
 - a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins trois (3) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
 - a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Weymontachie se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:

- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.
- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Weymontachie. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Weymontachie;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Weymontachie;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Weymontachie;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Weymontachie exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Weymontachie ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des trois (3) policiers du service de police s'élève à 90 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	202 500 \$
1997-1998:	270 000 \$
1998-1999:	270 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;

b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;

c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Weymontachie. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Weymontachie bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Weymontachie reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 160 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE


- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

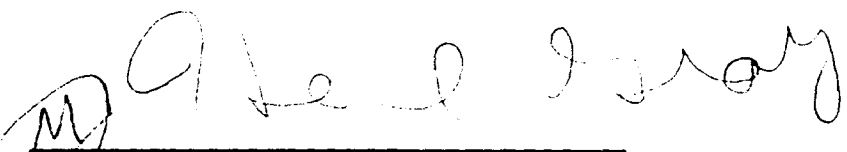
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:


FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.



CHEF DU CONSEIL DE BANDE DE
WEYMONTACHIE
par résolution adoptée
par le Conseil

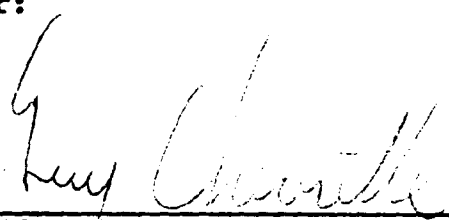


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA



POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:



LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:



LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Weymontachie la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'étude du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Weymontachie l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Weymontachie en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Weymontachie l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Weymontachie l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Weymontachie dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Weymontachie le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DES MONTAGNAIS DU LAC SAINT-JEAN
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais du Lac Saint-Jean possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Mashteuiatsh, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve constituée des Rangs A, B et C du Canton Ouatshouan, ainsi qu'une partie du lot 42 du Canton de Ouatshouan, ayant une superficie totale d'environ 3,228.02 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.
- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Mashteuiatsh ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Mashteuiatsh, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Mashteuiatsh, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Mashteuiatsh pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Mashteuiatsh, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.
- Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins sept (7) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Mashteuiatsh se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Mashteuiatsh. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Mashteuiatsh;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Mashteuiatsh;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Mashteuiatsh;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Mashteuiatsh exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Mashteuiatsh ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des sept (7) policiers du service de police s'élève à 75 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	393 750 \$
1997-1998:	525 000 \$
1998-1999:	525 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 68 250 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 68 250 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 68 250 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 68 250 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 63 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 63 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 63 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 63 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Mashteuiatsh. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Mashteuiatsh bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Mashteuiatsh reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 100 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.

Félix Courtois
CHEF DU CONSEIL DES MONTAGNAIS
DU LAC SAINT-JEAN
par résolution adoptée
par le Conseil

M. J. L. J. May
POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA

[Signature]
POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:

[Signature]
LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:

[Signature]
LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Mashteuiatsh la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Mashteuiatsh l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Mashteuiatsh en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Mashteuiatsh l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Mashteuiatsh l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Mashteuiatsh dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Mashteuiatsh le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DES MONTAGNAIS D'ESSIPIT
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté d'Essipit, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais d'Essipit possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté d'Essipit, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve constituée du lot A-1 (partie) du Rang A, du Canton des Escoumins, ayant une superficie d'environ 95.13 acres; distraction faite de la route menant au quai d'une superficie de 1.87 acres qui demeure terre fédérale."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté d'Essipit ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté d'Essipit ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté d'Essipit, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police d'Essipit, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police d'Essipit pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté d'Essipit, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.
- Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins deux (2) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones d'Essipit se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté d'Essipit. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté d'Essipit;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté d'Essipit;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté d'Essipit;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté d'Essipit exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté d'Essipit ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des deux (2) policiers du service de police s'élève à 75 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	112 500 \$
1997-1998:	150 000 \$
1998-1999:	150 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 19 500 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 18 000 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté d'Essipit. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté d'Essipit bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté d'Essipit reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 100 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

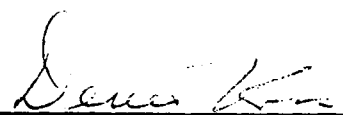
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

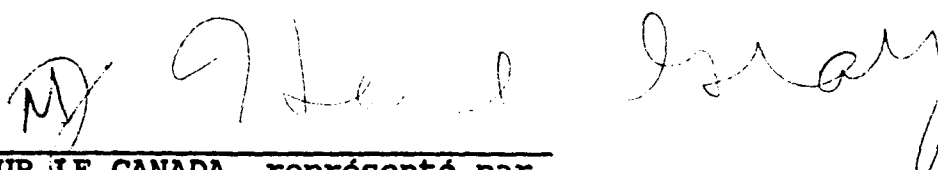
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

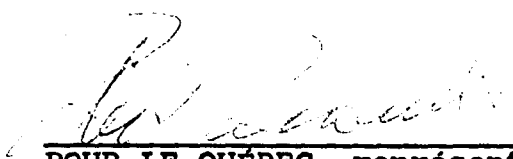
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

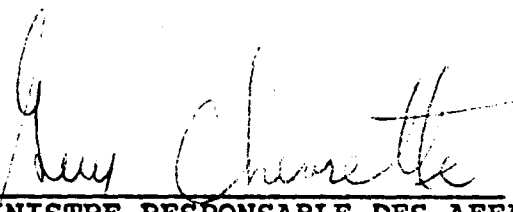
FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DE BANDE DES MONTAGNAIS
D'ESSIPIT
par résolution adoptée
par le Conseil


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté d'Essipit la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	. Maniement d'armes
	. Méthode de patrouille
	. Conduite préventive
	. Dépannage automobile
	. Mesures de sécurité en situation d'urgence
	. Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté d'Essipit l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté d'Essipit en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté d'Essipit l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté d'Essipit l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté d'Essipit dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté d'Essipit le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DE MINGAN
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Mingan, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais de Mingan possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Mingan, sur le territoire ci-après désigné:

"Bloc A, Canton de Cugnet; blocs B-5 (partie), B-6, C, D et F, Canton de Mingan, d'une superficie de 4732.63 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.
- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Mingan ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Mingan ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Mingan, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Mingan, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Mingan pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Mingan, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins deux (2) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Mingan se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Mingan. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Mingan;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Mingan;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Mingan;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.
- Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Mingan exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Mingan ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:

- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des deux (2) policiers du service de police s'élève à 80 000 \$;
- b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1^{er} juillet 1996
 au 31 mars 1997: 120 000 \$
 1997-1998: 160 000 \$
 1998-1999: 160 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.

- c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.

- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.

- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:

- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
- 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.

- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:

i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 20 800 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 20 800 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 20 800 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 20 800 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 19 200 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 19 200 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 19 200 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 19 200 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;

b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;

c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Mingan. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Mingan bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Mingan reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 120 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE


- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

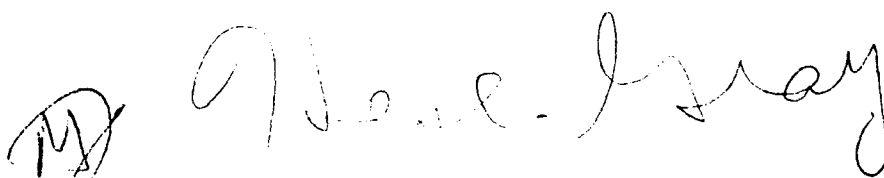
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

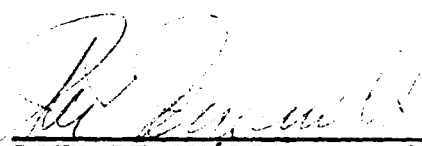
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:


FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DE BANDE DE MINGAN
par résolution adoptée
par le Conseil


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Mingan la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes mœurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85 Droit pénal I
 310-420-85 Droit pénal II
 310-520-85 Droit pénal III
 310-620-85 Droit pénal IV
 310-717-87 Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85 Criminologie et réaction sociale
 310-410-85 Criminologie juvénile
 310-906-88 Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88 Éléments de matières policières
 310-102-85 Code de sécurité routière
 310-608-88 Intervention en situation de crise
 310-551-88 Enquête criminelle
 310-507-88 Drogues
 956-005-87 Rédaction de rapport
 310-344-85 Techniques de communication
 107-901-79 Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88 Judo-karaté
 109-908-88 Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88 Stage

- . Maniement d'armes
- . Méthode de patrouille
- . Conduite préventive
- . Dépannage automobile
- . Mesures de sécurité en situation d'urgence
- . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Mingan l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Mingan en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Mingan l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Mingan l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Mingan dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Mingan le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DES MONTAGNAIS DE LA ROMAINE
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de La Romaine, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais de La Romaine possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de La Romaine, sur le territoire ci-après désigné:

"Le lot 14, village de Romaine, Canton de la Gorgendière, le tout d'une superficie de 100 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de La Romaine ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de La Romaine ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de La Romaine, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de La Romaine, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de La Romaine pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de La Romaine, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins trois (3) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de La Romaine se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de La Romaine. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de La Romaine;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de La Romaine;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de La Romaine;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.
- Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

- 8.04 Les policiers autochtones de la communauté de La Romaine exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.
- 8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de La Romaine ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des trois (3) policiers du service de police s'élève à 90 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	202 500 \$
1997-1998:	270 000 \$
1998-1999:	270 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de La Romaine. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de La Romaine bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de La Romaine reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 120 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE


- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

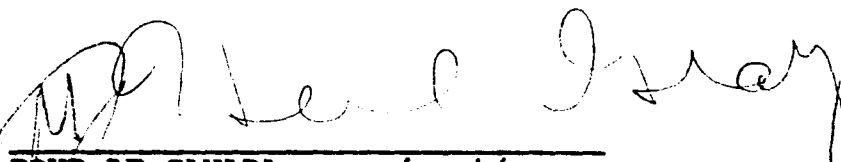
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE


- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

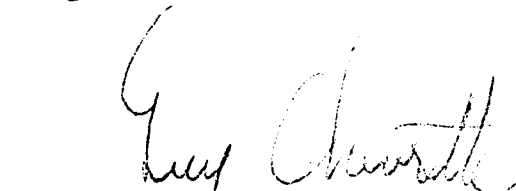
FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DE BANDE DES
MONTAGNAIS DE LA ROMAINE
par résolution adoptée
par le Conseil


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de La Romaine la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes mœurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de La Romaine l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de La Romaine en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de La Romaine l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de La Romaine l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de La Romaine dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de La Romaine le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DES MONTAGNAIS DE NATASHQUAN
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Natashquan, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais de Natashquan possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Natashquan, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve constituée du lot 9 et d'une partie du lot 11 du Canton de Natashquan; ainsi que du lot 12 et des lots 40-1 et 40-3 du Canton de Natashquan, pour une superficie totale d'environ 50.97 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Natashquan ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Natashquan ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Natashquan, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Natashquan, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Natashquan pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Natashquan, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins trois (3) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Natashquan se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Natashquan. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Natashquan;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Natashquan;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Natashquan;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Natashquan exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Natashquan ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01** Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des trois (3) policiers du service de police s'élève à 80 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	180 000 \$
1997-1998:	240 000 \$
1998-1999:	240 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02** Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03** Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04** Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;
 - iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;
 - b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente

est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:
 - i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;
 - iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.
- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;
- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;

- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Natashquan. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Natashquan bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Natashquan reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 120 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

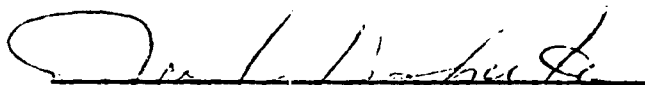
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

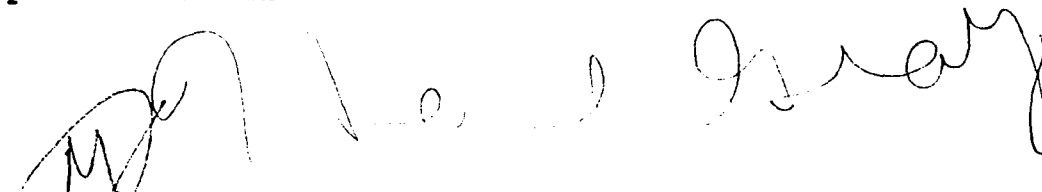
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

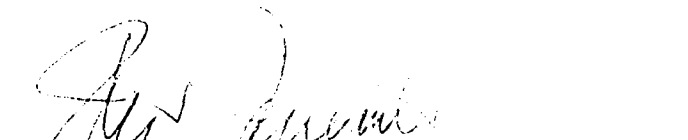
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:


FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DE BANDE DES
MONTAGNAIS DE NATASHQUAN
par résolution adoptée
par le Conseil


POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Natashquan la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes mœurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85 Droit pénal I
 310-420-85 Droit pénal II
 310-520-85 Droit pénal III
 310-620-85 Droit pénal IV
 310-717-87 Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85 Criminologie et réaction sociale
 310-410-85 Criminologie juvénile
 310-906-88 Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88 Éléments de matières policières
 310-102-85 Code de sécurité routière
 310-608-88 Intervention en situation de crise
 310-551-88 Enquête criminelle
 310-507-88 Drogues
 956-005-87 Rédaction de rapport
 310-344-85 Techniques de communication
 107-901-79 Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88 Judo-karaté
 109-908-88 Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88 Stage

- . Maniement d'armes
- . Méthode de patrouille
- . Conduite préventive
- . Dépannage automobile
- . Mesures de sécurité en situation d'urgence
- . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Natashquan l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Natashquan en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Natashquan l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Natashquan l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Natashquan dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Natashquan le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DE BANDE DES MONTAGNAIS DE NATASHQUAN
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Natashquan, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais de Natashquan possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Natashquan, sur le territoire ci-après désigné:

"Réserve constituée du lot 9 et d'une partie du lot 11 du Canton de Natashquan; ainsi que du lot 12 et des lots 40-1 et 40-3 du Canton de Natashquan, pour une superficie totale d'environ 50.97 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Natashquan ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Natashquan ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Natashquan, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Natashquan, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Natashquan pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Natashquan, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.
- Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins trois (3) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Natashquan se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Natashquan. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Natashquan;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Natashquan;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Natashquan;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Natashquan exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Natashquan ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01** Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des trois (3) policiers du service de police s'élève à 80 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	180 000 \$
1997-1998:	240 000 \$
1998-1999:	240 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02** Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03** Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04** Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;
 - iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 31 200 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;
 - b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente

est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:
 - i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;
 - iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 28 800 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.
- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;
- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;

- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Natashquan. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Natashquan bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Natashquan reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 120 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

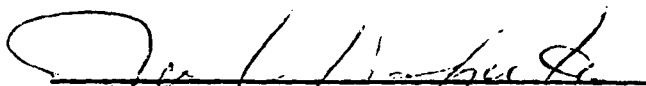
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

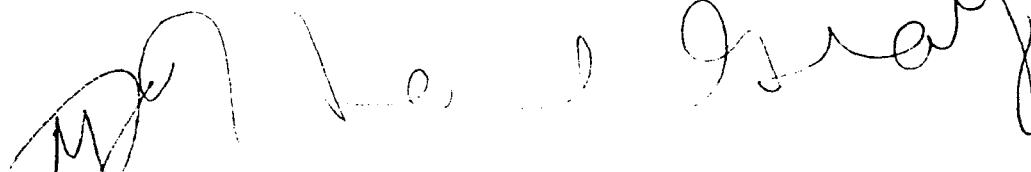
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

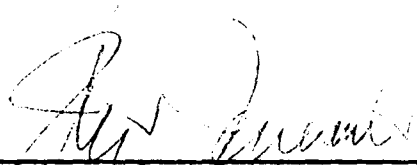
FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.



CHEF DU CONSEIL DE BANDE DES
MONTAGNAIS DE NATASHQUAN
par résolution adoptée
par le Conseil



POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA



POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:



LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:



LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Natashquan la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Natashquan l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Natashquan en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Natashquan l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Natashquan l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Natashquan dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Natashquan le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DES INDIENS MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Matimekosh et de Lac John, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais de Schefferville possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Matimekosh et de Lac John, sur les territoires ci-après désignés:

Matimekosh "Le lot 39, bloc 16, Municipalité de Schefferville, territoire du Nouveau-Québec, d'une superficie de 39.33 acres."

Lac John "Réserve constituée du Bloc 44, Municipalité de Schefferville, Territoire du Nouveau-Québec, d'une superficie de 58,07 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

- 2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.
- 2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Matimekosh et de Lac John ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Matimekosh et de Lac John, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Matimekosh et de Lac John, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Matimekosh et de Lac John pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Matimekosh et de Lac John, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.

- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.
- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins trois (3) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Matimekosh et de Lac John se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et

l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Matimekosh et de Lac John. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
 - a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Matimekosh et de Lac John;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Matimekosh et de Lac John;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.

Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Matimekosh et de Lac John exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.

8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.

- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

- 10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:
- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des trois (3) policiers du service de police s'élève à 90 000 \$;
 - b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1 ^{er} juillet 1996	
au 31 mars 1997:	202 500 \$
1997-1998:	270 000 \$
1998-1999:	270 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.
 - c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.
- 10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.
- 10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:
- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
 - 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.
- 10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:
- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;

iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 35 100 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 32 400 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;

b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;

c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou

perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 120 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

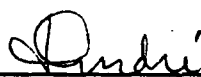
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

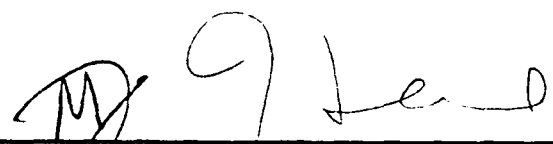
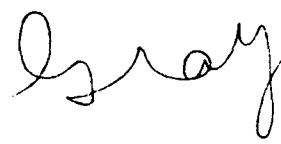
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

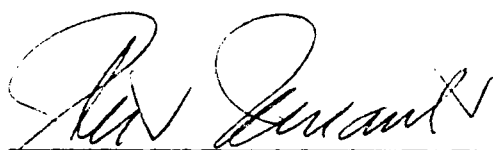
- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DES INDIENS
MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE
par résolution adoptée
par le Conseil

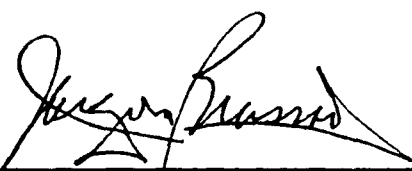
 
POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85	Droit pénal I
310-420-85	Droit pénal II
310-520-85	Droit pénal III
310-620-85	Droit pénal IV
310-717-87	Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85	Criminologie et réaction sociale
310-410-85	Criminologie juvénile
310-906-88	Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88	Éléments de matières policières
310-102-85	Code de sécurité routière
310-608-88	Intervention en situation de crise
310-551-88	Enquête criminelle
310-507-88	Drogues
956-005-87	Rédaction de rapport
310-344-85	Techniques de communication
107-901-79	Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88	Judo-karaté
109-908-88	Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88	Stage
	<ul style="list-style-type: none"> . Maniement d'armes . Méthode de patrouille . Conduite préventive . Dépannage automobile . Mesures de sécurité en situation d'urgence . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Matimekosh et de Lac John en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Matimekosh et de Lac John l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Matimekosh et de Lac John l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Matimekosh et de Lac John le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

ENTENTE SUR LES SERVICES POLICIERS

ENTRE

LE CONSEIL DES MONTAGNAIS DE PAKUA SHIPI
représenté par le Chef
(ci-après appelé le "Conseil")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le "Canada")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones
et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes
(ci-après appelé le "Québec")

PARTIE DE TROISIEME PART

ATTENDU que le Conseil, le Canada et le Québec s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Pakua Shipi, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif compatible avec la compétence du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, conforme à la compétence et à la responsabilité du Québec en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire du Québec, et respectueux de la compétence du Conseil sur son territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de reconnaître au Conseil la plus large autonomie administrative possible en matière de services policiers;

ATTENDU qu'il y a lieu d'offrir au Conseil et à son service de police l'encadrement et le soutien nécessaires en vue de faire reconnaître cette autonomie;

ATTENDU que le Conseil désire que l'encadrement et le soutien de son service de police soient fournis par le Conseil de la Police Amérindienne;

ATTENDU qu'une entente est conclue entre le Conseil de la Police Amérindienne, le Canada et le Québec afin de fournir les services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation requis par le Conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de conclure une entente relative au service de police entre le Conseil, le Canada et le Québec;

ATTENDU que la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ni créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ni d'y porter atteinte. Elle ne doit pas, non plus, être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU que les parties conviennent que la Première Nation des Montagnais de Pakua Shipi possède une culture unique de par la langue, les traditions, les coutumes et les règles qui lui sont propres.

LES PARTIES CONVIENNENT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

2.01 Service de police: désigne l'ensemble des services policiers dispensés par les policiers autochtones de la communauté de Pakua Shipi, sur le territoire ci-après désigné:

"Bloc A (partie), lots A-1, A-2, A-3, A-9 à A-23 inclusivement, A-26 à A-28 inclusivement et A-30 et A-31, Canton de Verrazzano, d'une superficie de 6,719 acres."

La description territoriale qui précède ne vaut strictement que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.02 Policier autochtone: pour les fins de la présente entente, désigne une personne nommée et assermentée constable spécial conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) incluant le constable-chef et le(s) surnuméraire(s) du service de police.

2.03 Conseil de la Police Amérindienne (ci-après désigné le CPA): corporation légalement constituée en vertu des lois du Canada dont le rôle, pour les fins de la présente entente, est de fournir l'encadrement et le soutien au service de police de la communauté de Pakua Shipi ainsi que d'assurer la coordination de la formation des membres.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet le maintien et la prestation des services policiers dans la communauté de Pakua Shipi ainsi que leur financement.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU SERVICE DE POLICE

- 5.01 Le service de police est chargé de maintenir l'ordre, la paix et la sécurité publique sur le territoire de la communauté de Pakua Shipi, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et règlements applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 5.02 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu au service de police de Pakua Shipi, à la Sûreté du Québec et à la Gendarmerie Royale du Canada en vertu de la loi.
- 5.03 Les parties conviennent que la Gendarmerie Royale du Canada, la Sûreté du Québec et le service de police de Pakua Shipi pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 6.01 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance de la direction du service de police, le Conseil devra établir et maintenir un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.
- 6.02 Les parties reconnaissent que le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.
- 6.03 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir les orientations et les priorités communautaires au service de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers fournis à la communauté de Pakua Shipi, sur son territoire. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - NIVEAU DE GESTION

- 7.01 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, l'ensemble de la gestion des services de police sera assuré par le CPA et ce, de façon transitoire.
- 7.02 D'un commun accord entre les parties, et ce, pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1999, la gestion des services de police sera sous l'autorité du Conseil. Pour ce faire, le Conseil bénéficiera du soutien, de l'encadrement et de la coordination de la formation fournis par le CPA selon les modalités décrites à l'article 11 et dont la description se retrouve aux annexes A et B.
- 7.03 Au plus tard le 1^{er} avril 1997, le Conseil prendra l'entière responsabilité de la gestion financière des services de police de sa communauté.

Une communauté qui souhaite prendre en charge l'administration du budget de ses services de police peut le faire avant la date d'échéance du 1^{er} avril 1997, et, le cas échéant, doit en aviser le CPA, le Québec et le Canada.
- 7.04 Le service de police est sous la direction d'un constable-chef qui le commande.

- 7.05 Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.06 Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au constable-chef du service de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer son travail.
- 7.07 Entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, les parties évalueront la gestion du service de police. Lorsque les objectifs décrits ci-après seront atteints à la satisfaction des parties, le Conseil assumera la pleine autonomie de gestion des services policiers:
- a) le Conseil se sera conformé au plan de gestion financière du service de police au niveau de la masse salariale et pourra se conformer à celui maintenu depuis le début de l'entente dans le domaine des dépenses opérationnelles;
 - b) le Conseil aura respecté les obligations contenues dans la présente entente;
 - c) les policiers autochtones auront respecté les procédés et les politiques administratives et opérationnelles que le Conseil aura approuvés au cours de la deuxième année de l'entente; ces procédés et politiques tiennent lieu de directives à l'égard de la gestion des activités policières;
 - d) le constable-chef sera évalué par le centre d'appréciation du personnel policier de l'Institut de police du Québec et devra y obtenir une recommandation favorable;
 - e) le Conseil aura respecté le programme de formation prévu pour chacun des policiers autochtones, tel que décrit à l'annexe "A".

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.01 Le service de police est composé d'au moins deux (2) policiers autochtones incluant le constable-chef.
- 8.02 La sélection des policiers autochtones et des surnuméraires se fait de la manière suivante:
- a) conformément à la politique d'embauche du Conseil et par résolution, celui-ci transmet au Québec la liste de candidats retenus, pour fin d'enquête de caractère;
 - b) les résultats de l'enquête de caractère sont transmis au Conseil qui procédera à la sélection finale, si le nombre de candidats ayant obtenu une recommandation favorable dépasse le nombre de policiers autochtones requis.
- 8.03 La nomination et l'assermentation des policiers autochtones de Pakua Shipi se feront conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) aux conditions suivantes:
- 1) Le ministère de la Sécurité publique recommande, dans les plus brefs délais, la nomination et l'assermentation, à titre de policier autochtone et pour une durée à être déterminée, les personnes choisies par le Conseil par voie de résolution.

- 2) Les policiers autochtones ainsi nommés pourront exercer leurs pouvoirs sur le territoire de la communauté de Pakua Shipi. Ils conservent également leur statut de policiers autochtones pour tout le territoire de la province dans les cas suivants:
- a) lors du transport d'un détenu étant accusé en vertu d'une infraction commise sur le territoire de la communauté de Pakua Shipi;
 - b) lors de l'exécution d'un mandat d'arrestation valide et dûment signé par un juge de paix;
 - c) lors d'une poursuite active initiée dans le territoire de la communauté de Pakua Shipi;
 - d) lors d'une enquête dans les municipalités avoisinantes, pour un crime commis sur le territoire de la communauté, et ce, à condition:
 - i) que le service de police de la municipalité concernée soit avisé et ait donné son accord sur toute action entreprise par le service de police de la communauté de Pakua Shipi;
 - ii) que le Conseil établisse une procédure à ce sujet consignée dans une directive connue des policiers autochtones qui doivent s'y conformer;
 - iii) qu'en cas de difficultés, la procédure prévoie la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question;
 - iv) que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.
- 3) Les policiers autochtones peuvent prêter assistance à la Sûreté du Québec à la condition que l'officier responsable dans le poste concerné en fasse la demande expresse au constable-chef, et que ce dernier ait donné l'autorisation à ses policiers autochtones d'intervenir conformément à la politique établie par le Conseil.
- Il est entendu que les policiers autochtones conservent leur statut d'agents de la paix lorsqu'ils prêtent assistance à la Sûreté du Québec aux conditions énoncées dans cet article.

- 8.04 Les policiers autochtones de la communauté de Pakua Shipi exerceront leurs fonctions à l'emploi du Conseil.
- 8.05 Sous l'autorité du Conseil, le constable-chef est chargé de diriger le service de police de la communauté de Pakua Shipi ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENTS

- 9.01 Le matériel et les équipements nécessaires au bon fonctionnement du service de police seront acquis en fonction des budgets disponibles identifiés à l'article 10.
- 9.02 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.
- 9.03 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les sommes versées en vertu de

la présente entente, aux seules fins des services policiers.

ARTICLE 10 - FINANCE ET ADMINISTRATION

10.01 Les parties conviennent d'établir le budget du service de police selon le principe du coût unitaire et aux conditions suivantes:

- a) Le coût unitaire alloué pour chacun des deux (2) policiers du service de police s'élève à 90 000 \$;
- b) Le budget du service de police pour chacune des années financières, est de:

Du 1^{er} juillet 1996
 au 31 mars 1997: 135 000 \$
 1997-1998: 180 000 \$
 1998-1999: 180 000 \$

Ces budgets incluent tous les coûts opérationnels de la prestation des services policiers.

- c) D'un commun accord entre les parties, le budget de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997 sera versé directement au CPA qui assurera la gestion des services de police pour la communauté.

10.02 Le budget prévu dans la présente entente ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.

10.03 Le Canada et le Québec partageront les coûts du budget indiqué à 10.01 selon les modalités suivantes:

- 1) Cinquante-deux pour cent (52%) payé par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) payé par le Québec;
- 2) A l'exception de la période du 1^{er} juillet 1996 au 31 mars 1997, le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.

10.04 Les modalités de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999:
 - i) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 23 400 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'avril de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 23 400 \$, sera versé durant la première semaine du mois de juillet de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 23 400 \$, sera versé durant la première semaine du mois d'octobre de chaque année financière;
 - iv) 25% de la part du Canada prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 23 400 \$, sera versé durant la première semaine du mois de janvier de chaque année financière;

- b) Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement.

10.05 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 10.01 sont les suivantes:

- a) Pour les exercices de 1997-1998 et 1998-1999, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

- i) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un premier versement de 21 600 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;

- ii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un deuxième versement de 21 600 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;

- iii) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un troisième versement de 21 600 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;

- iv) 25% de la part du Québec prévue à l'article 10.01 pour un dernier versement de 21 600 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.

- b) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le service de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

10.06 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du service de police.

10.07 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu de l'article 10.01 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le constable-chef soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998 et 1998-1999, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, en tout temps.

- 10.08 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du service de police pour les années financières 1997-1998 et 1998-1999 sont inférieurs au total des contributions versées par le Canada et le Québec, l'excédent de ces sommes est conservé par le Conseil et doit être utilisé uniquement aux fins du service de police de la communauté de Pakua Shipi. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.
- 10.09 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, pour une somme minimum de 5 millions de dollars par événement, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers autochtones du service de police.
- 10.10 Le Conseil fournit, à la demande du Canada ou du Québec, une preuve d'assurance sous une forme jugée acceptable par ces derniers.
- 10.11 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou de ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages, des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.12 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte,

omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 11 - ENCADREMENT, SOUTIEN ET FORMATION

- 11.01 Le service de police de la communauté de Pakua Shipi bénéficie de l'encadrement, du soutien et de la coordination de la formation fournis par le CPA conformément aux annexes A et B.
- 11.02 Le service de police de la communauté de Pakua Shipi reçoit l'encadrement et le soutien requis sur une base de 120 jours par année, en premier lieu par la visite d'un agent de liaison du CPA ou au besoin par tout autre moyen dépendamment des exigences exprimées par le Conseil.
- 11.03 Le Canada et le Québec ont conclu une entente avec le CPA aux fins d'assurer le financement et la prestation des services d'encadrement, de soutien et de coordination de la formation.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 12.01 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de former un comité pour remédier à la situation. Ce comité doit être formé d'un représentant de chacune des parties.
- 12.02 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.
- 12.03 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

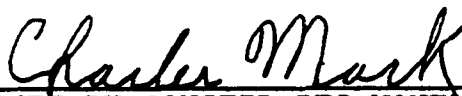
- 13.01 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.


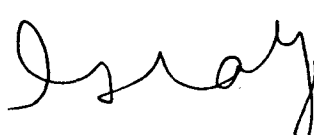
ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

- 14.01 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} juillet 1996 et se termine le 31 mars 1999.
- 14.02 Il n'y a pas de tacite reconduction de cette entente.
- 14.03 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CET EFFET ONT
SIGNÉ:


FAIT A QUÉBEC, le 1^{er} octobre 1996.


CHEF DU CONSEIL DES MONTAGNAIS
DE PAKUA SHIPI
par résolution adoptée
par le Conseil


 
POUR LE CANADA, représenté par
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE "A"

PROGRAMME DE FORMATION DES POLICIERS
AUTOCHTONES

Le CPA assure aux membres du service de police de la communauté de Pakua Shipi la coordination du programme de formation. En ce qui concerne les activités de formation de base, il partagera les responsabilités relatives à celles-ci avec le Collège d'Alma de la manière suivante:

Par le CPA:

Gestion financière

- . négociation des budgets (formation)
- . gestion des ententes (formation)
- . contrôles financiers

Recrutement

- . sélection des candidats
- . évaluation des besoins de formation

Coordination

- . liaison avec les communautés
- . liaison avec les ressources de formation

Par le Collège d'Alma:

Gestion pédagogique

- . sélection des professeurs
- . engagements des ressources humaines
- . évaluation

Prestation de l'enseignement

- . conceptions de l'horaire
- . encadrement
- . supervision de l'activité académique
- . reconnaissance de la formation
- . suivi et évaluation comportementale de l'étudiant en fonction des activités académiques

Reconnaissance

- . un bulletin cumulatif des cours suivis
- . reconnaissance de la formation policière autochtone par le Collège (A.E.C. "maison")

Prérequis

- . secondaire IV ou équivalence
- . bonnes moeurs
- . amérindien
- . recommandé par un service de police autochtone

Lien avec l'Institut de Police du Québec

- . le Collège d'Alma et l'Institut de Police du Québec s'entendent pour établir un protocole de collaboration concernant leurs responsabilités respectives quant à la prestation de la formation. Ce protocole devra être finalisé au plus tard un mois après la signature de l'entente.

Les cours offerts par le Collège d'Alma à l'intérieur du programme de formation de base sont les suivants:

DROIT

310-320-85 Droit pénal I
 310-420-85 Droit pénal II
 310-520-85 Droit pénal III
 310-620-85 Droit pénal IV
 310-717-87 Introduction à la législation locale

CRIMINOLOGIE

310-210-85 Criminologie et réaction sociale
 310-410-85 Criminologie juvénile
 310-906-88 Prévention et relations communautaires

FONCTIONS POLICIERES

310-624-88 Éléments de matières policières
 310-102-85 Code de sécurité routière
 310-608-88 Intervention en situation de crise
 310-551-88 Enquête criminelle
 310-507-88 Drogues
 956-005-87 Rédaction de rapport
 310-344-85 Techniques de communication
 107-901-79 Soins d'urgence

CONDITION PHYSIQUE

109-906-88 Judo-karaté
 109-908-88 Éducation physique (defendo)

COURS COMPLÉMENTAIRES (STAGE)

310-604-88 Stage

- . Maniement d'armes
- . Méthode de patrouille
- . Conduite préventive
- . Dépannage automobile
- . Mesures de sécurité en situation d'urgence
- . Projet d'intervention en relations communautaires

S'il désire avoir accès au programme régulier de l'Institut de Police du Québec, l'étudiant ayant obtenu l'attestation d'études du Collège d'Alma devra se conformer aux mêmes prérequis que tout autre candidat.

ANNEXE "B"

ENCADREMENT ET SOUTIEN

Le Conseil de la Police Amérindienne (C.P.A.) fournit au service de police de la communauté de Pakua Shipi l'encadrement et le soutien administratifs et techniques requis de la manière suivante:

a) Négociation

Le C.P.A., conformément au mandat dûment accordé, représente les intérêts de la communauté de Pakua Shipi en regard des services policiers.

b) Administration financière et matérielle

Le C.P.A. fournit à la communauté de Pakua Shipi l'expertise et le support technique requis pour l'administration des budgets alloués, de même que pour la préparation, l'élaboration, la présentation et l'application des plans comptables.

Le C.P.A. assiste et conseille l'administration locale dans l'élaboration des politiques de gestion.

c) Ressources humaines

Le C.P.A. fournit à la communauté de Pakua Shipi l'expertise et le support technique aux fins de recruter des candidats aux postes de policier autochtone.

Le C.P.A. s'assure que les candidats retenus reçoivent la formation requise pour effectuer efficacement leur travail, de même qu'une mise à jour de leurs connaissances en cours d'emploi. A cette fin, il coordonne le programme de formation de base et d'appoint décrit à l'annexe A de l'entente sur les services policiers.

Le C.P.A. collabore au processus d'évaluation des policiers locaux. Il assiste le constable-chef dans la préparation des horaires de travail, l'assignation de la main-d'oeuvre, la planification des vacances annuelles, le contrôle de l'assiduité et toutes autres matières reliées à la gestion des ressources humaines.

d) Soutien opérationnel

Le C.P.A. assiste et conseille, au besoin, les membres du service de police de la communauté de Pakua Shipi dans l'exécution de leurs tâches opérationnelles notamment, en agissant à titre de personnes ressources auprès d'eux en ce qui a trait à leur formation policière.

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la vérification des dossiers, afin de s'assurer de l'application correcte des politiques et procédés.

Le C.P.A. conseille le constable-chef dans la planification et la mise en oeuvre de programmes de prévention et de relations communautaires.

Le C.P.A. assiste le constable-chef dans la production de tout rapport relatif à l'efficacité des services policiers et des correctifs à apporter, le cas échéant.

e) Statistiques

Le C.P.A. assiste et conseille le constable-chef dans la compilation et la présentation des statistiques mensuelles.

f) Soutien juridique

Le C.P.A. fournit au service de police de la communauté de Pakua Shipi le soutien juridique requis afin de s'assurer que ces activités sont conformes aux lois, règlements et procédures en vigueur.

**ENTENTE PROVISOIRE CONCERNANT LE MAINTIEN DE L'ORDRE
A KANESATAKE**

ENTRE

LES MOHAWKS DE KANESATAKE
représentés par l'instance décisionnelle le Conseil mohawk de Kanesatake
(ci-après appelé "Kanesatake")

et

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par le ministre de la Sécurité publique,
le ministre responsable des Affaires autochtones et
le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
(ci-après appelé "le Québec")

et

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
représenté par le Solliciteur général du Canada
(ci-après appelé "le Canada")

ATTENDU QUE les parties à la présente entente veulent unir leurs efforts aux fins d'assurer, à Kanesatake, des services de maintien de l'ordre efficaces, efficients, de qualité professionnelle et respectueux de la culture du milieu et ce conformément aux besoins et aux attentes des populations concernées;

ATTENDU QUE les parties reconnaissent qu'aucune disposition de la présente entente n'a pour effet de créer, reconnaître ou nier des droits ancestraux ou issus de traités, des droits constitutionnels ou autres, des privilèges ou libertés que détient ou pourrait obtenir l'une ou l'autre des parties, ni d'enfreindre ou de compromettre toute négociation entre les parties;

ATTENDU QUE les parties reconnaissent que la zone de patrouille telle que définie dans la présente entente ne vise pas à créer ou à reconnaître deux catégories parmi les terres en possession des Mohawks de Kanesatake, et que cette définition vise uniquement la mise en oeuvre de la présente entente provisoire;

ATTENDU QUE, en concluant la présente entente, les parties expriment clairement leur intention de se concerter quant à l'exercice de leur autorité respective en matière de prestation de services de maintien de l'ordre à Kanesatake, tel que stipulé aux fins de la présente entente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1: OBJECTIFS DE L'ENTENTE ET DÉFINITIONS

- 1.1 Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente entente.
- 1.2 L'objectif de la présente entente est d'établir des mesures provisoires de maintien de l'ordre dans la communauté de Kanesatake, c'est-à-dire:

- (a) d'instituer des constables spéciaux, les Peacekeepers de Kanesatake, dont le niveau et les normes seront les mêmes qu'ailleurs dans la province de Québec et au Canada;
- (b) d'identifier les termes, les conditions et les relations entre les parties concernant les mesures de maintien de l'ordre;
- (c) de clarifier les rôles et les responsabilités du Conseil mohawk de Kanesatake, du Comité de sécurité publique de Kanesatake et des Peacekeepers de Kanesatake et de définir les relations entre eux.

1.3 A moins de dispositions contraires, les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente entente:

- (a) "entente" La présente entente tripartite signée par les trois parties susmentionnées;
- (b) "maintien de l'ordre" Les services assurés par la police;
- (c) "Peacekeepers de Kanesatake" Le service de police de Kanesatake composé de constables spéciaux qui assurent des services de police dans la zone de patrouille définie dans le cadre de la présente entente;
- (d) "peacekeeper" Membre des Peacekeepers de Kanesatake, y compris le chef, qui a reçu une formation de base en matière de police à l'Institut de police du Québec ou dans un autre établissement canadien reconnu et qui a été dûment nommé et assermenté conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police du Québec, L.R.Q. chap. P-13;
- (e) "Comité de sécurité publique de Kanesatake" Le comité établi par le Conseil en vertu de l'article 5 qui régit les Peacekeepers de Kanesatake;
- (f) "Comité de liaison" Le comité établi en vertu de l'article 7 en tant qu'organisme consultatif chargé de surveiller la mise en oeuvre et l'application de la présente entente;
- (g) "zone de patrouille" Le secteur dans lequel les Peacekeepers de Kanesatake assument des fonctions de police tel que précisé à l'annexe "A".

ARTICLE 2: ANNEXES

2.1 Les annexes suivantes sont incorporées à l'entente et en font partie intégrante:

Annexe "A": Zone de patrouille de Kanesatake

Annexe "B": Dispositions du Code de déontologie des policiers du Québec

ARTICLE 3: DURÉE DE L'ENTENTE

3.1 L'entente est en vigueur à partir de la date de la signature jusqu'au 31 mars 1998, sous réserve des dispositions relatives à la résiliation prévues à l'entente.

3.2 Les parties conviennent, par la présente, de commencer au plus tôt le 1^{er} juin 1997 et au plus tard le 30 septembre 1997 à négocier de bonne foi les conditions d'une nouvelle entente de police et de conclure ces négociations pour le 31 janvier 1998. Nonobstant toutes les autres dispositions de la présente entente, si les négociations se poursuivent de bonne foi mais qu'aucune entente nouvelle n'a été conclue au 31

mars 1998, (et ce à moins que les parties n'en aient convenu autrement), les conditions de la présente entente demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle entente entre en vigueur ou jusqu'au 31 mars 1999, la première de ces deux dates étant retenue.

ARTICLE 4: PEACEKEEPERS DE KANESATAKE

- 4.1** Les Peacekeepers de Kanesatake sont, par la présente, établis comme le service de police chargé de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans la zone de patrouille, de prévenir le crime et les infractions aux lois applicables et d'en rechercher les auteurs.
- 4.2** Les parties reconnaissent que le service de police est d'une nature distincte et que, par conséquent, les dispositions de la présente entente ne doivent pas être interprétées comme signifiant que les Peacekeepers de Kanesatake sont un corps de police provincial ou municipal.
- 4.3** Il est convenu que les membres des Peacekeepers de Kanesatake exerceront leurs fonctions en tant qu'employés du Conseil mohawk de Kanesatake sous la direction d'un chef des Peacekeepers.
- 4.4** Les membres des Peacekeepers de Kanesatake sont sélectionnés et nommés conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police du Québec, L.R.Q., chap. P-13 conformément à la procédure suivante:
- (a) le Conseil dresse une liste des candidats choisis conformément à sa politique d'embauche;
 - (b) la liste mentionnée à l'alinéa (a) est soumise au Québec sous forme de résolution; dans cette résolution, le Conseil demande au Québec d'effectuer des enquêtes de caractère des candidats;
 - (c) les enquêtes de caractère sont faites par la Sûreté du Québec et les résultats sont envoyés au Conseil;
 - (d) les Peacekeepers de Kanesatake sont nommés et assermentés conformément aux articles 80 et 83 de la Loi de police du Québec, sous réserve des conditions suivantes:
 - (i) le Conseil demande, par voie de résolution, au ministère de la Sécurité publique de recommander la nomination et l'assermentation des personnes nommées dans la résolution pour une période déterminée;
 - (ii) les membres des Peacekeepers de Kanesatake ainsi nommés exercent leurs fonctions dans la zone de patrouille; cependant, ils conservent leur statut d'agent de la paix dans tout le territoire du Québec dans les circonstances suivantes:
 - (I) lors du transport d'un détenu accusé d'une infraction commise dans la zone de patrouille,
 - (II) lors de l'exécution d'un mandat d'arrêt valide et dûment signé par un juge de paix,
 - (III) lors d'une poursuite active qui a commencé dans la zone de patrouille,

(IV)

lors d'une enquête menée à l'extérieur de la zone de patrouille dans la province de Québec, en rapport avec une infraction commise dans la zone de patrouille, à condition:

1. que le corps de police de la municipalité concernée soit avisé de l'action entreprise par les Peacemakers de Kanesatake et ait donné son accord,
2. que le Comité adopte une procédure dûment établie connue des Peacemakers de Kanesatake qui doivent s'y conformer,
3. qu'en cas de difficulté, la procédure prévoit la demande de l'assistance du corps de police de la municipalité en question,
4. que cette enquête soit dûment consignée dans un registre tenu spécialement à cet effet.

ARTICLE 5: INDÉPENDANCE POLICIERE ET IMPUTABILITÉ

5.1 Il est convenu qu'afin d'assurer l'indépendance fonctionnelle des Peacemakers de Kanesatake, le Conseil mohawk de Kanesatake instituera un Comité de sécurité publique (le "Comité") imputable devant le Conseil de l'orientation des Peacemakers de Kanesatake et chargé de déterminer leurs buts, objectifs, priorités et politiques de gestion et d'en surveiller l'application.

5.2 Il est entendu que les responsabilités du Comité de sécurité publique de Kanesatake seront les suivantes:

- a) consulter et conseiller le Conseil mohawk de Kanesatake sur les questions de police et autres questions connexes;
- b) fixer, en consultation avec le Conseil mohawk de Kanesatake, les buts, les objectifs et les priorités des Peacemakers de Kanesatake et veiller à ce qu'ils soient réalisés;
- c) porter les préoccupations concernant les services de police de la communauté de Kanesatake à l'attention du chef des Peacemakers et du Conseil mohawk de Kanesatake;
- d) aider à trouver et à mettre en oeuvre des projets communautaires en matière de maintien de l'ordre;
- e) veiller à ce que les objectifs des Peacemakers de Kanesatake, à savoir protéger la vie et les biens, appliquer la loi et mettre en oeuvre des services de police préventifs soient atteints de façon efficiente, efficace et professionnelle;
- f) établir des politiques et des normes pour la gestion et l'administration efficaces des Peacemakers de Kanesatake, y compris des normes de rendement pour le chef des Peacemakers;
- g) créer un code de discipline et veiller à ce que les Peacemakers de Kanesatake disposent de mécanismes de règlement impartial et indépendant des plaintes et des griefs en ce qui concerne la discipline et le licenciement;

- b) surveiller l'utilisation du budget prévu au paragraphe 9.1 de la présente entente pour les Peacekeepers de Kanesatake et donner des conseils financiers et administratifs concernant les Peacekeepers de Kanesatake;
- i) fournir un rapport annuel au Conseil mohawk de Kanesatake concernant le fonctionnement et l'administration des Peacekeepers de Kanesatake;
- j) veiller à ce que les Peacekeepers de Kanesatake tiennent un système complet et à jour de rapports d'incidents et qu'ils transmettent de tels rapports sur demande;
- k) élaborer et mettre en oeuvre des programmes d'information publique et de vulgarisation sur les rôles et les responsabilités du Comité de sécurité publique de Kanesatake;
- l) choisir un président parmi ses membres;
- m) se réunir au moins une fois par trimestre.

5.3 Le Comité de sécurité publique de Kanesatake comprend un maximum de cinq (5) membres nommés par le Conseil.

5.4 Dans les six (6) mois suivant la signature de la présente entente, le Conseil adoptera les règles et procédures du Comité de sécurité publique de Kanesatake, lesquelles prévoiront:

- a) qu'aucun membre du Comité ne doit détenir une charge politique pour laquelle il a été élu, comme celle de grand chef ou de chef, ni être titulaire d'une charge publique fédérale, provinciale ou municipale;
- b) que tous les membres doivent avoir au moins 18 ans, être de bonnes moeurs, faire preuve de crédibilité et avoir bonne réputation dans la communauté de Kanesatake;
- c) qu'aucun membre ne doit être à l'emploi des Peacekeepers de Kanesatake;
- d) que les membres peuvent être démis de leurs fonctions conformément aux procédures établies:
 - (i) s'ils sont condamnés pour une infraction criminelle;
 - (ii) s'ils manquent à leur serment de confidentialité;
 - (iii) s'ils sont absents de trois (3) réunions consécutives du Comité sans raison valable;
 - (iv) s'ils interviennent dans la gestion opérationnelle de cas particuliers dans le processus d'enquêtes et de poursuites.

5.5 Pour la durée de la présente entente, les réunions du Comité seront régies par les politiques et procédures suivantes:

- a) le Comité se réunit au moins tous les trois (3) mois;
- b) les procès-verbaux de toutes les réunions sont consignés et conservés par le Comité; une copie est envoyée au Canada et au Québec;

- c) les réunions et les audiences tenues par le Comité sont ouvertes au public à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par le Comité pour des raisons exceptionnelles;
 - d) trois (3) membres votants du Comité constituent le quorum; et
 - e) les décisions du Comité sont rendues par vote de majorité simple des membres présents.
- 5.6 La Comité veille à ce que le chef, dans l'exercice de ses fonctions, exerce ses pouvoirs en toute indépendance du Conseil, de ses membres ou de son personnel.
- 5.7 Il est convenu que le Conseil, ses membres, son personnel et tout organisme établi par le Conseil doivent s'abstenir de donner des directives au chef des Peacekeepers et aux membres des Peacekeepers de Kanesatake concernant des décisions opérationnelles particulières ou des opérations quotidiennes des Peacekeepers de Kanesatake.

ARTICLE 6: DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

- 6.1 Il est convenu qu'en matière de déontologie policière, les dispositions du Code de déontologie des policiers du Québec (voir annexe B) et les modifications qui y seront apportées régissent la conduite des Peacekeepers de Kanesatake.
- 6.2 Il est convenu que, concernant les questions de discipline, le Comité de sécurité publique de Kanesatake élabore et met en oeuvre, dans les six (6) mois de la signature de la présente entente, un code de discipline pour les Peacekeepers de Kanesatake.

ARTICLE 7: COMITÉ DE LIAISON

- 7.1 Le comité de liaison des Peacekeepers de Kanesatake (le "comité de liaison") est constitué par les présentes comme organisme consultatif chargé de surveiller la mise en oeuvre et l'application de la présente entente.
- 7.2 Le comité de liaison est constitué de quatre (4) membres dont:
- a) deux (2) membres nommés par le Conseil;
 - b) un (1) membre nommé par le Québec;
 - c) un (1) membre nommé par le Canada.
- 7.3 Il est entendu que tout membre du comité de liaison peut inviter des observateurs s'il l'estime nécessaire.
- 7.4 Le comité de liaison se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois tous les deux (2) mois pendant la durée de la présente entente.
- 7.5 Le comité de liaison a pour fonctions principales:
- a) d'assurer un forum de liaison et de promouvoir la coopération entre le Québec, Kanesatake et le Canada;
 - b) d'évaluer les besoins en formation des policiers travaillant dans la zone de patrouille et de formuler des recommandations concernant: le choix des institutions de formation policière; l'élaboration et la mise en oeuvre d'un

programme annuel de formation; d'autres programmes portant, entre autres, sur les détachements, les échanges et la formation spécialisée;

- c) d'assurer le suivi de l'élaboration et de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 8 de la présente entente concernant l'assistance mutuelle et la coopération opérationnelle entre les Peacekeepers de Kanesatake, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada et de surveiller la mise en oeuvre de toute autre entente éventuelle conclue entre les Peacekeepers de Kanesatake et tout autre service de police;
 - d) de résoudre les conflits entre les parties conformément à l'article 12 de la présente entente;
 - e) de recevoir les rapports d'activités annuels et les transmettre aux parties de la présente entente;
 - f) d'examiner les demandes budgétaires annuelles et spéciales et les transmettre aux parties de la présente entente;
 - g) de faire les recommandations qu'il juge appropriées aux parties sur la mise en oeuvre de la présente entente.
- 7.6 Les parties s'engagent à informer le comité de liaison en temps opportun de toute question qui peut être considérée d'un intérêt important par une ou toutes les parties et qui peut avoir des répercussions défavorables en matière de police. Dans un tel cas, une ou les parties donnera au comité de liaison un délai suffisant pour examiner la question.
- 7.7 Durant le délai prévu au paragraphe 7.6, les parties s'entendent pour faire tous les efforts nécessaires afin d'éviter tout conflit relatif à la question soumise.

ARTICLE 8: ASSISTANCE MUTUELLE ET COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE

- 8.1 Il est entendu que la présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu à la Sûreté du Québec, à la Gendarmerie royale du Canada ou aux Peacekeepers de Kanesatake en vertu de la loi.
- 8.2 Il est de plus entendu que, pour les fins de la présente entente, il appartient en premier lieu aux Peacekeepers de Kanesatake d'assurer la prestation de services de maintien de l'ordre dans la zone de patrouille tandis qu'il appartient en premier lieu à la Sûreté du Québec d'assurer la prestation de services de police dans le Village et la Paroisse d'Oka, à l'extérieur de la zone de patrouille. Afin d'assurer une assistance mutuelle et une coopération optimales entre agents de la paix, les Peacekeepers de Kanesatake et la Sûreté du Québec doivent, le plus tôt possible, ratifier un protocole sur les opérations policières concernant la prestation de services de police tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de patrouille.
- 8.3 La Sûreté du Québec, la Gendarmerie royale du Canada et les Peacekeepers de Kanesatake prendront également les mesures nécessaires pour assurer une assistance mutuelle et une coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 9: DISPOSITIONS FINANCIERES

- 9.1 Le Québec et le Canada conviennent de contribuer au financement des Peacekeepers de Kanesatake de la façon suivante:

a) La contribution financière maximale au budget des Peacekeepers de Kanesatake est de 1 250 000 \$ par an;

b) Le budget du service de police est le suivant:

du 1 ^{er} décembre 1996	
au 31 mars 1997:	416 666 \$
du 1 ^{er} avril 1997	
au 31 mars 1998:	1 250 000 \$

Cette contribution couvre tous les coûts occasionnés par la mise en oeuvre de la présente entente.

9.2 La contribution financière mentionnée au paragraphe 9.1 ne couvre pas les dépenses supplémentaires occasionnées par des événements imprévisibles ou inhabituels ou dans des cas de force majeure. Si de tels événements se produisaient entraînant des dépenses supplémentaires de maintien de l'ordre, les parties s'engagent à examiner la question et à prendre les dispositions appropriées en vue de contributions financières additionnelles.

9.3 Le coût total prévu au paragraphe 9.1 sera partagé par le Canada et le Québec et versé directement au Conseil de la manière suivante: cinquante-deux pour cent (52%) par le Canada et quarante-huit pour cent (48%) par le Québec.

9.4 La contribution du Canada prévue au paragraphe 9.1 sera versée comme suit:

a) Pour la période du 1^{er} décembre 1996 au 31 mars 1997:

la part du Canada prévue au paragraphe 9.1 sera versée en un seul paiement de 216 666 \$, deux semaines après la signature de la présente entente;

b) Pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998:

(i) un premier versement de 149 500 \$, au cours de la première semaine d'avril 1997;

(ii) 11 versements mensuels de 45 500 \$, au cours de la première semaine de chaque mois suivant.

Le versement de la contribution du Canada pour les services de police, en vertu de la présente entente, est sujet à l'approbation des crédits nécessaires par le Parlement du Canada en vertu de l'article 40 de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C., chap. F-11.

9.5 La contribution du Québec prévue au paragraphe 9.1 sera versée comme suit:

a) Pour la période du 1^{er} décembre 1996 au 31 mars 1997:

(i) 75% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.1 sera versée en un versement initial de 150 000 \$, deux semaines après la signature de la présente entente;

(ii) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.1 sera versée en un deuxième versement de 50 000 \$, la première semaine de février 1997.

b) Pour la période allant du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998:

Le Québec fera trois versements au Conseil, comme suit:

- (i) un versement initial de 300 000 \$, au cours de la première semaine de juin 1997;
- (ii) un deuxième versement de 150 000 \$, au cours de la première semaine d'octobre 1997;
- (iii) un dernier versement de 150 000 \$, au cours de la première semaine de février 1998.

Le versement de fonds par le Québec pour les services de police prévus à la présente entente est sujet à l'approbation des crédits nécessaires votés par l'Assemblée nationale.

9.6 Le Conseil mohawk de Kanesatake doit:

- a) consacrer toutes les contributions financières versées aux termes de la présente entente à la prestation, par les Peasekeepers de Kanesatake, de services de police à la communauté de Kanesatake;
- b) tenir des registres financiers à l'égard des coûts des Peasekeepers de Kanesatake conformément aux principes comptables généralement acceptés prescrits par le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, notamment des registres appropriés de toutes les dépenses faites et engagements pris par le Conseil mohawk de Kanesatake relativement à la prestation de services de police à la communauté de Kanesatake ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- c) conserver tous les documents et registres ayant trait aux coûts des Peasekeepers de Kanesatake, pour une période de sept (7) ans après l'expiration ou la résiliation de la présente entente;
- d) dans les trois (3) mois suivant la fin de l'année financière, présenter au Canada et au Québec un état financier vérifié par un comptable agréé des opérations financières des Peasekeepers de Kanesatake pour cette année financière. Cet état rend compte des fonds fournis par le Canada et le Québec en vertu de la présente entente pour les opérations de l'année financière précédente et consiste en un bilan et en un état des recettes et des dépenses, qui soient acceptables, en forme et en contenu, pour le Canada et le Québec;
- e) veiller à ce que le Canada et le Québec aient accès, au cours de la période de la présente entente, et pendant un (1) an après l'expiration ou la résiliation de celle-ci, à tous les documents financiers et autres registres ayant trait à la présente entente, sur préavis de vingt-quatre (24) heures et pendant les heures de bureau.

9.7 Le Canada et le Québec peuvent chacun engager, à leurs frais, un vérificateur indépendant qui sera chargé d'examiner les registres financiers et les comptes tenus par le Conseil mohawk de Kanesatake en rapport avec les coûts des Peasekeepers de Kanesatake pour s'assurer que les fonds sont gérés conformément aux dispositions de la présente entente et que les principes et pratiques comptables généralement acceptés ont été constamment appliqués dans la tenue des registres financiers.

ARTICLE 10: INDEMNISATION

- 1.1 Le Conseil s'engage à assumer toute la responsabilité et à indemniser le Canada et le Québec ainsi que leurs employés et mandataires respectifs en cas de réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses ou responsabilités découlant d'une plainte, action ou autre poursuite ayant trait à la présente entente, ou résultant d'une action de la part d'un membre des Peacemakers de Kanesatake ou du Comité de sécurité publique, faite, subie, supportée ou faisant l'objet de poursuites ou de menaces de poursuite pour avoir occasionné ou causé une blessure ou la mort d'une personne ou des dommages ou la perte de biens à cause de la négligence, d'un acte volontaire, d'une omission ou d'un délai de la part de membres, employés ou mandataires des Peacemakers de Kanesatake ou du Comité de sécurité publique dans l'exécution de la présente entente. Cette obligation survit à l'expiration de la présente entente.
- 10.2 Ni le Canada ni le Québec ne peuvent être tenus responsable d'aucune lésion corporelle et d'aucun dommage matériel, de quelque nature que ce soit, qui peut être causé au Conseil, aux Peacemakers de Kanesatake et au Comité de sécurité publique de Kanesatake, à leurs membres respectifs, employés, dirigeants ou mandataires ou pour toute autre réclamation présentée contre eux par une tierce partie dans l'accomplissement de la présente entente.
- 10.3 Ni le Canada ni le Québec ne peuvent être tenus responsable d'un dommage indirect ou spécial ou d'une perte d'utilisation, de recettes ou de bénéfices découlant de la présente entente ou s'y rapportant de quelque manière que ce soit.
- 10.4 Outre les obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, le Conseil assurera les activités des Peacemakers de Kanesatake en contractant, auprès d'un assureur de la province de Québec, une assurance générale feu-vol ainsi qu'une assurance responsabilité employeur-employé, d'un montant d'au moins 2 000 000 \$ et d'au plus 5 000 000 \$ par incident pour tous les incidents, couvrant les blessures corporelles et les dommages matériels, y compris la perte d'utilisation. Cette assurance devra également couvrir la responsabilité contractuelle globale.
- 10.5 Le Conseil fournira une copie de la police d'assurance sous une forme acceptable pour le Canada et le Québec au moment où le montant de la prime sera versé.

ARTICLE 11: MISE EN OEUVRE DE L'ENTENTE

- 11.1 Le Québec et le Canada s'engagent à prendre, dans les meilleurs délais, les mesures nécessaires pour assurer la mise en oeuvre de la présente entente.
- 11.2 Le Conseil s'engage à prendre dans les meilleurs délais, les mesures nécessaires pour assurer la mise en oeuvre de la présente entente.

ARTICLE 12: RÉSOLUTION DES CONFLITS

- 12.1 Les parties peuvent soumettre par écrit au comité de liaison toute omission, mésentente ou situation qu'elles estiment de nature à empêcher l'application de l'une ou de l'ensemble des dispositions de la présente entente, en vue de régler la difficulté dans un délai de 60 jours.
- 12.2 Les parties conviennent de chercher une solution par la négociation ou toute autre procédure appropriée de résolution des conflits avant de recourir à la médiation.

- 12.3 A la demande d'une des parties, le comité de liaison peut nommer un médiateur dans les 45 jours qui suivent le début du délai de 60 jours prévu au paragraphe 12.1. Ce délai de 60 jours commence le jour où l'avis est envoyé aux membres du comité de liaison.
- 12.4 Le rôle du médiateur sera de faciliter les discussions en vue de la résolution du conflit par le comité de liaison dans le délai de 60 jours précisé ci-dessus, jusqu'à ce que le comité de liaison convienne d'une solution ou après 15 jours de médiation, la première de ces deux dates étant retenue.
- 12.5 Le médiateur établira la procédure applicable au processus de médiation en accord avec le comité de liaison.
- 12.6 Le Québec et le Canada partageront la contribution financière liée à la participation du médiateur, de la façon suivante:
- | | |
|--------|-----|
| Québec | 48% |
| Canada | 52% |
- 12.7 A la fin du délai de 60 jours prévu au paragraphe 12.1 dans le cas où les parties n'ont pas résolu leurs différends, celles-ci peuvent transmettre aux autres parties un avis écrit de résiliation de la présente entente.

ARTICLE 13: RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 13.1 L'entente peut être résiliée à l'expiration d'un délai de 90 jours suivant la date de transmission, par l'une ou l'autre des parties, d'un avis de résiliation, à moins que les parties ne conviennent avant ce terme de dispositions différentes.
- 13.2 En cas de résiliation, le comité de liaison verra à recommander aux parties les dispositions transitoires ou finales à prendre.
- 13.3 En cas de résiliation de la présente entente par l'une ou l'autre des parties, le Conseil mohawk de Kanesatake s'engage à:
- (a) veiller au paiement de toutes les sommes dues pour des biens ou des services fournis aux Peacekeepers de Kanesatake avant ou à la date de résiliation;
 - (b) rembourser au Canada et au Québec la partie non dépensée de leur contribution financière, dans les 90 jours de la date de résiliation.

ARTICLE 14: AMENDEMENT

- 14.1 Les parties peuvent, par entente écrite des trois parties, amender la présente entente.

ARTICLE 15: COMMUNICATIONS

- 15.1 Pour l'application de la présente entente, tout avis ou communication qui peut ou doit être transmis entre les parties doit être adressé par écrit:
- a) dans le cas du Conseil: au Conseil mohawk de Kanesatake;
 - b) dans le cas du gouvernement du Québec: au ministère de la Sécurité publique;
 - c) dans le cas du gouvernement du Canada: au ministère du Solliciteur général.

ARTICLE 16: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- .1 Dans la présente entente, "le Canada", "le Québec", et "le Conseil mohawk de Kanesatake" ou "le Conseil" s'entendent notamment de leurs représentants respectifs, dûment autorisés.
- 16.2 Aucune disposition de la présente entente ne doit être interprétée comme conférant au Conseil, aux Peacekeepers de Kanesatake ou au Comité de sécurité publique de Kanesatake constitué en vertu du paragraphe 5.1 ou à leurs dirigeants, employés, agents ou contractants respectifs, l'état de dirigeant, employé, préposé ou agent du Canada ou du Québec, ou l'état d'associé du Canada ou du Québec, ou de coentrepreneur avec le Canada ou le Québec.
- 16.3 Aucun actuel ou ancien titulaire de fonctions officielles au sein du gouvernement du Canada n'obtiendra de bénéfice direct ou indirect de la présente entente; quiconque déroge à cette règle devra satisfaire aux exigences du Code régissant les conflits d'intérêts en ce qui concerne les titulaires, actuels ou anciens, de charge publique.
- 16.4 Advenant qu'une disposition quelconque de la présente entente soit déclarée nulle ou invalide par un tribunal compétent, les autres dispositions conserveront leur plein effet.
- 16.5 La présente entente est conclue entre le Canada, le Québec et le Conseil dans un esprit de coopération et d'harmonisation en matière de services de police. Aucune disposition de la présente entente n'a pour effet de créer, reconnaître ou nier des droits ancestraux ou issus de traités, des droits constitutionnels ou autres, des privilèges ou libertés que détient ou pourrait obtenir l'une ou l'autre des parties ni d'enfreindre ou de compromettre toute négociation entre les parties.
- 16.6 Les parties conviennent également que la présente entente ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 et qu'elle n'a aucun effet sur les positions que les parties aux présentes pourraient adopter par ailleurs.
- 16.7 Les mesures de maintien de l'ordre prévues en vertu de la présente entente seront évaluées et feront l'objet d'un rapport complété entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 1997 tel que convenu par les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES DUMENT AUTORISÉES A CETTE FIN ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE.

 13th December 1996
POUR LE CONSEIL MOHAWK DE KANESATAKE,
LE GRAND CHEF

et par:

Ralph D. ... Dec. 13, 1996
LE CHIEF RESPONSABLE POUR LA JUSTICE

André Gauthier
POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:

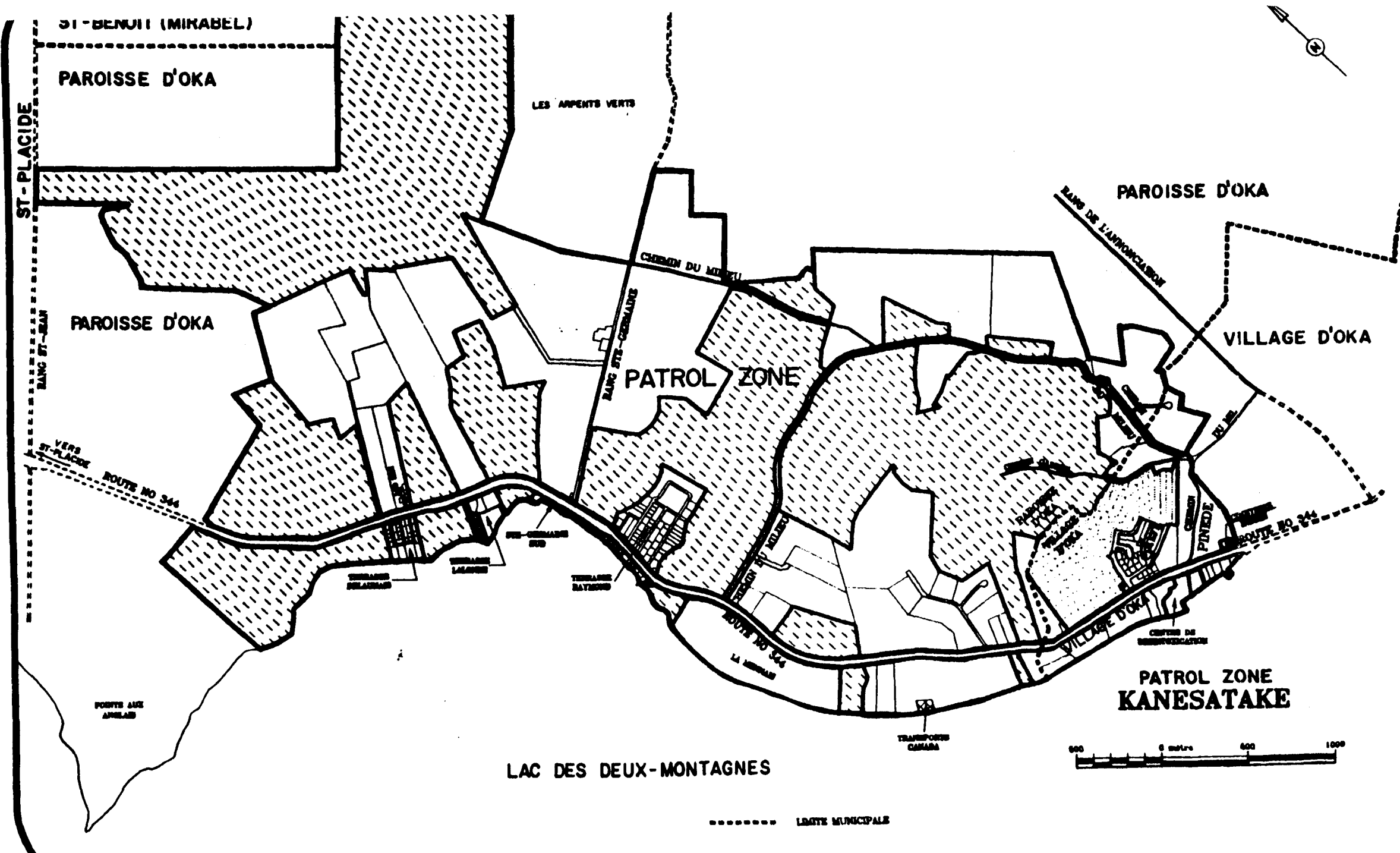
Yves Hébert
LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

et par:

Stéphane Bouchard
LE MINISTRE DÉLÈGUE AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

Neil Gray
POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA,
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Le 13 décembre 1996



**DISPOSITIONS DU CODE DE DÉONTOLOGIE
DES POLICIERS DU QUÉBEC**

SECTION II - Les devoirs et normes de conduite du policier.

5. Le policier doit se comporter de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction.

Notamment, le policier ne doit pas:

- 1° faire usage d'un langage obscène, blasphématoire ou injurieux;
- 2° omettre ou refuser de s'identifier par un document officiel alors qu'une personne lui en fait la demande;
- 3° omettre de porter une marque d'identification prescrite dans ses rapports directs avec une personne du public;
- 4° poser des actes ou tenir des propos injurieux fondés sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, les convictions politiques, la langue, l'âge, la condition sociale, l'état civil, la grossesse, l'origine ethnique ou nationale, le handicap d'une personne ou l'utilisation d'un moyen pour pallier cet handicap;
- 5° manquer de respect ou de politesse à l'égard d'une personne.

6. Le policier doit éviter toute forme d'abus d'autorité dans ses rapports avec le public.

Notamment, le policier ne doit pas:

- 1° avoir recours à une force plus grande que celle nécessaire pour accomplir ce qui lui est enjoint ou permis de faire;
- 2° faire des menaces, de l'intimidation ou du harcèlement;
- 3° porter sciemment une accusation contre une personne sans justification;
- 4° abuser de son autorité en vue d'obtenir une déclaration;
- 5° détenir, aux fins de l'interroger, une personne qui n'est pas en état d'arrestation.

7. Le policier doit respecter l'autorité de la loi et des tribunaux et collaborer à l'administration de la justice.

Notamment, le policier ne doit pas:

- 1° empêcher ou contribuer à empêcher la justice de suivre son cours;
- 2° cacher ou ne pas transmettre une preuve ou un renseignement dans le but de favoriser ou de nuire à une personne.

Notamment, le policier ne doit pas:

- 1° endommager ou détruire malicieusement un bien appartenant à une personne;
- 2° disposer illégalement d'un bien appartenant à une personne;
- 3° présenter à l'égard d'une personne une recommandation ou un rapport qu'il sait faux ou inexact.

9. Le policier doit exercer ses fonctions avec désintéressement et impartialité et éviter de se placer dans une situation où il serait en conflit d'intérêts de nature à compromettre son impartialité ou à affecter défavorablement son jugement et sa loyauté.

Notamment, le policier ne doit pas:

- 1° solliciter, accepter ou exiger d'une personne, directement ou indirectement, un don, une récompense, une commission, une ristourne, un rabais, un prêt, une remise de dette, une faveur ou tout autre avantage ou considération de nature à compromettre son impartialité, son jugement ou sa loyauté;
- 2° verser, offrir de verser ou s'engager à offrir un don, une récompense, une commission, une ristourne, un rabais, un prêt, une remise de dette, une faveur ou tout autre avantage ou considération de nature à compromettre l'impartialité de cette personne dans l'exercice de ses fonctions;
- 3° recommander à une personne avec laquelle il a été en contact dans l'exercice de ses fonctions, notamment un prévenu, les services d'un procureur en particulier;
- 4° se placer dans une situation où il serait en conflit d'intérêts lorsqu'il sollicite ou recueille du public de l'argent par la vente d'annonces publicitaires ou de billets ou de quelque autre façon au profit d'une personne, d'une organisation ou d'une association.

10. Le policier doit respecter les droits de toute personne placée sous sa garde et éviter de lui montrer de la complaisance.

Notamment, le policier ne doit pas:

- 1° sauf sur ordonnance médicale, fournir à une personne placée sous sa garde des boissons alcooliques, des stupéfiants, des hallucinogènes, des préparations narcotiques, ou anesthésiques ou toute autre substance pouvant produire l'ivresse, l'affaiblissement ou la perturbation des facultés ou l'inconscience;
- 2° être négligent ou insouciant à l'égard de la santé ou de la sécurité d'une personne placée sous sa garde;
- 3° tenter d'obtenir au bénéfice d'une personne placée sous sa garde un avantage indu ou lui procurer un tel avantage;
- 4° sauf en cas de nécessité, fouiller une personne de sexe opposé, assister à la fouille d'une telle personne ou faire fouiller une personne placée sous sa garde par une personne qui ne soit pas du même sexe;
- 5° s'ingérer dans les communications entre une personne placée sous sa garde et son procureur;

- 6° avoir recours à une force plus grande que celle nécessaire à l'égard d'une personne placée sous sa garde;
 - 7° permettre l'incarcération d'un mineur avec un adulte ou d'une personne de sexe féminin avec une personne de sexe masculin sauf dans les cas prévus par la loi.
11. Le policier doit utiliser une arme et toute autre pièce d'équipement avec prudence et discernement.
- Notamment, le policier ne doit pas:
- 1° exhiber, manipuler ou pointer une arme sans justification;
 - 2° négliger de prendre les moyens nécessaires pour empêcher l'usage d'une arme de service par une personne autre qu'un policier.
12. Lorsqu'il constate ou est informé de la présumée commission d'un acte dérogatoire au présent Code, le directeur d'un corps de police doit informer par écrit le citoyen concerné des droits accordés par la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chapitre 0-8.1) et adresser copie de cet écrit au Commissaire à la déontologie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 800

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

99. Dépôt des contrats de services des négociateurs avec, pour chacun, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

100. Liste et copie des études et sondages commandés par le gouvernement concernant les nations autochtones, sommes dépensées pour chaque étude ou sondage et indiquer quel ministère ou organisme a payé pour l'étude ou sondage.

RÉPONSE:

Même réponse qu'aux annexes 5 et 6 dans la demande de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

101. Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones.

RÉPONSE:

- Commercialisation de la viande de caribou
- Fabrication de blocs de béton au Nunavik
- Fabrication de "l'abri Nunavik"
- Vision Nunavik : développement des télécommunications
- Projet d'usine de sciage à Obedjiwan
- Minicentrale hydroélectrique à l'île Villeneuve
- Centre écotouristique Shaputuan
- Ekohaw : développement d'une pisciculture de perchaudes
- La piste amérindienne : Site Internet
- Promotion du tourisme chez les Atikamekw et les Montagnais
- Formation de main-d'oeuvre : coupes forestières; Long Point First Nation, Winneway
- Projet usine de sciage Weymontachie
- Projet usine de sciage Maliotenam
- Projet d'un complexe touristique à Kahnawake
- Projet d'horticulture en serres à Kahnawake
- Projet d'usine de fabrication de contenants pour l'emballage de produits divers à Kahnawake
- Projet d'entreprise de câblo-distribution et d'entretien de systèmes de communications à Kahnawake
- Kahnadome

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

102. Implication du Secrétariat dans le dossier du méga-complexe de serres de 30 acres à Kahnawake :

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation du projet.

RÉPONSE :

Un projet d'horticulture en serres couvrant 30 acres à Kahnawake a été soumis au SAA en novembre 1996. Le promoteur, Harold Kohn de Westshore Investment d'Ottawa, travaille en collaboration avec la famille Lahache de Kahnawake laquelle est propriétaire des terrains sur lesquels le promoteur propose de construire les serres. Le promoteur demande au Canada et au Québec de garantir les prêts qu'il contracterait auprès d'une banque.

En décembre 1996, le SAA a demandé un avis sectoriel au MAPAQ. Depuis, des rencontres ont eu lieu entre le MAPAQ et le promoteur.

L'avis sectoriel final est censé être remis au SAA par le MAPAQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

103. Implication du Secrétariat dans le dossier du complexe touristique à Kahnawake.

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation du projet.

RÉPONSE :

Le projet de complexe touristique à Kahnawake a été porté à l'attention du SAA en novembre 1996. Ce projet de restaurant/théâtre, d'hôtel en forme de maisons longues et de village culturel fait partie d'un plan quinquennal de développement touristique lequel a été déposé au SAA par le Conseil mohawk de Kahnawake en janvier 1997.

Le SAA a demandé un avis sectoriel à Tourisme Québec. Cet avis conclut à la pertinence d'un tel projet en matière de tourisme dans la grande région de Montréal. L'Association touristique régionale Montérégie et l'Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal partagent ce point de vue.

Le SAA participe présentement à des discussions multipartites (Kahnawake-Canada-Québec) en vue d'un montage financier pour la réalisation du projet de restaurant/théâtre, d'hôtel en forme de maisons longues et de village culturel.

Le coût estimé du projet est de 11M \$ à savoir :

- restaurant/théâtre et hébergement : 8.7M \$
- village culturel : 2.3M \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

104. Implication du Secrétariat dans les dossiers de casino présentés par différentes communautés, principalement celle de Kahnawake :

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation du projet.

RÉPONSE :

Les communautés d'Odanak, de Listuguj, de Kahnawake, de Kanesatake, de Wendake et de Maniwaki ont manifesté leur intérêt dans l'ouverture d'un casino permanent. Il n'y a cependant aucune négociation à ce sujet avec ces communautés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

105. Politique du Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux transports.
Existe-t-il une approche multisectorielle ?

RÉPONSE :

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas en soi une politique relative aux transports. Cette tâche revient aux ministères sectoriels concernés notamment le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

106. État de situation du dossier concernant le prolongement de la voie réservée au transport en commun entre le rond-point Bédard, sur la réserve de Kahnawake et le boulevard Saint-Francis, à Châteauguay.

RÉPONSE :

Des discussions ont lieu entre le MTQ et le Conseil mohawk de Kahnawake auxquelles le SAA ne participe pas.

Toute demande de renseignements concernant ce dossier doit être dirigée vers le MTQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 800
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

107. Actions posées et crédits dépensés suite au rapport Coutu sur la justice en milieu autochtone. Échéancier et prévisions budgétaires.

RÉPONSE:

1. Les ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux sont responsables au premier chef de la mise en œuvre du rapport Coutu;
2. Compte tenu de son rôle de coordination, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) s'assure que les mesures annoncées par les ministres de la Justice et de la Sécurité publique devant la Commission des institutions le 21 janvier dernier seront mises en œuvre, à cet effet :
 - Les représentants du SAA ont rencontré ceux de Justice, Sécurité publique et Santé et Services sociaux pour discuter de l'élaboration de plans d'action et de l'identification de moyens pour les évaluer;
 - Il a été convenu avec chacun des ministères qu'un plan d'action serait mis au point et que deux évaluations de son implantation auraient lieu, la première en septembre 1997 et la deuxième en mars 1998;
 - Au besoin, le SAA apporte un support technique aux ministères qui en font la demande.